Cogitation d’un quidam ordinaire

Miscellanées Politiques N°2

Recueil de textes écrits, modifiés, complétés et corrigés de 2007/2008 à 2024

Robert GIL

Matière à cogiter

Page 3 Salut :

Ce n'est pas possible ! – Le mythe de la caverne, Vème siècle avant JC - Je te souhaite une bonne lecture

Page 15 Médias, Manipulations, Complots :

Pour nos cerveaux, qui est le plus dangereux ? – Pour une info objective – Médias et Manipulation – La théorie de la théorie du complot – Journaliste, la voie de son maitre – A complot, complot et demi – Mais c'est quoi un Médias Mainstream ? – La fenêtre d'Overton

Page 39 Destruction totale

Si on avait conservé ce qui nous appartenait – Les cotisations font parties de mon salaire – Retraite par répartition et retraite par capitalisation – De la loi NOME au projet HERCULE – Services publics dernière ligne droite avant liquidation – Pourtant tout avait bien commencé – Retraite le grand bluff

Page 63 Indispensables, les premiers de corvée :

C'est quoi être pauvre ? – Si les pauvres savaient – Réveillons-nous ! – Non, ce ne sont pas les pauvres qui fraudent le plus – Connaissez-vous la Ligne de Basculement ? – Pour une justice sociale et une justice fiscale -

Page 78 Démocratie, ça ne veut pas dire…

Est-on sûr d'être en démocratie ? – Méfiance, méfiance – La démocratie, vous la préférez comment ?

Page 90 Méritocratie ??? :

Le winner – Parce qu'ils le valent bien – La doctrine Friedman – Le rêve américain – Eux n'ont plus les moyens de rêver

Page 103 Le fonctionnaire, ennemie public numéro 1 :

C'est la faute aux fonctionnaires – La chasse aux fonctionnaires, sport national – Les fameux 57% du PIB – Alors, privé ou public ?

Page 113 C’est le capitalisme le problème :

Parlons sans fioriture du cout du capital – Apprivoiser le capitalisme – Une spécialité française : le gavage des riches – Le plein emploi est incompatible avec le capitalisme – L’avidité du patronat est sans limite – Le capital est allergique à l’impôt - Les jeux de Paris, le capitalisme dans tous ses états

Page 138 Les premiers de cordée, ces inutiles :

Ils le valent bien – Sortons de l’immobilisme, réformons – Heureusement qu’il y a des riches pour … - La fable du ruissèlement – Et l’argent se ramasse à la pelle –

Page 154 Combien rapportez-vous à votre employeur ?

Un pamphlet écrit en 1907, par le socialiste britannique John Wheatley : « Comment on vole les mineurs ».

Page 165 Un peu d’Ukraine…

Que se passe-t-il vraiment ? – Une autre grille de lecture - Navalny, le chouchou des élites occidentales !

Page 175 Humour et Dérision :

Un monde de machines – Pour ma sécurité, je suis interconnecté – Les footballeurs vous remercie - A propos du piston – Stop à l’insécurité - Je suis une miss – Police, personne ne bouge – Méfiez-vous des syndicats

Page 196 A la prochaine …

Page 197 Téléchargement

***« Il faut vivre avec son temps, mais il est temps de réfléchir »* … Robert HEFFE**

Salut,

Peut-être fais-tu partie de ceux qui ont lu mon premier livre, et qui ont trouvé qu'au final la politique et son fonctionnement ne sont pas aussi compliqués que ce que l'on veut bien nous dire. Peut-être me découvres-tu maintenant, alors je te souhaite la bienvenue et j'espère que ce que j'écris t'interpellera, et que la politique t'apparaitra sous un angle diffèrent. Je suis un citoyen lambda, et je persiste à dire que tout le monde a les capacités nécessaires pour s'intéresser à la politique, pour peu qu'il le désire. Nul besoin de diplômes, souvent il faut seulement faire preuve de bon sens, et accepter de prendre du recul par rapport à ce que nous racontent les médias, les personnalités politiques et les experts qui squattent à longueur d'années les plateaux télé. Tout autre expert ou économiste qui a une vision contraire à l'économie de marché est soigneusement snobé par les médias, c'est ce que l'on appelle la démocratie et la liberté d'opinion.

Tous ces experts médiatisés qui trois mois avant la crise de 2008 répétaient que tout allait bien, que le système n'avait jamais été aussi solide, se sont trompés sur tout, nous ont menti sur le reste, mais ils sont toujours là à nous donner des conseils ! Certains se pensent même experts en complotisme, si, si, c'est vrai, heureusement que le ridicule n'est pas une maladie mortelle. Quant à tous nos experts en économie bardés de diplômes, et se posant en donneurs de leçons, il faudrait peut-être leur dire que tous ceux qui ont élaboré les grands principes d'économie n'étaient pas des économistes. Adam Smith et Marx étaient philosophes, Keynes diplômé en mathématiques, Friedrich August von Hayek et Joseph Schumpeter, docteurs en droit, David Ricardo, agent de change et, Frédéric Bastiat avait quitté l'école à 17 ans. Nous

voyons par-là que la science économique n'a connu de révolutions que par ceux qui apportaient un regard extérieur.

Les discours des experts et économistes des plateaux télé sont à sens unique, convaincre les auditeurs que le modèle actuel est indépassable. Les salariés, chômeurs ou retraités auraient le même intérêt que les gros détenteurs de capital des entreprises du Cac40. Quelle que soit la problématique du moment la solution est toujours identique : nous ne sommes pas allés assez loin dans la logique capitaliste, il faut une dose plus forte de libéralisme. Il ne faut surtout pas essayer de réguler le marché. Toute contrainte imposée au marché serait, parait-il, automatiquement vouée à l'échec et à l'inefficacité. Il faut être conscient que l'on ne peut pas faire autrement, aucune autre solution n'est possible. Es-tu convaincu par ce genre d'arguments ? Crois-tu sincèrement que l'on ne puisse pas suivre une autre voie ? Bon, eh bien dans ce cas, ferme ce livre et jette-le à la poubelle. Le monde est tel qu'il est, et il est impossible de le changer. Au final, c'est peut-être une position rassurante. Rien ne dépend de toi, tout est écrit, tu n'as aucune part de responsabilité, tu peux retourner à ta vie, à tes occupations si tu en as, l'avenir de tes enfants, de la société et du reste du monde n'est pas de ton ressort. Mais alors, je te pose une question : la vie vaut elle la peine d'être vécue ? Si je n'ai aucune emprise sur ma vie, si mes conditions d'existence sont à la bonne grâce de gens que je ne connais pas, si je dois seulement exister pour traverser ma vie en dépendant entièrement de la volonté de gens plus puissants qui façonnent le monde suivant leurs désirs. Je ne suis donc qu'un pion ! Penses-tu réellement cela ?

Car dans ce cas, si « *l'on ne peut pas faire autrement* », à quoi cela sert-il de voter, ou de donner son avis lors « d'un grand débat » par exemple, pas de débat, pas d'élection, on continue à suivre la direction dictée par … par qui au fait ? Oui, je sens que tu commences à voir l'entourloupe ! Et rassure-toi, tu n'es pas le seul. Ceux qui nous gouvernent

n'ont pas envie que tu te poses des questions. D'ailleurs à ceux qui se posent trop de questions, on envoie les CRS, qui eux, ne se posent pas de questions. En fait le pouvoir ne tient que par le duo répression/soumission. Et pour cela il faut soit domestiquer les cerveaux, soit faire peur, très peur à ceux que le système n'arrive pas à contrôler. Mais le combat n'est pas seulement physique ou psychologique, il est aussi intellectuel. Il faut sans cesse se questionner sur ce qui nous est présenté pour acquis. Que penses- tu du fait que dans notre société riche jusqu'à l'obésité, la pauvreté se propage comme une gangrène ? Trouve tu normal que les « grands » patrons français gagnent l'équivalent de plusieurs milliers de SMIC par mois ? Personnellement, je pense que comme il existe un SMIC, il faut établir un revenu maximum égal à X fois le SMIC, rien ne justifie les différences exorbitantes de revenus entre les citoyens d'un même pays, quels que soient les postes qu'ils occupent. Il est temps de se rendre compte que l'accumulation de richesse dans les mains de quelques-uns a pour seul effet l'augmentation de la pauvreté et de la précarité. Ces dernières années combien de milliards dépensés en vain pour aider les entreprises à créer de l'emploi ? Et combien d'emplois ont-ils été réellement créés ? Oui, il y a tout un tas d'incohérences que plus personne ne relève !

Sortir du cadre :

Méfie-toi, car il est très difficile de penser autrement, car nos pensées ont été délimitées et façonnées par plus de 40 années de ce que nous acceptons comme politiquement correct. Alors ne te limite pas, ne t'impose aucune barrière, et médite sur cette phrase de Talleyrand : *« si les gens savaient par quels petits hommes ils sont gouvernés, ils se révolteraient vite »*

Je précise encore une fois que lorsque je parle du patronat, je pense au « grand patronat », aux capitalistes qui dirigent la

société, le commerçant, l'artisan et le petit patron ne rentrent pas du tout dans cette considération. D'autant que ce « public » n'est pas homogène, autant l'artisan boulanger peut se considérer l'égal de monsieur Arnault, autant un petit patron qui a quelques ouvriers peut être humaniste, et certains d'entre eux sont plus de droite par tradition que par conviction, parce que personne ne leur a dit qu'ils étaient peut-être de gauche. A l'inverse certains (patrons ou pas) se disent de gauche mais leurs actes ne sont pas du tout en adéquation avec ce qu'ils prétendent être.

On nous laisse entendre qu'il n'y a pas d'alternative, que le seul système viable est le système capitaliste et d'un air entendu on ajoute *« on a bien vu ce que ça a donné en URSS* ». Alors on ne va pas faire un débat pour savoir pourquoi le système soviétique s'est effondré [(1)]. On ne va pas faire un débat pour savoir si le régime en place était communiste ou non. On ne va pas faire un débat pour savoir si, là-bas, les gens sont nostalgiques de l'ancien système ou pas. On ne va pas faire de débat sur l'Union Soviétique. Ce qu'il faut, c'est imaginer autre chose, un système plus juste, plus équitable, plus humain. Ensuite, il faut le modifier et l'améliorer au fur et à mesure de sa mise en place. Tu penses que louis XVI croyait, en janvier 1789, qu'une autre organisation politique était possible ? L'on ne peut pas prévoir ce qui sera possible ou impossible demain ou après-demain, parfois les choses sont figées pour longtemps et soudain elles évoluent rapidement. Lénine a dit un jour : *« Il y a des décennies où rien ne se passe et des semaines où des décennies se produisent. »,* et cela se vérifie avec ce qui se passe en Ukraine depuis le 24/02/2022 ou en Palestine depuis le 07/10/2023, les évènements dans le monde s'enchainent et s'amplifient rapidement. Le monde est en train de changer. En mieux ? Je crois qu'au point où l'on en est, il n'y a pas grand risque d'essayer autre chose. Ce qu'il y a de sûr c'est que ce que l'on appelle « le Sud global », prend ses distances avec

l'occident qui se nomme pompeusement « la communauté internationale ». Le deux poids deux mesures de l'occident devient insupportable à une grande majorité de pays, et notre complaisance avec l'état d'Israël sur les massacres en cours dans la bande de gaza [(2)], fait que nous n'avons plus aucune légitimité d'invoquer les droits de l'homme.

Nos soi-disant élites, nos politiques et d'autres pensent qu'il faut réfléchir à l'intérieur d'un cadre prédéfini, alors que pour réfléchir il faut justement sortir du cadre, sinon on tourne en rond, car effectivement si l'on reste à l'intérieur de ce cadre, aucune alternative n'est possible, sauf la barbarie absolue pour en sortir violement, lorsque toute vie décente y sera devenue impossible. Parce que, là où ils ont raison, c'est qu'il n'y a aucune alternative possible … à l'intérieur de ce cadre ! Vouloir changer de système en gardant la même structure économique, avec la dérégulation financière et la libre circulation des capitaux inscrites dans le marbre, le libre-échange, une banque centrale européenne indépendante, et une poignée d'oligarques qui détiennent tous les leviers économiques, financiers et médiatiques, c'est un peu comme si l'on arrêtait sa montre pour gagner du temps !

La seule alternative possible est de sortir du capitalisme, sinon nous allons dans le mur, il n'y a aucune autre solution, plus nous attendons, plus ce sera douloureux. Déjà, ce ne sera surement pas facile, mais attendre comme je l'entends parfois, de savoir comment l'on règlera tel ou tel détail : des horaires des trains aux heures d'ouverture des boulangeries, en passant par le financement de la sécu, le montant de nos salaires ou l'organisation d'une future assemblée nationale… enfin, bref, tout faire pour ne rien faire est la pire des solutions. De toute façon faire des spéculations pour savoir comment, ensuite, tout sera géré et organisé ne sert à rien, car en réfléchissant ainsi, nous risquons de raisonner dans les limites du cadre. Si un changement profond s'imposait, cela veut dire que les forces à l'origine de ce changement porteraient en

elles les conditions même de ce changement. Il faut donc tout mettre en œuvre pour que ces forces soient de notre côté, il nous faut donc, gagner la bataille des idées… on a du boulot, mais ça en vaut la peine ! Nous ne pouvons pas continuellement nous cacher derrière le fait que nous ne savions pas, que tout cela n'est pas de notre responsabilité. L'indifférence n'a pas sa place [3], et nous ne pouvons pas nous soustraire à ses conséquences.

Il n'existe pas de manuel clefs en main « comment construire une nouvelle société en trois étapes », il faut inventer, se tromper, améliorer, changer au fur et à mesure qu'on la construit. Il faut oser, il faut prendre l'habitude de réfléchir différemment. C'est difficile, je sais, parfois moi aussi je suis prisonnier de ce que l'on m'impose, mes idées ont été conditionnées depuis tant d'années, que parfois elles retournent sagement à l'intérieur de ce qu'il m'a été permis de penser. Il est plus facile et apaisant d'accepter seulement ce que l'on nous permet, parfois on se fait du mal à trop réfléchir, mais comme disait Rosa Luxembourg : *« il n'y a que ceux qui ne bougent pas qui ne sentent pas leurs chaines ».*

Pour moi, il est clair que l'on ne peut pas laisser notre avenir dans les mains de ceux qui nous mènent droit au-devant de crises de plus en plus graves, que ce soient des crises financières, sanitaires, écologiques ou des guerres interminables ; il est temps que le maximum de personnes le comprennent et s'impliquent à tous les niveaux, suivant leurs moyens, dans la vie politique au sens large. Il faut se former, s'informer, débattre, convaincre, créer des réseaux… On ne peut plus fermer les yeux, rentrer la tête dans les épaules et attendre que ça se passe, je pense que nous aurons à rendre des comptes à nos enfants ou à nos petits-enfants. On ne peut plus dire, je ne savais pas, ça ne marche plus, à moins d'être un décérébré du bulbe, les excuses ne sont pas recevables. Alors à tous ceux qui te prennent pour un doux rêveur et se moquent, gentiment ou pas, de toi, tu peux

toujours les mettre au pied du mur : *« ne critiquez pas ceux qui tentent de se relever, seulement parce que vous, vous préférez vivre à genoux !* ». Je te propose de penser un monde qui ne reposerait pas sur la mise en concurrence de tous contre tous, mais un monde libéré des liens de subordination. Un monde où le collectif l'emporterait sur l'individualisme, un monde où l'arbitraire n'aurait pas sa place, un monde où l'on pourrait envisager l'avenir sans angoisse. Un monde différent que nous devons construire malgré l'hostilité de ceux qui nous « tondent la laine sur le dos », et nous répètent qu'il n'y a pas d'alternative. C'est difficile, je sais, mais ce ne sera pas plus facile si nous ne faisons rien. Je te propose de te libérer des chaines qui entravent nos corps et nos cerveaux. Et rappelle-toi, ne baisse pas les bras, reste calme et lucide, car la colère, seule, ne fait que des émeutes et seul l'espoir fait des révolutions… même si une dose de colère est nécessaire !

Le mythe de la caverne de Platon, Vème siècle avant J.C :

Le mythe de la caverne est une parabole symbolique qui illustre la situation des hommes par rapport à la vérité, à la perception du monde qui les entourent. Je trouve qu'il illustre parfaitement la notion de sortir du cadre.

Imaginons des prisonniers, enfermés dans une caverne semi-enterrée, enchainés, le visage tourné vers la paroi opposée à l'entrée, et dans l'impossibilité de voir autre chose que cette paroi. Elle est éclairée par les reflets d'un feu qui brûle au dehors, à proximité d'une route. Sur cette route passent différents véhicules, des animaux, ainsi que des personnes portant sur leurs épaules toutes sortes d'objets, échelles, outils, …etc.

Des véhicules et des objets, les captifs ne voient que l'ombre projetée par le feu sur le fond de la caverne, comme dans un

théâtre d'ombres chinoises. De même, ils n'entendent que les échos des paroles et des bruits qui leur parviennent de l'extérieur. Habitués depuis leur naissance à contempler ces images, et à écouter les sons déformés dont ils ignorent l'origine, ils vivent dans un monde virtuel qu'ils prennent pour la réalité.

Lorsque l'un d'entre eux est délivré de ses chaînes et entraîné vers la lumière, il est aveuglé et ne distingue rien de ce qui l'entoure. La lumière du soleil lui fait mal. Instinctivement il cherche à protéger ses yeux de cette lumière aveuglante. Peu à peu, il s'habitue, et il commence à voir le monde tel qu'il est. Il devient capable d'affronter la réalité, et comprend les mécanismes du monde qui l'entoure. C'est alors qu'il réalise que sa vie antérieure n'était qu'un rêve sombre, et il se met à plaindre ses anciens compagnons de captivité. Mais s'il les rejoint pour leur dire la vérité, pour leur montrer l'illusion dans laquelle ils vivent et leur décrire le monde réel, qui l'écoutera, qui le croira ? Ils le traiteront de fou ! Et personne ne voudra remettre en cause sa propre existence, toute sa vie, et tout à ce quoi il avait cru ! C'est trop compliqué !

On comprend facilement la signification de cette parabole. La caverne est le monde dans lequel nous évoluons. Et malgré les difficultés de notre existence, il est très difficile de changer notre perception de la société, de remettre en cause ce que l'on nous apprend depuis notre naissance. Il est parfois plus facile, et surtout rassurant, de rester dans l'ignorance.

Nous sommes enchaînés dans cette caverne, esclaves de notre histoire, de notre éducation et de tous les aprioris qui en découlent. La lumière est au dehors, mais il faut du courage pour l'affronter, accepter les contradictions et ne pas avoir peur d'affronter la vérité. Au final rester dans la caverne, dans un monde illusoire, est plus facile, et plus rassurant. Essayer de comprendre le monde tel qu'il est peut-être traumatisant. Aujourd'hui, la télévision a remplacé la caverne …

Celui qui veut décrire le monde tel qu'il est aura du mal à le faire accepter par ceux qui pensent que la réalité qu'on leur propose est la seule possible. C'est pourquoi il est rarement écouté. Il essaiera d'expliquer, que cette vision du monde est une illusion, véhiculée par les médias au service de ceux qui sont à l'extérieur de cette caverne, et qu'il faut avoir le courage de sortir de la caverne pour se mettre en quête de la vérité. Compliqué, difficile, mais ne pas essayer est une faute ! Les gouvernants comptent sur les œillères qu'ils nous font porter pour pouvoir nous manipuler. Tant que nous restons dans les limites de notre caverne, ils peuvent jouir des privilèges qu'ils se sont accordés. Alors, sortons du cadre [(4)] !

Ce n'est pas possible !

Eh oui, ce n'est pas possible : comme les congés payés en 36 par exemple, ou en 68 [(5)] avec l'augmentation du SMIC de 35 %, la hausse de 10 % des salaires, la création d'une section syndicale d'entreprise, la 4ème semaine de congés payés…. Et oui, le patronat et nos politiques nous le disent sans cesse, ce n'est pas possible… ce n'est pas possible, mettez-vous bien cela dans la tête !

À la fin du 19ème siècle les gens qui n'avaient plus la force de travailler étaient dépendants de leur famille ou alors étaient à la rue. Et un jour, certains ont dit *« il faut que l'on ait un salaire toute notre vie même lorsque l'on ne pourra plus travailler »* ; c'étaient des utopistes, complètement irréalistes, ils voulaient instaurer un système de retraites ! Et pourtant on leur disait *« Ce n'est pas possible ! »*

Lorsqu'au début des années 1900 les ouvriers ont réclamé des droits et une diminution de la journée de travail, c'était complètement impensable, et même irresponsable, d'ailleurs à l'époque les patrons ne s'y sont pas trompés et ont immédiatement menacé de délocaliser dans les colonies où la

main d'œuvre était plus docile et la répression plus efficace, et ils ont dit tous en chœur *« Ce n'est pas possible !* »

La mise en place de la Sécurité Sociale, des congés maternité, des congés de maladie et d'accident du travail, le droit à la formation professionnelle, à la formation syndicale, les temps de pose et de repos, le droit à des WC, des douches, à une tenue de travail fournie par l'employeur, et ces mille petites choses qui rendent le travail moins dur et plus sécurisant, ce n'était pas possible non plus à l'époque, rien n'est jamais possible pour le patronat et les politiques qui le soutiennent … et pourtant, ça c'est fait !

Par contre ce qui est possible, c'est de perdre tout ce que des décennies, et des générations de luttes ont permis de conquérir. Car rien n'a été donné, tout a été conquis par les luttes, les grèves et les manifestations des générations passées. Oh, certes, il y a toujours eu une partie de la classe ouvrière vendue au patronat, qui n'a jamais rien fait et s'est contentée de récolter les bénéfices de l'engagement et de la lutte des autres ! Ceux qui critiquent et ne font rien, ceux qui cherchent des boucs émissaires, alors qu'ils sont les seuls responsables de leur situation, à cause de leur inaction, de leur peur et de leur lâcheté ! Eux répètent inlassablement *« Ce n'est pas en manifestant ou en faisant grève que ça changera quelque chose »,* en revanche, si l'action des autres aboutit, ils en récoltent les fruits sans vergogne, et si elle échoue, ils continuent à faire profil bas auprès de leur direction … comment arrivent-il à se regarder dans une glace ou à croiser le regard de leurs enfants ! Evidemment, il y a aussi ceux qui de par leur situation financière ne peuvent pas, mais parmi ces gens-là il y en a qui essaient quand même de faire un minimum, alors honte à ceux qui peuvent et ne font rien !

Quant à ceux qui nous disent que le monde actuel n'est plus celui d'il y a 50 ou 100 ans. Que le monde bouge et qu'avec la concurrence internationale et des millions de chômeurs, on ne

peut pas faire différemment. Eh bien, on peut leur dire que le monde est tel qu'on le fait, ou plutôt tel qu'on le laisse faire par certains. Nous pouvons ajouter que la loi du marché ce n'est pas une loi divine dictée par un vieux monsieur avec une barbe blanche, non, ce sont des règles écrites par ceux-là même qui nous disent qu'il n'existe aucune autre possibilité ! Sachons toutefois que si nos anciens s'étaient contentés d'écouter ce genre de propos plutôt que de les combattre, nous ne serions pas là pour en discuter, car à n'importe quelle époque, pour justifier les inégalités, le discours sur le monde qui bouge est récurrent. Alors, t'en pense quoi : *« ce n'est toujours pas possible ? ».*

Je te souhaite une bonne lecture :

A travers ce pot-pourri de sujets, que tu vas découvrir dans les pages qui vont suivre, je veux donner à chacun l'occasion de se poser des questions et de réfléchir à d'autres perspectives. Je ne prétends en aucune façon donner des leçons à qui que ce soit, car comme tout le monde j'ai, moi aussi, mes contradictions. J'ai construit ce livre comme le précèdent, pour que tu puisses lire les sujets dans l'ordre que tu veux, sans prise de tête, suivant l'intérêt que tu leur portes. Ces sujets sont dans la continuité de mes interrogations sur le système actuel comme la démocratie, le capitalisme, ou les médias par exemple. Tu n'es pas obligé d'être du même avis que le mien, je veux seulement te donner un autre point de vue sur la période que nous traversons.

J'ai essayé de ne pas faire de ce livre un ouvrage fastidieux mais un livre que tu peux consulter à maintes reprises suivant tes humeurs et tes envies. Ensuite, tu as toujours la possibilité d'approfondir les sujets qui t'intéressent le plus. Ce livre, dans la lignée du précèdent, je l'ai écrit de manière fluide, afin qu'il soit facile à lire. J'ai répété certaines choses que je trouve

importantes au fil des chapitres, pour que tu puisses avoir le maximum d'informations quel que soit ton ordre de lecture.

Comme dans le livre précèdent, à la fin de chaque chapitre, à chaque fois que je l'ai jugé nécessaire, tu trouveras des notes de bas de page qui t'enverront aux sources de mes propos, afin que tu puisses vérifier que ce que je dis ne relève pas de mon imagination.

Bonne lecture

« *Celui qui n'a pas le courage de se rebeller, n'a pas le droit de se lamenter* » … Che GUEVARA

(1) Lire « Erreur ou trahison, enquête sur la fin de l'URSS », et « le socialisme trahi » aux Editions Delga. (2) voir sur le site « Les Crises.fr » la série d'articles concernant Gaza. (3) Lire le texte d'Antonio Gramsci « Je hais les indifférents ». (4) Pascal Pitois, le 30/05/2013 : « L'énigme des 9 points et sa "leçon" ». (5) Figaro Economie, le 27/05/2018 : « Mai 68-Mai2018, que reste-il des accords de Grenelle ? ».

Médias, Manipulations, Complots

Depuis les attentats du 11 septembre et plus encore avec le covid et la guerre en Ukraine le moindre doute, la moindre pensée, la moindre opinion qui n'est pas en phase avec le discours officiel fait de toi un complotiste. Penser ou réfléchir différemment devient interdit. Alors, prends garde si tu oses remettre en cause le système capitaliste et préconiser d'autres solutions.

Pour nos cerveaux qui sont les plus dangereux, les complotistes ou les médias ?

Lorsque dans des émissions genre « 28 minutes » ou « c'est dans l'air » l'on invite autour de la table des experts ou des personnalités qui sont tous d'accord sur le sujet débattu : info ou complot ? Quand dès le matin sur les radios jusqu'au soir à la TV ou dans la presse on nous rabâche toujours la même chose, et qu'il n'y a aucun opposant pour faire valoir une autre forme de pensée : info ou complot ?

Lorsque les plans de licenciement deviennent des plans de sauvegarde de l'emploi, lorsque qu'il faut supprimer des lits pour que l'hôpital puisse nous prendre plus facilement en charge, qu'il faut supprimer des classes pour une meilleure éducation, que pour sauver des emplois il faut licencier, que pour qu'il y ait moins de chômage il faut travailler plus longtemps, qu'il faut réduire les dépenses publiques pour ne pas laisser la dette à nos enfants, qu'il faut réduire la fiscalité du capital pour financer nos entreprises, manipulation ou info? Ensuite, pour nous faire croire que toute décision va être

soigneusement étudiée dans le respect de l'intérêt commun, nos médias nous annoncent l'ouverture de « *négociations avec les partenaires sociaux* » ou des *« consultations avec l'ensemble des secteurs concernés* », ne craignez rien braves gens, tout va s'arranger, mais surtout restez à votre place : manipulation ou complot ?

Alors, à force d'être pris pour des cons par nos dirigeants, à force d'ingurgiter la bouillie intellectuelle des médias qui n'est plus de l'information mais ressemble outrageusement à de la manipulation, et bien, nombreux sont ceux qui vont aller chercher une autre vérité. L'écart entre ce que la parole institutionnelle dit et ce que les gens vivent n'est plus soutenable. Et certains vont se jeter sur des théories parfois hallucinantes, mais à qui la faute ? Aux institutions, aux médias, mais aussi, aux anti-complotistes bienpensants, car tant qu'ils apparaitront soudés au bloc des pouvoirs ils seront inaudibles par ceux qui sont septiques et méfiants, qui les verront comme faisant partie de l'appareil de propagande, ce qui les confortera dans la recherche d'une autre vérité. Et la confusion s'ajoute à la confusion quand c'est le gouvernement lui-même qui laisse entendre que le mouvement des Gilets Jaunes est téléguidé (1) par la Russie et l'Ultra Gauche, n'est-on pas en plein dans la théorie du complot ?

Le piège est que maintenant on utilise le complotisme pour accréditer le discours officiel, tout ce qui est contre devient complotisme. Il y a même des experts en complotisme qui donnent des bons points et décident de ce qui est complotisme ou ce qui ne l'est pas. Des journaux font des sondages « êtes-vous complotiste ? » en rangeant dans le même sac des questions telles que : « *pensez- vous que la maffia a été impliquée dans la mort de JFK ? », « pensez-vous que la terre est plate ? », « Croyez-vous à la présence d'extra-terrestres ? » ou « pensez-vous que c'est la CIA qui a tué Allende ?* ». D'aucun ont fait du complotisme un grand

melting-pot où la raison n'a plus sa place. Celui qui se pose trop de questions prend le risque d'être traité de complotiste. Et la gauche, déboussolée, s'autocensure, apparaissant ainsi aux yeux de certains coupable de soutenir le discours officiel contre vent et marée. Elle devient donc inaudible sur certains sujets et plutôt que de les affronter, elle rejette sans procès ceux qui lui feraient prendre le risque d'être soupçonnée de complotiste.

La fraude des mots et des concepts permet de légitimer le discours officiel. Le complotisme sert de censure et est utilisé pour museler la liberté d'expression : si vous pensez différemment, vous êtes forcement complotiste. L'effet pervers c'est que pour éviter d'être accusées de complotistes certaines personnes se censurent elles même et se méfient des autres, elles n'osent plus aborder certains sujets de peur de la réaction de leur interlocuteur. Le piège se referme, il n'y a plus que la parole officielle qui occupe l'ensemble du paysage et porte donc la seule vérité !

En 2020, le Covid a exacerbé les passions et le mot « complotiste » a été utilisé à tort et à travers. Toute personne émettant un doute sur la version officielle concernant les mesures prises par le gouvernement, la létalité du virus ou la vaccination, a rapidement été cataloguée comme complotiste. Les militants et sympathisants de gauche devraient être vent debout contre de tels raccourcis. Mais non, une sorte de chappe de plomb fait que même le « militant sceptique » craint une mise à l'écart si sa parole dérange. Va-t-on aller jusqu'à une chasse aux sorcières ressuscitant les heures sombres de notre récente histoire ? Sommes-nous devenus complètement idiot ? Même des militants pourtant critiques prennent position pour « les vérités » des médias mainstream sans aucune retenue. Période étrange, où des accouplements contre nature se forment, et où toute pensée critique est critiquée par ceux-là même qui sont sensés la porter.

Voir des complots partout, c'est comme en voire nulle part, c'est incohérent. Alors bien sûr il existe des théories fumantes sur tout et n'importe quoi, internet est une mine inépuisable. Mais il ne faut pas non plus arriver à une extrême qui consisterait à ridiculiser tous ceux qui ne rentrent pas dans le cadre des analyses des médias, et mettent en porte à faux la bienséance des experts et des donneurs de leçons qui servent docilement le système en place. Finalement le terme de complotisme est une aubaine pour ceux qui veulent détourner le débat, protéger les intérêts de grands groupes capitalistes et éloigner des militants ou non militants de luttes tout à fait légitimes en les faisant passer pour conspirationnistes. Alors méfions-nous, manipulation, complot, conspiration, sachons faire la part des choses car toute cette dialectique sert de contrôle social et empêche des convergences qui pourraient être salutaires. Complot partout, révolution nulle part !

Pour une info objective :

Nombreux sont ceux qui sont conscients que les médias mentent à propos du déficit de la sécurité sociale, de la « fable du ruissèlement », du coût du travail, des grèves ou des manifestations, etc. ... Mais je suis toujours étonné de constater que des personnes, qui bien qu'elles sachent que les médias ne sont pas indépendants, qu'ils appartiennent à des milliardaires défendant leurs propres intérêts, et par conséquent ne sont ni objectifs ni honnêtes, croient, par je ne sais quel miracle, que soudain ces médias diraient l'entière vérité sur un sujet aussi important que ce qui se passe en Ukraine [(2)] , alors qu'il suffit de se souvenir des mensonges qu'ils ont déversés à propos des charniers de Timisoara, des couveuses koweitiennes, des armes de destruction massives de l'Irak, des attaques chimiques à Alep, des massacres de Kadhafi dans le sud de la Libye ou ceux des serbes en ex-Yougoslavie ... j'en passe et des meilleurs !

Marx savait une chose ou deux sur la relation entre les idées et le pouvoir : *« A toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes ; autrement dit, la classe qui est la force matérielle dominante de la société, est en même temps sa force intellectuelle dominante. La classe qui dispose des moyens de production matérielle dispose en même temps, de ce fait, des moyens de la production intellectuelle, si bien qu'elle exerce son pouvoir sur les idées de ceux à qui ces moyens font défaut.* ». (1845). Transportez Marx au XXIème siècle, et il découvrirait que beaucoup des entreprises les plus riches au monde (Apple, Amazon, Microsoft, Disney, etc.) sont engagées dans le commerce « de la production et diffusion d'idées ». Par leur puissance elles contrôlent la communication et empêchent des concurrents ayant des idées différentes de prendre pied dans leur domaine respectif (vive la concurrence libre et non faussée). En outre, le développement de la publicité ciblée fait que les consommateurs sont exposés à une gamme restreinte de produits et d'informations, basée sur des profils créés à leur insu. En pratique, cela signifie que la propagande quotidienne en faveur du capitalisme néolibéral passe largement inaperçue, ne souffre d'aucune discussion, et ne profite qu'à de grandes entreprises et de riches individus. En France la quasi-totalité des médias est détenue par les mêmes milliardaires qui possèdent les entreprises du CAC40.

Que pensez-vous du fait que pour défendre la « liberté d'expression » on interdit des médias étrangers [3] parce qu'ils ne partagent pas nos points de vue ? Que pensez-vous du sort réservé à Julian Assange après ses révélations sur les secrets et les crimes du gouvernement américain qu'il a dénoncés sur Wikileaks ? Que pensez-vous de l'arbitraire des plateformes numériques et des réseaux sociaux : récemment, j'ai été exclu temporairement de You Tube au motif que *« mes commentaires ne correspondent pas aux standards de la communauté* » ! Combien d'entre vous subissent un lavage de

cerveau quotidien en laissant BFM en bruit de fond dans leur appartement ? BFM que l'on retrouve dans une grande majorité de bars, de commerces et même dans la salle d'attente de l'Hôpital Public ... coïncidence ? Pourquoi BFM ? Parce que c'est le média qui s'adresse au plus grand nombre. Cnews est plus « brute de pomme », LCI cible ceux qui ont l'impression de comprendre la politique et Arte est fait pour les « intellos bobos » plutôt parisiens. Non, vous n'y échapperez pas !

Regardez, écoutez ou lisez n'importe lequel de nos médias : sur tous les sujets importants, ils sont tous sur la même longueur d'onde, aucune voix discordante : vous trouvez cela normal ? Ou sont les débats contradictoires que les plus anciens d'entre nous ont connu dans les années 1970/1980 ? Et si par hasard cela arrive encore, on jette dans l'arène médiatique un contradicteur qui devra faire face à 5, 6 ou 7 experts ou pseudos journalistes qui l'empêcheront de parler, de développer ses idées et lui poseront des questions tellement absurdes et orientées que le « débat » ressemblera à une « farce » ! Le fameux « *temps de cerveau humain disponible* », cher à l'ancien président-directeur général du groupe TF1 est très efficace pour conditionner les esprits vulnérables lorsqu'ils ne sont pas sur leur garde. Hollywood produit et vend du « soft power » étasunien en faisant la part belle aux valeurs néolibérales. Et nos médias ne sont pas en reste, lorsque lors d'émissions ou de reportages anodins sur tel ou tel pays, personnages ou événements, de petites phrases sont glissées, mine de rien, dans les commentaires et certains faits sont soit ignorés, soit présentés de manière partisane pour semer le doute.

Depuis quelques années, l'ensemble de la presse « libre » occidentale s'est lancé, comme un seul homme, dans une véritable campagne « antichinoise », accusant le « pays du Dragon » de tous les maux, fantasmant et déformant ce qui se

passe à l'intérieur de ses frontières. Il n'est besoin d'aucune preuve, leurs analyses sont fondées sur des préjugés et des faits souvent invérifiables mais, *« dont tout le monde est au courant, bien sûr !* ». Après Poutine, Xi est présenté comme un homme dangereux, peu instruit, brutal, autoritaire et psychologiquement instable. Et une fois de plus, l'ensemble des médias a exactement le même discours, aucune voix discordante ... Cela ne vous rappelle rien ? Vous ne trouvez pas cela étrange ? Non ? … Alors dormez braves gens, on s'occupe de tout !

Avec le Covid et encore plus avec l'Ukraine, il est facile de se faire traiter de complotiste, ce qui évite tout débat constructif et argumentaire sérieux, ou alors lorsque les médias, pour diverses raisons, n'osent pas dire le mot complotiste à propos de certaines personnes, ils utilisent le mot « controversé ». Tel journaliste, telle personnalité, tel analyste est « controversé », comme cela on peut insinuer le doute dans l'esprit de ceux qui les écoutent. Le journaliste américain Seymour Hersh, l'ancien colonel de l'armée suisse et analyste stratégique Jacques Baud, l'historienne française Annie Lacroix-Riz ou encore l'ancien inspecteur de la commission spéciale des Nations Unies Scott Ritter sont des personnes « controversées ». Controversées par qui ? Eh bien, par ceux qui nous lavent le cerveau tous les jours devant notre poste de télévision !

Je précise que je ne suis ni « pro-Poutine », ni « prochinois », ce dont il est très facile de se faire accuser. Je voudrais seulement avoir accès à une information objective, à de vrais débats contradictoires afin de pouvoir me forger une opinion sans être obligé de chercher des sources et de les recouper pour espérer avoir une info la plus objective possible. Les médias mainstreams me paraissent d'un parti pris mensonger, falsificateur et d'une hypocrisie crasse, déformant une partie de l'info, et oubliant de nous parler du reste. Toute la puissance de la presse est dans cette phrase de Malcom X [(4)]

: « *La presse a un pouvoir de l'image si puissant qu'elle peut faire passer un criminel pour une victime et montrer la victime comme un criminel.* »

Médias et manipulation :

La manipulation mentale évoque de sinistres choses. Il y a des siècles, les églises furent les premières à façonner nos pensées. Les souverains se sont servis des religions pour modeler nos esprits et nous imposer l'obéissance. Avant, il y avait l'Église qui distillait la bonne parole des puissants et maintenant il y a les médias. 90% de ceux-ci appartiennent à une poignée de milliardaires ayant leurs entrées particulières dans tous les gouvernements, déjeunant avec des politiques de tout bord : la pluralité et l'objectivité de l'information n'existe pas ! De 5h à 23h, ce sont les mêmes personnes, fervents défenseurs des idées ultra libérales, qui squattent les radios et les plateaux télé. Vous ne pouvez pas y échapper. Comptez dans une année combien de fois vous voyez ou entendez Agnés Verdier-Molinié, Dominique Seux, Christophe Barbier, Élie Cohen, Mathieu Laine, Patrick Artus, Jean Pisani-Ferry, Jean-Hervé Lorenzi, Daniel Cohen, Nicolas Bouzou, Philippe Aghion, Appolline De Malherbe, ou Eric Brunet et Emilie Broussouloux … avec toujours les mêmes « complices » pour leur servir la soupe. Ce n'est plus de l'info, c'est de la propagande, du matraquage, la pluralité de l'info, c'est de la rigolade !

Pendant la grande messe du 20h les informations importantes sont noyées dans une masse de faits divers qui détournent l'attention du téléspectateur. Malgré cela beaucoup de sujets ne sont pas traités, dommage. Mais en matière de médias, rien n'est innocent, le silence moins que tout. Ce n'est pas parce que l'on ne parle pas de misère sociale qu'elle n'existe pas. Et ce n'est pas parce qu'ils l'ont « dit à la télé » que c'est

forcément vrai. Les sujets traités sont soigneusement sélectionnés et s'enchainent rapidement, superficiellement pour empêcher de développer un esprit critique, surtout qu'en matière d'information, d'argumentation ou lors de débat, les conditions sont imposées par les médias dominants. Pour changer le monde, commençons par changer les médias [5].

Mais que vaut l'information dans nos sociétés libérales ? L'arrêt du nuage de Tchernobyl à nos frontières, l'invasion de l'hôpital de la Salpêtrière par les Gilets Jaunes, les chasses au tigre de Poutine…tout était faux ! C'était de l'intox, du flan, du vent, des fake news. Les analyses des diverses situations au Tibet, au Xinyang, en Corée du Nord ou au Venezuela sont-elles objectives ? L'annexion de La Crimée par la Russie a donné lieu à des sanctions. Mais lorsque l'on regarde les frontières de l'état d'Israël de 1947 et d'aujourd'hui, il y a quand même un petit problème, non ? Quelqu'un a-t-il entendu parler de sanctions contre l'état hébreu pour l'annexion de territoires en Palestine ou en Cisjordanie ? Pourquoi les médias face à deux situations identiques dans deux pays différents prennent-ils exactement des positions opposées ? En vertu de quels principes ? Des intérêts de leurs actionnaires ou de nos intérêts économiques et géostratégiques ? Lors de la crise du Covid, les médias ont-ils oui ou non fabriqué une communication anxiogène ? La vérité est malléable et l'attitude de nos médias participent au développement des thèses complotistes. Les conspirationnistes se servent d'une incohérence ou d'une partialité de l'information pour faire correspondre les faits à leur point de vue en accusant les juifs, les francs-maçons, les illuminatis ou les satanistes… au choix !

Celui qui maîtrise les techniques de l'information peut manipuler l'opinion publique. Celui qui tient les rênes de l'information et des médias dirige en fait la société. Personne ne devrait posséder plus d'un moyen d'information : c'est une

des conditions de la liberté ! Car quelle est la différence entre une presse aux mains d'un état « dictatorial » et une presse au service exclusif de grands groupes capitalistes ?

La théorie de la théorie du complot :

Même si toute l'histoire de l'humanité est parsemée de complots, d'accords secrets, de trahisons, de manipulations, c'est avec la Révolution Française que les théories complotistes ont pris un nouvel essor. C'est de cette époque que date les textes conspirationnistes jugés fondateurs. Ils sont nés dans les milieux catholiques et monarchistes qui voyaient leur monde s'écrouler. La contre révolution a échafaudé tout un tas de thèses pour expliquer la révolution, plutôt que de reconnaitre que la révolution était le résultat d'injustices, de misères et de mépris des puissants envers le peuple et les paysans. En 1797, l'Abbé Barruel dépeignait la Révolution comme un complot des Lumières, des Francs-Maçons et des Illuminatis. Au XIXe siècle, ce sont les puissances souterraines et les sociétés secrètes qui sont accusées de fomenter des complots. Les jésuites, les francs-maçons et les juifs constituent les trois cibles favorites, bientôt rejointe par l'Internationale communiste. En 1871, pour faire diversion de leur responsabilité dans le massacre de la population parisienne, les vainqueurs de la Commune désignent la main de l'Internationale [(6)] derrière l'insurrection.

La fin du XIXe siècle ou les années 1930 ont été des périodes favorables à la naissance de ces textes. Ces théories ont également été parfois créés pour influencer les politiques, comme « Les Protocoles des sages de Sion » [(7)], l'un des plus fameux textes conspirationnistes, diffusé en 1901, et réalisé par la police secrète tsariste. Cet ouvrage avait le double but de manipuler le tsar pour l'influencer sur la politique extérieure de la Russie mais aussi d'utiliser l'antisémitisme pour

canaliser la contestation naissante au sein du prolétariat russe, et le détourner de la critique du régime. Jusqu'en 1950, la majorité des théoriciens viennent de l'extrême droite. Les thèses conspirationnistes trouvent un meilleur écho en période de crise. Et c'est aux Etats-Unis, qu'en pleine guerre froide, le « complot communiste » a servi à pourchasser et arrêter tous ceux qui pouvaient avoir des sympathies avec les thèses socialistes. Le Maccarthysme [8] a permis de créer un climat de terreur et a servi à étouffer toute forme de contestation et toute velléité de transformation sociale.

Aujourd'hui, la théorie de « la théorie du complot » telle qu'elle est construite est un vaste fourre-tout où l'on peut retrouver aussi bien des militants politiques de gauche comme de droite, des journalistes ou même des scientifiques. Il y a quand même une grande différence entre être conspirationniste à la sauce « protocole des sages de Sion » et remettre en cause les versions officielles parfois simplistes des autorités. Douter est un réflexe positif. Être sceptique ne signifie pas forcément être conspirationniste. Cela peut être la volonté de comprendre un événement, officiel ou non, pour lequel parfois il existe un certain blackout. Le complotisme ne doit pas être l'excuse d'une censure qui éviterait ainsi toute question dérangeante [9], en distribuant des bons et des mauvais points.

Le vrai problème n'est pas celui de l'existence de théories de complot, qui s'écroulent toutes seules quand elles sont fausses, mais de la « théorie de la théorie du complot » qui est utilisée pour discréditer toute critique de fond [10], comme une sorte de « point Godwin », ou « point Staline [11] ». Ces arguments sont utilisés par les défenseurs de l'ordre établi pour décrédibiliser leurs interlocuteurs et les faire passer pour des gens dangereux pour la liberté et la démocratie. La théorie de la théorie du complot sert également à créer une atmosphère de censure afin de faire passer pour

conspirationnistes ou même de déséquilibrés tous ceux qui remettront en cause les versions médiatiques dominantes des événements présentés comme la vérité officielle.

Regardez les conférences de l'historienne Annie Lacroix Riz, sur le rôle des banques dans la seconde guerre mondiale, ou lisez son livre « le choix de la défaite ». Penchez-vous sur le rôle des banquiers dans notre société, et le rôle de la BCE. Alors, est-ce un complot [(12)] ? En quelque sorte oui, mais je crois surtout que la force du système capitaliste ce n'est pas tant de pouvoir créer des crises qu'ils ne pourraient contrôler, que leur capacité à s'en servir. Chaque crise devient une opportunité. Naomie Klein dans la « stratégie du choc » a parfaitement analysé ce phénomène, après un traumatisme collectif nous sommes plus enclins à suivre les leaders qui prétendent nous protéger, et ceux-ci en profitent pour imposer des réformes économiques douloureuses avant que les gens n'aient eu le temps de se ressaisir.

Il a toujours existé des lobbies et des organisations qui cherchent à peser sur les prises de décision politique et économique. Il en est d'autres, en mal de reconnaissance, qui échafaudent des théories fumeuses pour faire parler d'eux. Ce sont des espèces de gourous qui profitent de leur charisme pour semer la confusion dans les repères politiques d'un public qu'ils manipulent.

Journaliste, la voix de son maitre :

L'autre jour, j'écoutais un débat sur l'industrie en France, auquel participaient des délégués syndicaux d'entreprises menacées par des plans de licenciement. Alors qu'ils expliquaient pourquoi ils étaient en grève, le journaliste très sérieusement leur a répliqué qu'avec la mondialisation et la concurrence internationale, tout le monde devait se remettre

en cause, et que si l'on ne produit pas assez de richesse l'on ne pouvait maintenir les emplois. Au passage il en a remis une couche sur le coût du travail et la productivité ! Il s'est comporté, non comme une personne chargée d'interroger un syndicaliste, mais comme un adversaire politique résolu, introduisant dans le débat nombres d'arguments tronqués ou faux. Est-ce cela le métier de journaliste ? Non, cette personne est un militant politique qui profite de sa position pour défendre, ou plutôt imposer, son point de vue et faire passer ses idées !

Alors, j'ai interpellé ce journaliste à travers mon écran télé, pour lui faire remarquer que du Nord au Sud, les seuls qui ne tolèrent pas une diminution de leur revenu, ce sont les actionnaires. Ensuite, je lui ai demandé ce que lui produisait ? Et avec la même logique que la sienne, je lui ai fait remarquer que pour faire ce qu'il fait, on peut très bien le faire faire à 10 000 kms d'ici par un animateur 100 fois moins payé ! Parce que dans son monde mondialisé et où la concurrence internationale est reine, l'on peut tout délocaliser… même les journalistes !

Qui paye ce journaliste [13] ? S'il est sur une chaine publique, ce sont nos impôts qui le rémunèrent, mais lorsqu'il nous dira que l'Etat doit faire des économies, il ne se sentira jamais concerné ! Et s'il sévit sur une chaine privée, c'est encore nous qui le payons, notamment via la publicité dont le prix est répercuté sur nos achats. Et une partie de son salaire est même payée par les ouvriers qu'il reçoit en ce moment, au travers de la pub que fait leur entreprise sur la chaine de télé où il travaille. Et ce clown se permet de leur faire la leçon ! Mais au-delà de tout cela, ces journalistes sont employés par les mêmes personnes qui licencient, délocalisent et pompent les subventions de l'Etat via des allégements fiscaux, des niches fiscales ou tout autre dispositif voté à leur seul profit. Ces journalistes ne sont là uniquement que pour défendre les

intérêts de leur patron au détriment des nôtres. Ce n'est pas une fonction de journaliste, mais une fonction de lobbyiste qu'ils occupent. Leur salaire est décidé et fixé par leur employeur uniquement en fonction de leurs bons et loyaux services aux intérêts auxquels ils sont soumis.

Dans certaines émissions radio grand public, on entend quotidiennement des « experts » ou autres « analystes » qui s'en prennent régulièrement aux travailleurs du privé comme du public … enfin surtout du public, dans le privé ils s'acharnent exclusivement sur ceux qui résistent au système. Ces pseudos journalistes, surpayés, s'en prennent à des travailleurs qui gagnent souvent moins de 1500 euros nets par mois. Combien gagnent-ils, eux, pour être bien assis, au chaud, à déverser leur fiel et leurs solutions miracles dictés par leurs employeurs ? Ces polémistes-démagos qui adorent s'écouter parler, se moquent de la dialectique des militants syndicaux ou tournent en dérision un intervenant un peu trop zélé qui ose les dédire. Ces larbins du capital n'hésitent pas à se contredire en moins de dix minutes, en disant d'un côté qu'il faut du changement et que certaines catégories ne doivent pas défendre des « acquis » dépassés, et qui ensuite défendent becs et ongles des principes issus d'un monde inégalitaire, réactionnaire et obsolète dont ils sont les garants… le principe du deux poids, deux mesures, dont ils ne voient même plus les contradictions.

Il faut cependant distinguer les journalistes de terrain, souvent pigistes, mal payés et précaires des journalistes présentateurs, donneurs de leçons, officiant sur les médias mainstream. La plupart de ces derniers, serviteurs zélés du système, croulent sous la gloire et l'argent. Ils sont capables de vous démontrer si nécessaire que Jean Moulin était un collabo et Philippe Pétain un résistant. Ils sont capables d'organiser d'interminables débats pour savoir si *« les français vivent au-dessus de leur moyen* ». Dans ce milieu, ceux qui

veulent réussir, ont compris quelles sont les positions à adopter et les messages à faire passer : *« Chômeurs-fraudeurs », « Déficit de la sécu », « Poutiiiiine ! », « Population d'assistés », « Vénézuélââââ ! » « Ouïghôôôôurs ! », « Usagers pris en otages », « Vacances des enseignants », « Nombre de fonctionnaires », « Coût des pensions de retraites »,* etc.

Le plus triste, c'est que le salarié les écoute dans sa voiture lorsqu'il va au travail ou qu'il en revient, et qu'ensuite il finit de se faire laver le cerveau, le soir, devant sa télévision. La télé et la radio auraient peut-être pu avoir un rôle émancipateur, formateur, ils auraient pu être un lieu de débat [(14)], d'ouverture, d'échanges, mais ce ne sont que des instruments de propagande, d'abrutissement, et de domination, car qui contrôle les médias, contrôle l'opinion [(15)] ! Mais nul système n'est parfait, chacun a son talon d'Achille, à nous de le trouver. En attendant, le soir pour décompresser de la journée, lorsque l'on s'installe devant sa télévision, on peut éviter de l'allumer !

A complot, complot et demi :

Les complots ont toujours existé, ils existeront toujours, vouloir nier cela c'est nier l'histoire, mais « Le Grand Complot des théoriciens du Nouvel Ordre Mondial », non, les complots, oui, et effectivement ils ne se cachent même plus, ou à peine. Il a toujours existé des lobbies et des organisations, qui cherchent à peser sur les prises de décisions politiques et économiques. Les groupes de pression existent même s'ils ne sont pas toujours connus du grand public et passent pour des associations gentilles et insignifiantes : Terra Nova, Fondapol, l'Ifri, l'institut Montaigne, la Fondation Robert Schuman, l'IFRAP, la Fondation Jean Jaurès, la Fondation Concorde, sans oublier bien sûr le Siècle et ses fameux diners où se

côtoient ministres, journalistes, économistes, grands patrons. Le sommet de Davos est de même nature : c'est un lieu où un grand patron se doit d'être vu pour prouver qu'il compte, idem pour un politicien. D'ailleurs, il n'est nullement besoin de Bilderberg ou de Davos pour que les milieux des affaires, politiques et médiatiques se fréquentent. Les réseaux de sociabilité et de reproduction de la bourgeoisie suffisent amplement.

Bilderberg par exemple, ce groupe est tellement secret que personne ne connait ses membres ni le lieu de sa prochaine réunion … sauf, qu'ils sont systématiquement publiés sur tous les blogs… Oui, mais il parait que rien ne filtre de leurs discussions… Ma Brave dame [(16)], si je vous disais le nombre de réunions de gouvernements, de partis politiques, d'entreprises, (et même des réunions de famille) dont le contenu ne vous est pas communiqué, vous en tomberiez de votre chaise. Le Bilderberg a un parfum de secret, mais vous croyez que le G20, le G7, le FMI et toutes les autres instances nommées ou non, lorsqu'elles se réunissent, c'est pour jouer à la belote ! Il est temps de vous réveiller !

Il serait également stupide de croire que des organismes comme la CIA, le MI6 ou d'autres, qui disposent d'effectifs et de fonds considérables, se contentent de discuter des derniers news devant un whisky soda. Chaque pays manœuvre en fonction de ses intérêts stratégiques et économiques. Complot et manipulation sont des armes politiques utilisées par tous les gouvernements et toutes les nations quelles qu'elles soient. Les multinationales ne se gênent pas pour influer sur le cours de telle ou telle matière première pour augmenter leurs profits ou trouver des prétextes pour délocaliser afin d'exploiter une main d'œuvre docile et bon marché. Les banques spéculent sur les dettes des états et manœuvrent en coulisse auprès d'organismes officiels. Les services secrets sont prêts à fomenter un coup

d'état contre un pays qui 20 ans plus tard se retournera contre son commanditaire… alors oui, les complots, ça existe !

Comprendre l'histoire dans sa globalité est fondamental pour comprendre le présent et anticiper le futur. C'est pour cela que savoir ce qui s'est réellement passé le 11 septembre 2001, savoir qui a commandité le meurtre de J.F.K ou celui de Kadafi, qui fomenta l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle ou élucider l'affaire Ben Barka sont des choses importantes. Derrière les grands « mystères » de l'histoire se cachent toujours des intérêts privés. Intérêts privés qui ont des ramifications dans la société d'aujourd'hui et qui ont des répercussions sur nos vies. Ceux qui dirigent véritablement nos sociétés ne sont pas les dirigeants visibles que nous élisons. Ceux-ci ne sont que des pions, utiles, certes, mais des pions dans les mains des vrais maîtres qui sont les multinationales et les banques. Pour se lancer, et faire carrière en politique, il faut faire preuve de beaucoup de compromissions et de petits arrangements en tous genres. Pour l'oligarchie, des politiciens honnêtes, ce n'est pas intéressant. Alors, donnez-leur le nom que vous voulez, mais au final ce sont simplement des capitalistes, qui luttent pour leurs intérêts et contre vous ! Libre à vous de le refuser en vous réfugiant derrière des théories délirantes, mais libre aussi à vous de vous battre pour changer les choses.

Derrière ces « complots », il y a surtout la bonne vieille lutte des classes, qui consiste, pour une minorité, à s'approprier les fruits du travail de la majorité, tout en lui ôtant toute idée de lutter, afin qu'elle n'envisage même plus la possibilité de son émancipation. C'est contre la rationalité folle de l'économie politique moderne que Marx écrit le Capital. Ce n'est pas vraiment un complot, mais plutôt une connivence de classe établie, et les médias participent à la propagande et à l'abrutissement généralisé des masses. Cette illusion du grand complot mondial embrigade et détourne des gens en manque

de repères de la véritable lutte qui oppose depuis toujours le capital au travail, les exploités aux exploiteurs, les possédants aux démunis, les riches aux pauvres, c'est-à-dire la lutte des classes … tout simplement !

Le complot s'il en est, c'est le complot capitaliste contre la classe prolétarienne pour la maintenir assujettie à la production des profits. La théorie du complot ne sert qu'à défausser la classe capitaliste de ses responsabilités en laissant croire que c'est une main invisible, hors contrôle, qui dirige la marche du monde sans qu'il ne soit possible de s'y opposer. Il est évident que les 1 % qui détiennent plus de la moitié de la richesse mondiale, qui fréquentent les mêmes écoles et lisent les mêmes journaux conspirent. L'essor du néolibéralisme, préparé dès les années 1940 au sein de la Société du Mont-Pèlerin (17) avec Friedrich Hayek et Milton Friedmann, ou la politique des compagnies pétrolières dès les années 1970 pour propager le climatoscepticisme (18) démontre que ce sont d'abord les puissants qui complotent, dans une solidarité de classe, pour maintenir leur pouvoir.

Si les conspirologues, et autres théoriciens du Nouvel Ordre Mondial nous assurent que tout est piloté par un conducteur diabolique, je pense plutôt que le système capitaliste, perçu par certains comme une machine sophistiquée, robuste et fiable, avance en réalité avec un seul mode de fonctionnement, essayant de résoudre et de tirer profit des perturbations au coup par coup, tout au long de son parcours. Non, il n'y a pas besoin de théorie du complot pour expliquer le monde. Il suffit de le regarder en face. Chacun défend ses intérêts, et ceux qui sont à la fois les plus puissants et les plus dépourvus de complexes imposent leurs priorités (19). Et à ce jeu, c'est toujours le peuple qui trinque ! Non, je ne gobe pas tout cru ce que nous servent les médias aux ordres du grand capital, douter est salutaire, mais tomber dans la paranoïa est destructeur. Par contre, il est également dangereux pour

éluder les questions qui dérangent d'utiliser le mot complotiste à tort et à travers en espérant éviter le débat et discréditer ses détracteurs. Ce genre d'attitude ne fait que conforter les gens dans leurs idées, à crisper les positions de chacun et toutes discussions devient impossible. Je n'invite pas à fermer les yeux, mais plutôt à les ouvrir, sans non plus se poser en donneur de leçons … sortez du monde virtuel et battez-vous dans le monde réel … je sais c'est plus dur et beaucoup plus dangereux, mais au bout d'un moment, il faut savoir ce que l'on veut !

Mais c'est quoi un média Mainstream :

Ce que j'ai toujours trouvé fou, c'est que de nombreuses personnes sont persuadées qu'en Occident la presse est libre, alors qu'ailleurs elle est contrôlée par des Etats, et que donc les informations ne sont pas objectives. Il ne leur vient pas à l'idée qu'ici la presse est entièrement contrôlée par de grands groupes capitalistes qui influencent et façonnent les courants de pensée dominants. La concentration de la propriété des médias au sein de grands conglomérats de presse, journaux, radio et télévision, a abouti à une homogénéisation des points de vue. Dans les médias, rien n'est fait au hasard, les programmes télévisés comme les films servent les intérêts du système économique et imposent une véritable uniformisation de la pensée. Les médias toujours prompts à « chasser » les propos conspirationnistes, ne se privent pas de relayer des « infos » et de présenter des faits de manière si peu objective, en ne présentant souvent qu'une version, que ce genre de couverture médiatique relève souvent plus de la théorie du complot, pardon, de la manipulation, que de l'information.

Que ce soit dans ce que nous appelons démocratie ou dans des régimes autoritaires, les médias alternatifs peuvent être tolérés à condition que leur « écoute » soit marginale. S'ils

deviennent trop importants et commencent à avoir de l'influence, un régime autoritaire peut les interdire. Dans notre système, où la liberté d'expression est considérée comme une chose importante, ces médias seront rachetés par un grand groupe, subiront une restructuration nécessaire pour atteindre des objectifs, de nouvelles personnes seront nommées à des postes importants, et ils prendront un nouveau départ. Si les objectifs fixés ne sont pas atteints, le nouveau propriétaire, la mort dans l'âme prononcera sa liquidation.

En France, on assiste à une concentration exceptionnelle dans le paysage médiatique français, un petit groupe de capitalistes contrôle (20) l'essentiel des moyens privés de production de l'information écrite, télévisuelle et radiophonique, ainsi que leurs sites internet. Pourtant, ces milliardaires refusent de mettre la main au portefeuille et sollicitent toujours plus d'aides publiques (21). Pendant la crise du coronavirus, le gouvernement a débloqué environ 2 milliards d'euros pour le secteur, en crise depuis mars 2020, dont plus de 600 millions rien que pour la presse écrite en plus des aides allouées chaque année à cette dernière.

L'élection comme mode de désignation des gouvernants est parait-il un gage de démocratie. Mais d'un autre côté, certains prétendent que celui qui a le contrôle de la presse n'a rien à craindre des élections, donc, on est face à un problème. Si l'élection est, parait-il, un gage de démocratie et si ceux qui possèdent la presse décident de qui sera élu, nous ne sommes donc pas en démocratie. Les médias sont les serviteurs des puissants groupes qui les financent et les contrôlent (22), et leur propagande y est plus « crédible et efficace » que dans les dictatures. La vérité n'est plus qu'une opinion parmi d'autres (23 et 24). Gilles Questiaux donne une définition que je trouve exacte : « *Un média Mainstream, est un média qui relaye les messages de propagande capitaliste*

et impérialiste, en les présentant comme de l'information objective ».

La fenêtre d'Overton :

En 2008, avec leur sauvetage par l'argent public, les banques avaient fait profil bas pendant quelques semaines, elles qui quinze jours avant la crise des « subprimes », péroraient sur tous les plateaux TV que l'économie et le système libéral ne s'étaient jamais si bien portés, mais très vite elles étaient revenues à la charge. Le ridicule ne tue pas, heureusement pour elles … malheureusement pour nous. Nous ne nous souvenons plus d'Yves Calvi qui ironisait quelques mois avant la crise sanitaire sur la « *pleurnicherie hospitalière* [(25)] », alors que le Covid a mis en évidence que l'on manquait de tout : appareils de réanimation, des médicaments pour les anesthésies, et bien sûr des masques, de l'oxygène, de personnel, personnel soignant, mais aussi personnel d'entretien, de ménage… ce « Monsieur », restons poli, est toujours présent dans de nombreux médias, lui aussi est vite revenu à la charge avec ses copains pour défendre l'indéfendable, ce système capitaliste, libéral ou néo-libéral, appelons-le comme l'on veut, ce système qui vit accroché aux basques de l'Etat, exploite la main d'œuvre salariale, se gave de bénéfices et de dividendes, et qui vient crier famine dès qu'il rencontre le moindre problème. Entre gens de bonne compagnie et défendant les mêmes intérêts, ils ont rapidement recentré le débat sur des sujets décrétés incontournables pour notre avenir. C'est une technique bien rodée, on lance un appât, et ensuite les fameux experts des plateaux TV font leur travail de sape : *« est-il normal que les fonctionnaires aient un salaire à vie ? », « est-il normal de ne faire que 35H ?», « est-il normal d'avoir 5 semaines de congé ? », « est-il normal d'avoir tant de jours fériés ? »* ou en reprenant la phrase « *Il faudra bien se poser la question tôt ou*

tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire [30] *»....* etc., et le pire pour avoir l'assentiment des spectateurs, c'est que l'on ajoute : *« Il n'y a pas de sujet tabou ! »,* quand vous entendez cette petite phrase, méfiez-vous, car en principe il n'y a pas de sujet tabou sauf ceux qui remettent en cause le capital, le système libéral et les privilèges de ceux qui dirigent la société.

C'est Joseph Paul Overton (1960-2003) qui a décrit comment des idées totalement étrangères à la société, au départ accueillies par des cris d'orfraies, ont ensuite été complètement acceptées par la société pour finir inscrites dans la loi. Le plus inquiétant est que ces idées émanent souvent d'un petit groupe au profit de ce seul groupe, au détriment de l'intérêt général ! Selon Overton chaque idée, même la plus ahurissante, a pour éclore dans la société une fenêtre d'opportunité. Dans cette fenêtre, l'idée peut être largement discutée, ouvertement, en essayant de modifier la loi en sa faveur. L'apparition de cette idée, dans ce que l'on peut appeler « la fenêtre d'Overton », lui permet de passer du stade « impensable » à un débat public avant son adoption par la conscience de masse et son inscription dans la loi. Il s'agit d'amener le débat au cœur de la société pour que le citoyen lambda s'en empare et la fasse sienne. On peut dire qu'il s'agit d'une manipulation en vue de provoquer un changement de la conscience populaire. Au départ il suffit souvent qu'un personnage public ou politique lance le sujet d'une manière caricaturale à l'extrême, et qu'ensuite le reste de la classe publique et politique démente à grands cris. Voilà, l'idée est née, et le bal des « faux-culs » peut commencer. Le sujet est lancé, on peut en débattre pour le bien de tous et effacer les malentendus ! Ces dernières années des idées qui semblaient absolument inconcevables il y a quelques décennies, ont fini par être complètement acceptées par la société. Recul de l'âge de la retraites, casse de la Sécurité

Sociale, baisse des salaires, travail le dimanche ou système de vidéosurveillance généralisée, ne croyez-vous pas que leur évolution ait suivi le scénario ci-dessus ? Croyez- vous vraiment que ces réformes sont faites pour le bien commun ou dans l'intérêt de quelques-uns ?

Audiard disait « *les cons ça osent tout, c'est à ça qu'on les reconnait* », alors je pense que les Aphatie, Lenglet, Elkrief, Calvi, Pujadas, ou encore Attali, Duhamel, Minc, Cohn-Bendit, Joffrin, Praud, Martichoux ou Léa Salamé continueront de nous expliquer que *« Il ne peut y avoir de démocratie sans marché.* », Philipe Vall dans Charlie Hebdo, ou Jean-Marc Sylvestre : *« Le libéralisme est le meilleur système. La guerre économique fait moins de victime que les guerres militaires ou religieuses.* » dans VSD. Tous ces larbins du capital récitent leurs mantras dans tous les médias qui appartiennent à des milliardaires qui ont fait leur fortune sur notre dos, mais aussi avec notre consentement sous prétexte « que l'on ne peut pas faire autrement ». Mais si nous ne faisons pas autrement, on va tous en crever ! Il est temps de virer ces charlots des plateaux télé et d'exiger une pluralité [26] des opinions. Depuis 30 ans ils ont colonisé les médias, sur ordre de leurs commanditaires, en faisant croire que leur point de vue est la seule vérité, en débattant et palabrant entre eux … dans d'autres pays on appellerait cela de la propagande !

***« On dit que le Titanic a heurté un iceberg, pourtant parmi les débris de l'épave on a retrouvé aucune trace de l'iceberg !* » … C. PADHEMOI**

(1) Le Point, le 01/02/2019 : « Macron : Éric Drouet est un produit médiatique ». (2) « Ukraine, la guerre des images » de Michel Collon aux éditions Investg'action. (3) BFMTV, le 20/01/2023 : « Déjà suspendue dans l'UE, la chaîne russe RT France voit ses avoirs gelés ». (4) Malcom X est l'une des grandes icônes des mouvements afro-américains pour abolir les discriminations raciales aux États-Unis. De son vrai nom Malcolm Little, il est

également connu sous le nom d'El-Hajj Malek El-Shabazz, né le 19 mai 1925 à Omaha et mort assassiné le 21 février 1965 à Harlem. (5) Les crises, le 22/10/2021 : « Pour changer le monde, changer nos médias – Entretien avec Noam Chomsky ». (6) CQFD, n°202, le 13/10/2021 : « De l'Internationale au complot juif ». (7) Les Protocoles des Sages de Sion, est un texte inventé de toutes pièces par la police secrète du tsar et publié pour la première fois en Russie en 1903. Ce faux se présente comme un plan de conquête du monde établi par les Juifs et les francs-maçons. À l'époque, l'auteur et ses commanditaires avaient pour dessein de convaincre le tsar Nicolas II des dangers d'une trop grande ouverture du régime aux Russes juifs, perçus comme des éléments libéraux et révolutionnaires. (8) Voir « Maccarthysme » sur Wikipédia. (9) RT France, le28/09/2021 : « Macron préparerait une commission contre le complotisme... oubliant les antécédents de LREM ? ». (10) Réveil Communiste, le 08/06/2021 : « Théories de complots, ou théorie des théories de complot ? (Spécialement dédicacé à JL Mélenchon) ». (11) 2ccr, Conscience Citoyenne Responsable, le 04/04/2016 « Le point Staline ». (12) 2ccr, le 18/03/2016 : « LA BCE : le gouvernement non-élu de l'Europe ». (13) Les crise.fr, le 22/07/2021 : « Europe 1 : Quand des milliardaires transforment une radio en Fox News ». (14) L'Humanité, le 26/09/2017 : « Les grands débats. La presse est-elle encore libre ? ». (15) Voir le site « ACRIMED », l'observatoire critique des Médias. (16) Ou « mon bon monsieur », pour les dames ! (17) Wikipédia, « Société du Mont-Pèlerin ». (18) L'usine nouvelle, le 20/10/2021 : « Comment Total et Elf ont alimenté les doutes sur le réchauffement climatique, malgré des alertes en interne dès 1971 ». (19) Les crises.fr, le 23/08/2021 : « Avoir raison avec Noam Chomsky I #03 – Critique des médias : auto-censure et propagande en démocratie ». (20) ACRIMED, le 26/07/2019 : « Concentration des médias français : le bal des vampires ». (21) AA/France/Fatih Karakaya, le 14/07/2020 : « La concentration des médias français pose un problème de liberté de presse ». (22) Le Grand Soir, le 22/09/2021 : « Bolloré, le faiseur de président(e) ? ». (23) Le grand soir, « La presse est morte, vive la presse », publié le 21 octobre 2021, et lire aussi toujours sur Le grand soir : « La guerre néolibérale contre la dissidence en Occident », publié le 22 février 2022. (24) Vous pouvez consulter les site ACRIMED (acronyme d'« Action critique Médias ») , association française loi de 1901, de critique des médias. (25) Gala, le 06/04/2020 : « Quand Yves Calvi dénonçait la « pleurniche hospitalière » : ces propos qui choquent ». (26) Vincent Bolloré possède en tout ou partie : CNews, Europe 1, RFM, Virgin-Radio, Télé-Loisirs, Voici, Femme Actuelle, Capital, Gala, Paris Match, Le Journal du Dimanche, Direct Matin, Canal+, Havas, Vivendi, l'institut de sondage CSA, Dailymotion. Dans l'édition, il détient, via Editis, Nathan, Hachette-Livre, Robert Laffont, Plon, La Découverte, First, etc. Il vient de lancer une OPA sur Lagardère : Grasset, Stock, Albert René, Larousse, etc.,

Destruction totale

Lorsque l'on aura privatisé, la santé, la sécurité sociale, l'éducation, penses-tu être plus heureux ? Lorsque tes cotisations sociales, ta retraite seront gérées par des assurances privées, penses-tu être plus riche ? Voici un exemple de la privatisation et de la destruction des biens publics : depuis Sarkozy 70 000 lit d'hôpitaux ont été « détruits », et le nombre de milliardaires a augmenté. Si je vois très bien à quoi servent des lits d'hôpitaux, je ne vois pas très bien à quoi servent des milliardaires… et toi ?

Si on avait conservé ce qui nous appartenait :

C'est un gouvernement qui se prétendait socialiste, celui de Lionel Jospin (1997-2002) qui procéda à la dernière grande vague de privatisation. C'est ce gouvernement de droite qui a ouvert le capital de France-Télécom et celui d'Air-France, privatisé Thomson-Multimédia, le GAN et la CNP dans les assurances, la Société Marseillaise de Crédit, RMC, le Crédit Lyonnais, Aérospatiale-Matra, pour un montant de 31 milliards d'euros, soit 5 milliards de plus que sous les gouvernements de Juppé et Balladur réunis.

De 1933 à 1982 : constitution et création du Bien Public avec notamment : Air France, SNCF, Renault, Crédit Lyonnais, Société Générale, AFP, Alsthom, Saint Gobain, Usinor Sacilor, Rhône-Poulenc, Crédit Commercial de France, et la création d'EDF-GDF, soit un total d'une cinquantaine de groupes. Plus des groupes où les participations publiques sont majoritaires comme Matra, la Société d'étude Marcel Dassault, la Banque Rothschild ou la Banque Worms, la BNP et des groupes d'assurances …Tout cela constituait le patrimoine payé par

notre travail et nos impôts que nous devions léguer à nos enfants !

De 1986 à 2012 : dénationalisations totales ou partielles par tous les gouvernements, si bien qu'en 2007 il ne reste plus grand chose du secteur public industriel, le secteur public et les biens d'usage collectif sont continuellement en voie de privatisation. Comment en est-on arrivé là ? Par le lobbying et la modification de la législation. Quand cela ne suffit pas, le gouvernement s'abrite derrière les directives européennes. La sous-évaluation des biens publics livrés aux copains est systématique, en surestimant l'endettement ou en mettant en cause la gestion par exemple. Pour les libéraux, tout devrait être source de profits : l'énergie, l'eau, le chômage, le savoir, la santé, les retraites et même la délinquance avec des prisons privées, tout doit être transformé en marchandises, rien ne doit échapper au marché !

De 2012 à aujourd'hui, la grande braderie continue par des ventes ou des cessions de capital. Safran, EADS, EDF et GDF Suez, Aéroports de Paris, Airbus Group, Française des Jeux… et dans l'esprit malade de nos dirigeants on se dirige vers la privatisation complète ou partielle des retraites, de la sécurité sociale, de l'hôpital, de l'éducation et même les choses les plus improbables qui dépassent votre imagination. Et cela ne s'arrêtera pas à ce gouvernement… qui comme les précédents, et surement les futurs, feront de pire en pire si l'on ne se réveille pas pour dire : Stop ! Sans oublier, car on le passe régulièrement sous silence, que toutes ces entreprises rapportaient de l'argent à l'Etat : France Telecom, EDF/GDF, les autoroutes …

Les techniques utilisées : la vente totale ou partielle des entreprises publiques, l'externalisation par le recours massif à la sous-traitance (informatique, maintenance, nettoyage, restauration …), le démantèlement et la vente des filiales les

plus rentables, le bradage des terrains et des logements de l'Etat … avec de gros profits en vue pour les repreneurs. L'Etat coupe ses sources de revenu et explique après que les caisses sont vides !

La même propagande est toujours utilisée : ces entreprises coûtent cher et leurs salariés ont des « avantages » considérables ! Alors souvenez-vous de l'ouverture des marchés d'Orange à la concurrence, qui a permis aux entreprises privées de gagner des parts de marché en bénéficiant de prix dérisoires d'accès au réseau 'public et qu'Orange a dû compenser par la variable d'ajustement bien connue : des licenciements et des restructurations de triste mémoire qui ont conduit au suicide de plusieurs dizaines de salariés. Le bénéfice en a surtout été pour Bouygues, SFR, Free … les consommateurs se perdent avec de plus en plus de propositions et de tarifs incompréhensifs et incomparables les uns avec les autres, des opérateurs injoignables, des démarches téléphoniques et numériques interminables… par contre, les bénéfices ne sont plus reversés dans les caisses de l'Etat, mais disparaissent dans les poches des actionnaires.

Les prédateurs sont pour l'essentiel de grandes sociétés multinationales qui ont leur siège en France ou de grands groupes financiers multinationaux, les fonds de pension, Les Hedge Funds et les Fonds Souverains. Actuellement en France les PDG des sociétés du CAC 40 gagnent plus de 500 fois le SMIC [(29)]. Le bien-être de quelques-uns est bâti sur la misère des autres. Les impôts sur les sociétés et des plus riches ne cessent de diminuer et le chômage augmente. Le nombre de fonctionnaires et d'entreprises publiques diminue et le déficit de l'Etat augmente ! Cherchez l'erreur ! Le transfert des fonds publics vers les fonds privés est la principale cause des difficultés de l'Etat. Au cours des quinze dernières années, on constate que « le pognon de dingue »

destiné au secteur privé augmente bien plus vite que les aides sociales [30].

Notons, que lorsque l'État reste actionnaire, il ne cherche pas à influer sur la stratégie de l'entreprise. Pourtant, avec une participation parfois importante, son poids demeure déterminant, et il devrait être un interlocuteur incontournable dans des secteurs stratégiques : énergie, transports, défense, télécoms… Or, souvent, les représentants de l'État qui siègent parfois nombreux dans les conseils d'administration restent passifs. En 2014, Les entreprises EDF, Engie, SNCF Mobilités, Orange et La Poste ont versé à l'Etat plus de 4 milliards d'euros de dividende, contre 300 millions en 2020 ! Imaginez, si l'on avait conservé la totalité des entreprises publiques, les milliards de dividendes seraient reversés entièrement à l'Etat et non à des actionnaires privés. Tout est fait pour qu'il n'y ait plus d'argent dans les caisses… de l'Etat évidement.

Les cotisations sociales font partie de mon salaire :

Dans les entreprises, les salaires et les charges, c'est-à-dire les cotisations sociales qui font partie intégrante de notre salaire, sont en concurrence avec le profit. Pour les libéraux, bien aidés par les politiciens et les médias, les salaires et les cotisations sont des charges qui handicapent les entreprises. Mais, si l'on sort de la pensée unique, les salariés pourraient très bien défendre un point de vue diffèrent en déclarant que ce sont le profit et les dividendes qui sont les véritables boulets des entreprises. Ambroise Croizat, le père de la Sécurité Sociale disait : « *La cotisation sociale c'est de la création de richesse immédiatement investie pour les citoyens, c'est le meilleur système de création de richesse sans actionnaires* » … c'est un système anticapitaliste. Voyons comment cela fonctionne.

Une partie du salaire est payée individuellement aux salariés, c'est le salaire net. L'autre partie formée des cotisations est versée dans « un pot commun ». Il est conçu pour satisfaire les besoins de tous en ouvrant des droits à diverses prestations comme la maladie, la maternité, le chômage, l'invalidité, la famille ou la retraite ; c'est un salaire indirect appelé aussi salaire socialisé, il représente environ 40 % du salaire [1]. La cotisation n'est pas un prélèvement, une charge, un impôt, une taxe, une épargne, une assurance, un placement pour le futur : c'est notre salaire ! Les retraités, les chômeurs, les malades ne sont pas payés en contrepartie de leurs cotisations passées, ils ne récupèrent pas « leurs propres » cotisations. L'utilisation de ces cotisations est déterminée par un choix politique, celui de la distribution de la richesse actuelle. Les cotisations sont proportionnelles au salaire mais les prestations sont déterminées selon les besoins de chacun.

Sur le bulletin de paie [2], le salaire socialisé, prend deux formes : les cotisations dites patronales et les cotisations dites salariales. La distinction entre cotisation patronale et salariale est une tromperie car elles constituent l'ensemble du salaire qui rémunère notre force de travail. Les patrons parlent de « charges », alors que notre salaire global est l'addition de notre salaire net plus l'ensemble des cotisations : c'est le fruit de notre travail. Les cotisations permettent de continuer à verser un salaire aux retraités, de payer les indemnités aux malades ou aux chômeurs, ainsi que les allocations familiales. Le patronat n'a jamais accepté que des prestations soient basées sur la solidarité, indépendamment du salaire. C'est la situation du salarié (maladie, vieillesse, maternité, enfants à charge, chômage) qui ouvre droit aux prestations. Les politiques de réduction des cotisations, par les exonérations ou par la fiscalisation, sous prétexte de soulager les « charges » des entreprises, ont pour conséquence de réduire nos salaires !

Le patronat, en cherchant à amputer la protection sociale, privilégie une fois de plus la rémunération de capital, les dividendes versés aux actionnaires et les plus hauts salaires : il y a trente ans, les dividendes versés aux actionnaires correspondaient à dix jours de salaire d'un salarié, c'est 45 jours aujourd'hui [3] ! Et oui un salarié travaille 9 semaines par an juste pour assurer de bonnes rémunérations à ces messieurs ! Et ce sont les mêmes qui trouvent que 5 semaines de congés pour les salariés, c'est trop ! Le salaire socialisé repose sur un mécanisme opposé au fonctionnement normal du capitalisme. La valeur de la force du travail sur laquelle se fonde le salaire obéit aux lois du marché capitaliste. Mais la redistribution du salaire socialisé repose sur des critères qui préfigurent la logique socialiste « *De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins* », en rupture avec le dogme libéral qui prétend que le sort de chacun est fonction de l'effort individuel. Les cotisations sociales sont une épine dans le talon de fer du capitalisme. Accepter la baisse des cotisations sociales, c'est accepter une baisse de son salaire ! Le salaire ne se limite pas à ce qui est viré chaque mois sur votre compte en banque (le salaire net), mais inclut aussi les cotisations sociales (part salariale et patronale). Les cotisations dites « patronales » sont de l'argent que l'entreprise vous doit au titre de votre travail, comme votre salaire.

La retraite par répartition est anticapitaliste. Le retraité est un salarié placé hors de la subordination de l'emploi. Il dispose librement de son temps sans contrainte patronale et il perçoit un salaire financé par les cotisations salariales et patronales. Il faut s'opposer à toute réduction de salaire durant l'activité professionnelle. Il en est de même pour le salaire du retraité, il ne doit pas être réduit par rapport à celui perçu auparavant. Grâce aux gains de productivité et à l'automatisation des moyens de production, il y aura surement moins d'emploi [4-5] à

l'avenir, il faudra alors que l'ensemble des cotisations soit calculé sur l'ensemble de la richesse produite.

Le système par répartition pour financer les retraites démontre l'inutilité de l'accumulation financière et ouvre la perspective d'une gestion solidaire et non capitaliste. Nous n'accepterions pas de notre employeur, ni du gouvernement, qu'ils décident de l'utilisation de notre salaire direct. Nous devons aussi rester maîtres du salaire socialisé. Ni l'Etat ni les patrons n'ont à s'immiscer dans la gestion des caisses de Sécurité Sociale. Le patronat n'a jamais accepté de payer des salariés « hors emploi ». Il voudrait un salaire « nu », ne payer les travailleurs que pour la seule période où ils vendent leur force de travail, la période où ils sont sous la subordination directe de leur employeur. Les seuls qui sont légitimes pour gérer notre salaire collectif sont nos représentants démocratiquement élus et révocables. Peu à peu nous glissons vers un système à l'anglo-saxonne, mais il faut savoir que l'espérance de vie [(6)] est inférieure de trois ans aux Etats-Unis qu'en France, la mortalité infantile pratiquement le double et quant à l'espérance de vie en bonne santé après 60 ans si vous n'avez plus les moyens d'avoir une mutuelle… c'est encore autre chose !

Retraite par répartition ou par capitalisation :

En France, avant 1945, les retraites étaient financées par capitalisation. Cependant, la guerre a fait chuter la valeur de l'épargne et ruiné les retraités. Les systèmes de retraite par répartition ont été instaurés sous l'impulsion du CNR (conseil National de la Resistance), les ordonnances de 1945 créent la Sécurité Sociale et instaurent un régime par répartition pour remédier à cette situation de pauvreté des seniors. L'idéologie capitaliste veut nous faire croire que notre retraite est le fruit de notre travail, et bien c'est faux ! Il n'y a aucun rapport entre

le fruit de notre travail et notre retraite. Le jour où l'on accepte cette vérité, l'on met une grande claque au capitalisme, car ça prouve qu'un système solidaire qui échappe au marché fonctionne très, très bien. Alors régulièrement l'on nous parle de croissance en nous faisant des projections sur la richesse qui ne sera « pas produite » dans 40 ans, pour remettre en cause notre système par répartition.

Le système par répartition veut dire que les cotisations retraite ne nous appartiennent pas. A la fin de chaque mois les sommes collectées sont immédiatement distribuées aux retraités actuels, c'est un système basé sur la solidarité. La répartition c'est l'inverse de l'épargne : on cotise maintenant et on donne maintenant. C'est une énorme masse d'argent qui échappe totalement aux banques et à l'ensemble du système financier. C'est pour cela que le système par répartition est constamment et régulièrement attaqué par les « banksters » et leurs complices politiques. C'est pour cela que l'on met dans la tête des gens qu'ils n'auront pas de retraite et qu'il faut donc capitaliser !

Dans un système par capitalisation, c'est votre épargne qui vous sert de retraite, vous ne toucherez que ce que vous épargnez ! Cela veut dire que tous les mois vous déposez dans une banque une somme sur un plan ou un fond de retraite. Ensuite la banque place cet argent et le convertit en titres, et peut donc vous promettre 5 ou 6%. Mais un titre ou une action est une promesse sur la richesse produite dans 40 ans, et si elle n'est pas produite ou s'il y a un problème… on a déjà vu ça lors de la fameuse crise des « subprimes » où des tas de retraités aux USA et ailleurs se sont retrouvés sur la paille. Vous pariez donc votre retraite sur des prévisions faites par des économistes qui deux mois avant la crise de 2008 nous disaient que tout allait bien ! Alors, soit dans 40 ans, il y aura assez de richesses produites et dans ce cas-là, vous avez tout intérêt à choisir la répartition, soit la richesse n'aura

pas été produite et alors vous avez tout intérêt à … garder la répartition !

D'autre part, voici un argument qui retire tout crédit à la retraite par capitalisation : l'économie fonctionne par la circulation monétaire, immobiliser des grandes masses d'argent sous forme de fonds de pension retire du marché les fonds indispensables à ce fameux marché. Oui ils peuvent être placés, mais ces placements n'ont aucune vocation à stimuler l'économie, ils n'ont que la vocation de rechercher le placement le plus offrant, quitte à couler une industrie dès qu'une autre rapporte plus. Ces capitaux instables entrainent une grande instabilité de l'économie. Tandis que les retraites par répartition laissent tous leurs fonds en circulation, car les retraités vivent de leur retraite, donc toutes ces sommes restent en circulation sur le marché et le vivifient. La retraite par répartition est la seule logique, et la plus juste. Et même en cas de variation du rapport entre population active et population retraitée, il faut prendre en compte que l'automatisation et l'augmentation de la productivité ont totalement déconnecté la richesse produite du nombre de salariés, donc l'argument comme quoi il n'y aura pas assez d'actifs pour payer les retraites de demain est une vulgaire tromperie…Il suffit de prélever sur la richesse produite et non plus seulement sur le nombre d'actifs.

Et une question très importante à nous poser, avec le système par capitalisation, que seraient devenues nos retraites en 2008 avec la crise des banques, et aujourd'hui, avec l'épisode du coronavirus et de la chute des prix de pétrole, que deviendraient nos retraites avec la réforme de Macron pour nous obliger à jouer nos retraites dans des fonds de pension ? Et, ne jamais oublier cette règle, plus le secteur financier est fort, plus les crises sont fortes, et plus les crises sont fortes, plus les pertes sont importantes … et les fonds de pensions sont parmi les premiers impactés. Donc, ensuite, ou vous

préférez quand même partir en retraite avec 30% de votre pension en moins, ou vous continuez à travailler en espérant que vos actions remontent …c'est vous qui voyez !

De la loi NOME au Projet HERCULE (7a-7b) **:**

Voici un exemple frappant de la destruction du bien public. La loi du 7 décembre 2010 relative à la « Nouvelle organisation du marché de l'électricité », dite loi Nome, prévoyait la réorganisation et la régulation de ce marché sur la base d'un encouragement de la concurrence, et le gouvernement de l'époque a décrété que les tarifs régulés d'EDF, trop bas, nuisent à … la concurrence ! Sous le prétexte fallacieux de permettre cette sacro-sainte concurrence, l'Etat a obligé EDF à céder à des concurrents qui produisent peu ou pas du tout d'électricité, non pas à prix coûtant, mais à perte, 25% de sa production annuelle pour que des opérateurs privés puissent réaliser des profits au seul bénéfice de leurs actionnaires. On peut sans exagération qualifier cela de vol. Il a été aussi prévu de supprimer les tarifs réglementés d'EDF pour les aligner sur le prix du marché. Depuis 2003, les tarifs de l'électricité ont augmenté de 36% ! Parallèlement, le 22 juillet 2008 une fusion entre Gaz de France (GDF) et Suez, donne naissance à « GDF Suez » qui devient « Engie », à partir du 29 juillet 2015. Son principal actionnaire est l'État français, qui détient un quart du capital (23,64 % du capital et 33,84 % des droits de vote d'Engie). Ce changement de statut de GDF, a fait, que depuis 2005 les tarifs du gaz ont augmenté de 75% ! « *La concurrence fera baisser les prix, qu'ils disaient* », alors que la fonction première de la concurrence (qui n'est ni libre ni non faussée) et des privatisations est de remplir les poches des actionnaires !

Rapidement, les gouvernements de l'époque ont constaté l'échec de la concurrence sur le marché français de

l'électricité, plus de 96% des français sont restés aux tarifs régulés chez l'opérateur historique EDF. Les Hauts Fonctionnaires, les politiques et les patrons des grands groupes ont donc préparé la phase deux, c'est-à-dire un plan, synonyme d'un véritable hold-up sur le marché de l'énergie : son nom, Hercule ! Hercule, c'est le nom du projet de séparation d'EDF en trois entités selon ses activités. Une entreprise publique (EDF bleu) chapeauterait les centrales nucléaires et le réseau de transport. Une autre (EDF vert) réunirait les activités commerciales, la distribution d'électricité et les énergies renouvelables. Elle serait cotée en Bourse, permettant d'attirer des investisseurs pour développer l'éolien et le solaire. Une troisième entité (EDF azur) pourrait enfin coiffer les barrages hydroélectriques. L'exploitation hydroélectrique constitue une activité très rentable. Les barrages ne veillent pas seulement à l'équilibre du système d'approvisionnement électrique français et au refroidissement des centrales nucléaires, ils sont également essentiels à d'autres domaines tels que la distribution d'eau potable, l'agriculture, ou encore la pisciculture. On devine qu'à terme seul EDF bleu restera public, car c'est lui qui nécessitera le plus d'investissement pour peu de rentabilité. On ne va quand même pas faire payer les investissements à ceux qui ont l'habitude d'avoir le lard et le cochon. Seul les bénéfices et les dividendes les intéressent ! Les fournisseurs privés profiteront de la manne nucléaire sans aucun investissement. C'est cela l'économie de marché, et des winners qui prennent des risques ! Les secteurs demandant des investissements lourds resteraient publics, les secteurs dégageant des dividendes seraient ouverts aux actionnaires. La fin du service public. Il y en a que ça réjouit, ceux qui vont en profiter. On nationalise ce qui coûte et on privatise ce qui rapporte ! Socialiser les dettes, privatiser les profits... toute une philosophie.

Une des principales raisons de ce projet est, officiellement, d'attirer des investisseurs pour développer les énergies

renouvelables. Il est utile de rappeler que les dividendes versés par EDF et Engie depuis 14 ans sont de 64 milliards d'euros ! De quoi solder des dettes, développer d'autres types d'énergie et de réduire les factures des usagés. Concernant les dettes d'EDF, on tombe dans le « sublime », le groupe doit investir pour prolonger la vie de son parc nucléaire, mais il est handicapé par le résultat de la loi Nome qui le contraint à vendre une partie de son électricité nucléaire à bas prix à ses concurrents. Et cerise sur le gâteau, la commission européenne, chargée de veiller à la bonne concurrence en Europe craint qu'un coup de pouce au nucléaire bénéficie à d'autres activités d'EDF au détriment de ses concurrents. On est en plein délire : « *y'a-t-il un pilote dans l'avion !* ». L'originalité de la France dans cette affaire, c'est d'accepter d'auto-saborder son avantage compétitif, son système électrique, celui du KW le moins cher d'Europe ! Est- ce que les impératifs du service public, fourniture d'électricité 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 en tous points du territoire quels que soient les aléas climatiques, seraient toujours garantis ? Acte-t-on la fin « du service public de l'électricité », la mission originelle d'EDF ? Va-t-on finir par réaliser que la concurrence sur un produit qui ne se stocke pas et se transporte mal est une aberration ? Va-t-on réaliser que, dans le monde actuel, l'électricité est un besoin de première nécessité ?

Autre absurdité par rapport aux énergies renouvelables, EDF a obligation d'achat de ces énergies qui sont très onéreuses. Du coup lorsqu'il y a trop d'énergie sur le réseau à cause d'une production imprévue d'éolien ou de solaire, les opérateurs du dispatching sont obligés de jouer sur des sources d'énergie facilement modulables et notamment couper de l'énergie hydraulique beaucoup moins chère que l'éolien ou le solaire pour rétablir l'équilibre énergétique. Encore de belles pertes pour EDF qui n'a pas besoin de cette énergie, mais qui à cause des obligations d'achat, doit l'incorporer, quand elle vient, sur le réseau. Pour compenser

les pertes, une taxe, la CSPE, a été créé et qui sera en partie récupérée sur la facture des usagers. Obliger une société à acheter des produits dont elle n'a pas besoin, il n'y a pas de mots pour dénoncer une telle absurdité. Définissez-moi ce qu'est la concurrence libre et non faussée !

Quant au compteur Linky, j'ai bien peur qu'une bonne partie de ce que l'on a pu entendre ou lire n'était qu'un nuage de fumée masquant l'essentiel. En effet ce compteur dit intelligent risque surtout de devenir un compteur discriminatoire, car grâce à lui on pourra effacer un usager ou, moyennant l'installation d'interfaces, une partie de son installation. On peut facilement imaginer que dans un futur proche, des contrats dits économiques avec option effacement soient proposés aux plus pauvres. Du coup adieu à l'égalité de traitement et à la péréquation, si chères à l'esprit du CNR et à loi de nationalisation du 8 avril 1946. Les conséquences seront que bientôt les riches se chaufferont à l'électricité pendant que les pauvres mettront une ou deux couvertures de plus. Mais cela devrait plaire à tous ces hypocrites qui, tout en se prélassant dans leurs piscines surchauffées, prônent l'idée qu'augmenter le prix de l'électricité est une bonne chose pour forcer les ménages aux économies d'énergie. Hypocrisie et tartufferie !

Et même si le gouvernement de Jupiter essaie de temporiser devant la résistance des agents EDF, la question du prix de l'électricité [7A-B] doit être débattue. Quel type de société voulons nous ? Sommes-nous prêts à sacrifier une électricité pour tous à une électricité destinée à enrichir encore plus les plus riches ? Selon l'association de défense des consommateurs (l'UFC-Que choisir), le tarif réglementé de vente de l'électricité a connu une hausse de près de 50 % en dix ans [27], et ce n'est pas fini ! Face aux effets dévastateurs de cette envolée des prix, l'Etat a bricolé un « bouclier tarifaire » pour les particuliers et divers amortisseurs et aides ciblées

pour les collectivités et les entreprises. Même si Emmanuel Macron tempère et fait une pause [8] il n'abandonne pas. Pour les grands groupes en embuscade, EDF doit être démantelé et privatisé !

Pour finir, voici quelques déclarations d'un ancien PDG d'EDF Marcel Boiteux : « *A vrai dire Bruxelles a une autre raison de demander qu'on supprime les tarifs régulés, et autres tarifs de transition, c'est que, face à EDF, aucun concurrent ne peut survivre en pratiquant des prix aussi bas.* », *« Avec l'ouverture de l'électricité à la concurrence, les prix de l'électricité française ne pouvaient qu'augmenter en tendance. Ce que je n'avais pas manqué d'écrire à l'époque, sans autre succès que de condescendance. », « Avec la suppression des tarifs régulés que demande Bruxelles, il ne s'agit donc plus, comme on pouvait le croire initialement, d'ouvrir la concurrence pour faire baisser les prix, mais d'élever les prix pour permettre la concurrence. ». Vous pourrez retrouver chiffres et arguments dans : Marcel boiteux « Les ambiguïtés de la concurrence* » Revue Futurible du 25 mai 2007.

Services publics, dernière ligne droite avant liquidation :

En France, comme en Europe, la Fonction Publique constitue un cœur de cible des politiques libérales car elle constitue un frein à l'enrichissement d'une minorité de privilégiés. Ces privilégiés qui envisagent donc d'en terminer avec les services publics. La crise du Covid est un argument de plus. Les gouvernements se succèdent, mais le discours concernant « les réformes » au nom de la résorption de la dette publique reste le même. Le but recherché n'est pas de rembourser la dette mais de trouver des prétextes pour privatiser, toujours plus. Les mauvais coups n'ont cessé de pleuvoir, et les médias aux ordres de la propagande libérale ont largement contribué à véhiculer une image caricaturale du fonctionnaire.

Les fonctionnaires sont toujours les parfais boucs émissaires pour expliquer le déficit de l'Etat.

Il n'y a aucun lien entre dette publique et dépense publique. Avant la crise du Covid, en 2019, la dette de la France était de 98% du PIB et la dépense publique de 57%, la dette des USA était de 110% pour une dépense publique de 38%, celle du Japon de 240% avec une dépense publique de 40%. En Europe, la dette de l'Italie était de 135% et ses dépenses publiques de 48%, la dette publique des Pays Bas était au niveau de la France alors que sa dépense publique était de 42%. Comparer seulement le taux de dépense publique entre états pour en tirer des conclusions est malhonnête, et les pseudo-experts qui sévissent dans les médias, fidèles à eux même, ne s'en privent pas ! En 2020, la dépense publique a augmenté jusqu'à 65% pour soutenir l'économie, et personne ne s'en est plaint. C'est à la suite de la crise financière de 2008 que la dépense publique en France est passée de 52% à 57% afin de soutenir les secteurs économiques en difficulté, notamment le secteur bancaire. Après la crise du Covid, alors que la dette publique explose, nos dirigeants prévoient de réduire la dépense publique ! Vouloir réduire la dépense publique pour réduire la dette est d'une absurdité absolue. Ce genre de décision va couper une des seules marges de manœuvre que l'on ait pour relancer l'économie. La Grèce est un excellent exemple, après la crise financière de 2008, les remèdes employés, suite aux difficultés économiques, ont fait chuter sa dépense publique à 46% et sa dette s'est envolée à 180% !

Selon l'idéologie libérale dominante, les services publics devraient s'effacer au profit du marché roi. Sous couvert de modernisation et de Révision Générale des Politiques Publiques [(9)], tout doit disparaître. Il n'est pas difficile de comprendre comment l'empilement de quantité de lois et de réformes plus ou moins médiatisées conduit à terme à la

liquidation des services publics. Ces politiques conduisent inexorablement à la privatisation accélérée du secteur public et aux plans sociaux dans la Fonction Publique, tout doit être remis en cause au nom du profit. Les libéraux essaient de dresser les salariés du privé contre les fonctionnaires pour faire accepter le démantèlement des services publics. Le gouvernement les aide en organisant sciemment la faillite de l'Etat. Un an après la pandémie du coronavirus, alors que l'hôpital public est débordé, le personnel épuisé, « Jupiter » installé au palais de l'Elysée a laissé pourrir la situation… l'occasion était trop belle pour ne pas en profiter, dégrader les services publics et augmenter le « trou » de la sécurité sociale.

Le but des capitalistes est que les populations comprennent et acceptent que leurs choix de société ne peuvent pas remettre en cause le développement des échanges commerciaux. La société marchande doit être l'horizon ultime de l'humanité. Pourtant, le secteur qui sert encore, pour l'instant, de rempart à la folie libérale, c'est la Fonction Publique. Mais lorsqu'il n'y aura plus personne pour contester, alors les services publics seront démantelés, livrés au privé, et toutes les autres solidarités seront inexorablement détruites ! Si les fonctionnaires sont ainsi traités, il n'est pas difficile d'imaginer ce que deviendront les autres ! Cette mesure ultra libérale va servir à précariser l'ensemble du monde du travail. A terme, chaque individu sera à la disposition de son employeur pour une durée, des conditions et un salaire déterminé par lui. Retour au 19eme siècle où chacun se louait à la journée ou à la semaine ! Et que personne ne s'y trompe, la concurrence entre les salariés ne sera pas seulement nationale et limitée aux bas salaires, un ingénieur indien ou un chercheur chinois coûte beaucoup moins cher qu'un diplômé français !

Si la France est jusqu'à présent l'un des pays les moins corrompu, c'est grâce à sa Fonction Publique ! Evidement il ne

faut pas se cacher les yeux, la corruption existe [10], mais ce n'est pas le fait du fonctionnaire « de base », au contraire. C'est surtout un problème propre à la haute Fonction Publique, à son système de « pantouflage [11] », et à ses complaisances avec les dirigeants de nombreuses entreprises du CAC40 et de l'oligarchie française. Normalement, même au plus bas de l'échelle, chaque fonctionnaire a un droit de réserve. Mais avec les réformes et les pressions, un fonctionnaire qui risque un licenciement sera moins regardant sur l'attribution de marchés publics ou de subventions. L'Etat ne sera plus qu'une courroie de transmission entre les finances publiques et les intérêts privés. Dommage pour ceux qui croyaient que grâce à toutes ces réformes et le non remplacement de fonctionnaires ils paieraient moins d'impôts ! Il est donc plus qu'urgent de socialiser tous les secteurs de la Fonction Publique pour qu'elle échappe au marché et ne soit qu'au service du public.

Pourtant tout avait bien commencé :

C'est une France en ruine qui est libérée en 1944 et 1945. Tout est à reconstruire. Et pourtant, c'est à cette époque que l'on va établir les piliers de l'État social en s'appuyant sur le programme du Conseil National de la Résistance (CNR). Ce programme, adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944 [14], sous le titre « les Jours heureux » jette les bases des mesures à appliquer dès la libération du territoire. Sur le plan politique, il prévoit « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ». Sur le plan social, il envisage « un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail » et « la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant,

doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ». Le programme du Conseil National de la Résistance demande également « le retour à la nation de tous les grands moyens de productions monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques, la mise en place d'une démocratie économique et sociale, la rationalisation de l'économie et l'urgence de la reconstruction ». On nationalise donc, les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais et les Charbonnages de France, qui exploitent des matériaux stratégiques au redressement du pays. Renault est nationalisé sans compensation financière, pour collaboration avec l'ennemi, et devient une régie. Sont nationalisés également les transports aériens et l'industrie aéronautique, la Banque de France et les quatre plus grandes banques françaises (le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir National d'Escompte de Paris, la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie [15]). Le gaz et l'électricité et les onze plus importantes compagnies d'assurance sont elles aussi nationalisés. Bien sûr, Il y a aussi l'histoire du plan Marshall [16], qui aurait permis la reconstruction de l'Europe occidentale, mais, en réalité, il s'agissait sans doute, moins de tendre une main secourable à l'Europe que de mettre en place une hégémonie financière, commerciale, politique et culturelle américaine. « America first », les américains ne font jamais rien pour rien !

La dernière vague de nationalisation résulte de la volonté du gouvernement socialo-communiste dirigé par François Mitterrand, avant qu'il ne se renie et prenne délibérément une direction plus libérale. Elle concerne des groupes engagés dans une compétition européenne et mondiale, notamment dans l'industrie aérospatiale (Dassault, Bull, Matra, Thomson-Brandt) ; il s'agit même de multinationales (Saint-Gobain, Bull, PUK, Rhône-Poulenc) ou de filiales de multinationales (ITT-France). Outre ces entreprises industrielles, plus de trente

banques (y compris de petits établissements régionaux) et groupes financiers sont également nationalisés. Ces nationalisations sont supposées compléter la vague de 1945-1946 et parachever le contrôle de la Nation sur les richesses qu'elle crée… puis est arrivée la grande vague néolibérale, et les citoyens bercés de bonnes paroles se sont laissés endormir. Depuis, c'est le mouvement inverse qui s'est opéré, « les privatisations » ont asséché les recettes de l'Etat au bénéfice exclusif d'investisseurs et d'actionnaires privés.

Comment se fait-il que ce qui était possible dans un pays qui sortait d'une guerre ne l'est plus aujourd'hui alors que le PIB de la France depuis 1950 a été multiplié par 5 (17) ? Une des raisons est la baisse des recettes de l'Etat. Le taux normal d'imposition sur les sociétés était de 50 % jusqu'en 1985, depuis il n'a cessé de descendre, il est depuis janvier 2022 à 25 %, et Bercy parle d'une imposition à 15% pour le futur ! les niches fiscales accordées aux entreprises sans condition ni contrôle s'élèvent à 100 milliards (18) ! Toutes les réductions de cotisation (et pas de charge !) et les cadeaux fiscaux (19) successifs n'ont fait que creuser le déficit sans apporter aucune amélioration. Les réformateurs néolibéraux qualifient souvent le modèle social français de fardeau insoutenable pour l'entreprenariat privé. Pourtant, au cours des dernières décennies, les aides publiques aux entreprises ont presque triplé en pourcentage du PIB (20), ce qui montre que les interventions de l'État soutiennent de plus en plus les profits privés. En France, l'État est interventionniste mais toujours au bénéfice du capital !

Retraites, le grand bluff :

C'est reparti pour un tour, il va falloir bosser jusqu'à 67 ans, puis sans doute 70, puis.... Tout ça parce qu'une poignée de rentiers qui n'ont jamais travaillé de leur vie l'ont décidé. Peu à

peu l'on insère dans nos esprits que ces mesures sont inéluctables et que chacun devra préparer sa retraite suivant ses moyens car l'âge de départ sera sans cesse repoussé. Si les gens font un petit calcul ils s'apercevront rapidement que c'est le retour à Germinal, car seuls les hauts revenus pourront se payer une retraite, pour les autres se sera le travail jusqu'à leur mort ! Si tu es jeune et que la propagande t'a déjà fait intérioriser *« que tu n'auras pas de retraite »,* prends garde à l'avenir que tu te prépares : à 30, 35 ans c'est loin, mais crois-moi, ça arrive beaucoup plus rapidement que l'on ne le pense.

Le niveau des retraites dépend avant tout de la richesse produite et non pas du nombre de salariés. Compte tenu des gains énormes de productivité obtenus ces dernières années, de l'optimisation des moyens de production, on produit plus avec moins de personnel. Dans certains secteurs, du fait de l'automatisation, le travail va être une denrée rare. Le niveau des retraites ne doit donc pas dépendre du nombre d'actifs. Thème favori de la propagande du MEDEF, de la droite, de l'extrême droite et de la sociale démocratie. La retraite c'est le transfert des richesses [(12)] de ceux qui travaillent vers ceux qui ne travaillent plus, sans que cela ne dépende le moins du monde du nombre d'actifs ! Dans les années 60 il y avait trois actifs pour un retraité, si actuellement il y a deux actifs pour un retraité, et si demain il n'y a qu'un actif pour un retraité, ce n'est pas un problème. Grâce aux gains de productivité et au progrès technique un actif d'aujourd'hui produit plus de richesse que trois actifs de 1960 et beaucoup moins qu'un actif de demain.

Le gouvernement veut nous faire croire qu'il n'y aurait d'autres moyens de financer les retraites qu'en augmentant la durée de cotisation, et que les salariés vont devoir jouer leur retraite à la bourse par un système de capitalisation ! Cette escroquerie consiste à placer les cotisations prélevées aux salariés sur les

marchés financiers dont on a pu apprécier la fiabilité en 2008. Ce sont les banques et les assurances privées qui s'occuperont de gérer ce « magot ». C'est l'ensemble des contribuables qui vont payer pour ceux qui peuvent investir dans des plans épargnes retraites (PER). L'intérêt du PER individuel est fonction de votre niveau d'imposition. Plus celui-ci est élevé, plus le gain fiscal est important. Par exemple, en réalisant un versement de 5.000 euros sur votre PER en 2020, vous économiserez 1.500 euros d'impôt sur le revenu, et cela peut même monter jusqu'à 76.102 euros de déduction [21]. Cela permet donc aux plus aisés de déduire de leur impôt leur épargne retraite qui sera payée in fine par la collectivité. Le manque à gagner pour le budget de l'Etat devra être compensé par d'autres recettes fiscales ou de nouvelles coupes dans les services publics. Les plus pauvres sont deux fois perdants !

La logique boursière qui permet d'enrichir les actionnaires au détriment des salariés, c'est à dire de favoriser la rente par rapport au travail, s'attaque maintenant à nos retraites. En quelques années, ils ont créé des travailleurs pauvres puis, par les différentes réformes, des retraités pauvres. En privatisant les retraites ils ont déjà calculé les énormes sommes qu'ils pourraient se partager. Nos vies leur importent beaucoup moins que leurs profits. Contrairement aux retraites, les dividendes versés aux actionnaires ne cessent d'augmenter. Pour illustrer cela, les 500 familles les plus riches de France [22] accaparent à elles seules la richesse équivalente de près de 30% des salaires perçus par 24 millions de salariés ! Ces familles se partagent chaque année plusieurs centaines de milliards d'euros en actions ; ce sont les mêmes qui nous disent que la France est en faillite, qu'il faut se remettre au travail. Le travail, ils le laissent pour les autres, eux se contentent d'encaisser les bénéfices. En 2020, malgré la crise du Covid, pendant que certains se préparent à tout perdre et envisagent des lendemains difficiles, les 42

milliardaires français ont vu leur fortune augmenter [23] dans des proportions scandaleuses. Le travail perd ses valeurs sociétales et fédératrices qui permettaient, aussi, en dehors de l'atelier ou du bureau, de créer des valeurs de « camaraderies » qui facilitaient par la suite une meilleure collaboration et une cohésion aussi bien dans le travail que lors de mouvements sociaux. Le travail n'est plus la valeur refuge qui permettait d'appréhender l'avenir avec optimisme et de se réaliser, le travail dans de nombreux cas ne permet même plus de vivre dignement.

L'Etat a détruit les régimes dits spéciaux de certains salariés mais se garde bien de s'attaquer aux retraites chapeaux des grands patrons et aux régimes très spéciaux de nos députés. La logique aurait voulu que les régimes spéciaux mis en place par le Conseil National de la Résistance soient étendus à l'ensemble de la population, c'est ce qui avait été prévu à l'époque. Ce qui était possible dans la France sortie exsangue de la guerre ne le serait pas dans un pays riche ? De l'argent il y en a suffisamment [13], et en allant le prendre là où il se trouve on pourra sans difficulté payer de bonnes retraites à 60 ans et assurer une protection sociale de haut niveau à tous nos concitoyens. Une nouvelle fois le problème de la répartition des richesses est au cœur du débat. Le fruit du travail d'une majorité est automatiquement confisqué par une minorité dont le seul but est d'emmagasiner et de ne jamais participer au projet commun. Cette minorité agit en véritable parasite sur la société. Il serait temps de se poser des questions : a-t-on besoin de ces gens-là ? A quoi servent-ils ?

Par contre, nos (milliardaires, parasites, oligarques : appelez-les comme vous voulez), récompensent ceux qui travaillent pour eux. Le journal « Marianne » du 03/10/2023 nous apprend que Léo Roesch, jeune conseiller « chargé des retraites » auprès du ministre du Travail depuis juin 2022 a tranquillement quitté son poste, sa mission accomplie, pour

rejoindre AXA, le leader de l'épargne retraite par capitalisation : elle n'est pas belle la vie ? D'autant que je vous garde le meilleur pour la fin., Il n'y a pas péril en la demeure, il n'y a aucune raison d'agir dans l'urgence [24]. Souvenez-vous, lorsque Lionel Jospin était premier ministre, il avait mis en place un fond de réserve pour les retraites dotées de 30 milliards d'euros. D'autre part les systèmes de retraite complémentaire ont aussi un fond de réserve évalué à 116 milliards d'euros. En 1996 était créé la CADES [26], caisse d'amortissement de la dette sociale, qui prendra fin en 2024 et dégagera 24 milliards d'euros par an à partir de cette date. Il n'y a donc aucun problème [25] de financement des retraites. Par contre il y a un véritable problème de représentation politique … menteurs, incapables, complotistes, donnez-leur le nom que vous voulez, mais s'il vous plait ne votez plus pour eux ! Car même en reconnaissant les chiffres de ces réserves, ils vont dire que « les choses ne sont pas si simples », « c'est plus complexe qu'il n'y parait », « dans le contexte actuel, ces sommes ne sont pas disponibles rapidement » « bla, bla, bla, bla … ». Et les arguments rebondiront sur les clichés comme quoi la France a trop de fonctionnaires, des administrations inefficaces, et que la dette est un fardeau pour les générations futures [28] …

« La réforme de l'État supposera que nous soyons courageux. La réforme de l'État supposera que chacun d'entre vous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnels, moins d'État sur son territoire » …
François FILLON le 10/10/2009

(1) L'Anticapitaliste, le 18/04/2010 : « Le salaire socialisé : kezaco ? ». (2) You Tube, le 15/03/2013 : « Bien lire une fiche de paye, par F. Lepage & G. Tanguy ». (3) Regard.fr, le 04/12/2013 : « Le temps des rentiers. ». (4) L'Humanité, le 14/08/2014 : « 47 % des emplois seraient automatisables d'ici 20 ans ». (5) Nouvelle Vie Professionnelle, le 14/05/2019 : « Automatisation :14 % des emplois actuels disparaitraient d'ici 20 ans ». (6) INSEE, Données annuelles 2020-2025 : « Espérance de vie et indicateurs de mortalité

dans le monde ». (7A) 20 minutes, le 20/05/2021 : « Electricité : L'explosion des factures dénoncée par l'UFC-Que choisir » Le dispositif ARENH de la loi NOME imposé par l'Europe oblige EDF à vendre a prix coutant et de racheter au prix de marché. Aujourd'hui avec les guerres Ukraine/Russie et Arménie/ Azerbaïdjan, les difficultés d'approvisionnement gazière fait que le prix de gros de l'électricité est à l'alentour de 1000 euros le KWh. Donc EDF est obligé de vendre à moins de 100 euros aux fournisseurs privés d'électricité et de racheter à 1000 euros. Ce dispositif délirant a déjà endetté EDF de plus de 8 milliards d'euros… bientôt les grands groupes capitalistes pourrons racheter EDF au rabais ! (7B) LVSL, le 10/01/2024 : « Réforme des prix de l'électricité : tout changer pour ne rien changer ». (8) Capital, le 28/07/2021 : « EDF : le projet Hercule mis en pause par Emmanuel Macron ». (9) La RGPP permet la concentration des universités et des établissements de recherche, la fusion des hôpitaux ou des administrations, et l'éclatement des services. Le but est de permettre à des personnes privées de s'approprier des services indispensables à la population pour les transformer en services marchands, en profitant des subventions de l'État et des structures existantes. C'est une méthode qui vise à réduire les coûts, améliorer la productivité et fixer des objectifs : les problèmes humains ne sont pas pris en considération ! Les objectifs d'un policier, d'un instituteur ou d'une infirmière, ne doivent répondre uniquement qu'à des logiques comptables. (10) Lire « crépuscule » de Juan Branco et « la caste » de Laurent Mauduit. (11) Le terme « pantouflage » désigne de manière familière le fait pour un haut fonctionnaire d'aller travailler dans une entreprise privée, puis de revenir dans les services de l'état, de repartir dans le privé et ainsi de suite suivant ses propres intérêts ou ceux de ses employeurs. Le pantouflage, pose des problèmes éthiques et déontologiques liés au mélange des sphères privées et publiques, et des sphères de l'intérêt général et des intérêts particuliers ou de grandes entreprises. Il est source de situation de conflits d'intérêts. (12) Le Monde Diplomatique, janvier 2008 : « Partage des richesses, la question taboue ». (13) Le Monde, le 14/05/2018 « CAC 40 : un partage déséquilibré des bénéfices ». (14) La Tribune, le 27/05/2013 : « 70 ans après, que reste-t-il du programme du Conseil national de la résistance ? ». (15) La nationalisation des banques s'est effectuée de manière rapide, afin d'éviter des mouvements spéculatifs. Le projet de loi a été déposé le vendredi 30 novembre au soir, après la fermeture de la bourse, pour être voté le 2 décembre et publié au Journal officiel dès le lendemain. (16) « Les Origines du plan Marshall, Le mythe de "l'aide" américaine », d'Annie Lacroix-Riz, aux Editions Dunod. (17) Elucid.média, le 05/10 2021 : « France : analyse historique du PIB ». (18) L'Humanité, le 7.07.23 : « Budget : 60 milliards à trouver d'ici 2027, la Cour des comptes crie haro sur les niches fiscales ». (19) Gouvernement.fr, le 25/08/2021 ! « La réduction des charges et de la fiscalité des entreprises et la relance de l'investissement ». (20) Les crises.fr, le 07/10/2023 : « En France, l'État est interventionniste mais toujours au bénéfice du capital. ». (21) Le Revenu : Épargne retraite : comment payer moins d'impôts avec le PER ? Publié le 11/10/2020. (22) Le Revenu : France : les plus riches détiennent l'équivalent de 30% du PIB. Publié le 04/07/2018. (23) Fashion United : « Les milliardaires français ont augmenté leur fortune en 2020 ». Publié le 6 avr. 2021. (24) Le Monde : « Le système de retraites a-t-il 150 milliards d'euros en réserve » ? Publié le 06 décembre 2019. (25) Les Echos : Retraite : « le magot de 165 milliards d'euros qui aiguise les appétits », publié le 18 juin 2018. (26) CADES, https://www.cades.fr/fr/. (27) Capital, le 08/04/2019 : « Le prix de l'électricité a bondi en dix ans ». (28) CGT.fr, le 18/05/2021 : « La dette est-elle un fardeau pour les générations futures ? Bis ». (29) Radio France, le 23/02/2024 : « Stellantis : "Stratosphérique, indécent", 100.000 euros par jour, la rémunération de Carlos Tavares fait mal une nouvelle fois aux salariés du groupe ». (30) Basta, le 10/05/2020 : « Les aides publiques aux entreprises privées ont augmenté trois fois plus vite que les aides sociales »

Indispensables, les premiers de corvée !

Tu fais plutôt partie des premiers de cordée ou de ceux qui doivent se lever chaque matin pour aller bosser ? Penses-tu que c'est en acceptant toujours plus de régressions sociales que nous améliorerons notre sort ? Penses-tu que chacun doit rester à sa place et que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ?

C'est quoi être pauvre ?

Les causes de la pauvreté sont très variées, mais on peut dire que les principaux facteurs de risque se trouvent dans les conditions sociales, politiques et économiques. Par exemple, le chômage partiel, les contrats de travail temporaires, un revenu trop faible, une qualification insuffisante pour des emplois recherchés sur le marché du travail, devoir financer seul un ménage en élevant des enfants, habiter dans un lieu où les loyers sont trop élevés… Différents indicateurs essaient de quantifier la pauvreté et de l'encadrer en définissant des seuils à partir desquels les conditions d'une existence correcte sont réunies. Mais comment savoir ce qu'est une vie « correcte » ? Quel est l'indispensable dont doit disposer une personne, une famille ? Doit-on établir une liste dite « d'indispensables » à une vie correcte ? le risque est d'aboutir à une liste minimaliste qui évoluerait peu, sans tenir compte du progrès de la société, sans la faire évoluer en fonction de la richesse du pays. Il est également facile d'établir une liste pour d'autres lorsque l'on a soi-même plus que le superflu, et de juger quelles sont les dépenses « inutiles » dont les plus pauvres devraient se passer.

Parmi les critères retenus pour définir le taux de pauvreté les indicateurs monétaires liés aux revenus sont les plus couramment produits. Ils prennent en compte la répartition des revenus plutôt que ses montants. Ils comptabilisent la part de la population vivant avec des revenus inférieurs à 50% du revenu médian du pays ; 1 063 euros par mois, c'est le seuil de pauvreté en France pour une personne seule, 2230 euros pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. On retrouve principalement une majorité de jeunes peu diplômés, sans emploi, souvent en famille monoparentale. Les populations issues de l'immigration sont par ailleurs près de trois fois plus touchées par la pauvreté que l'ensemble de la population (38% contre 13,9%). Les données pour mesurer et appréhender la pauvreté au niveau international dépendent de critères beaucoup plus nombreux, et les indicateurs utilisés par les organisations internationales sont parfois difficiles à définir et à mesurer [(1)]. Si les sources de la pauvreté sont complexes, le système économique capitaliste de la captation des profits par une minorité reste un facteur commun et déterminant dans la plupart des pays.

Si la richesse se transmet, la pauvreté aussi ! Il est prouvé que les enfants de familles pauvres sont souvent pauvres eux-mêmes lorsqu'ils sont adultes. Ils ont mal commencé leur vie, aussi bien au sein de la famille que dans la société. Pour mieux comprendre le phénomène, l'Insee mesure les privations d'une partie de la population, ce que les chercheurs appellent « la pauvreté en conditions de vie ». L'institut établit une liste et pose la question aux ménages : *« pouvez-vous chauffer votre logement ? », « recevoir des amis ? », « remplacer les meubles ? », « réparer votre voiture »,* etc. En France, en l'état actuel, c'est la Réunion qui est le territoire le plus pauvre : un quart des habitants (soit près de 220 000 personnes) vivent avec moins de 867 euros par mois… Les plus optimistes peuvent toujours dire qu'à La Réunion les factures de chauffage sont minimalistes !

Si les pauvres savaient :

Les pauvres se font du souci pour leur pays et les riches se font du souci pour leur portefeuille ! Et plus les riches font grossir leur portefeuille, plus ils appauvrissent le pays. Les riches créent ainsi un sentiment de frustration et d'insécurité chez les pauvres. Pour les abuser, ils leur parlent de la grandeur de la France éternelle et des valeurs du travail et de la famille, alors que dans la réalité, fervents défenseurs du système capitaliste, ils ne se servent de ces valeurs que pour mieux les tromper. Ils dévalorisent la notion de travail par une baisse constante des salaires et les flux financiers ne connaissent pas les frontières… et encore moins ceux des paradis fiscaux. Les scandales financiers concernant l'évasion fiscale se succèdent, à l'image des LuxLeaks en 2014, des Panama Papers en 2016, des Paradise Papers en 2017, et des Pandora Papers en 2021 avec une fraude record de 11 300 milliards de dollars [(2)] soit environ 10 % du PIB mondial ! 600 Français [(3)] sont concernés par l'enquête.

Les pauvres sont prêts à faire des sacrifices pour leur pays, et les riches sont entièrement d'accord pour que les pauvres fassent des sacrifices. Les riches ne peuvent pas faire de sacrifices, ils ont l'économie du pays à faire tourner. Pour cela, ils réclament des subventions et des avantages fiscaux, et demande à l'Etat de diminuer les aides aux plus pauvres pour équilibrer le budget de l'Etat. Eux- mêmes ne se sentent pas concernés par ces problèmes. Si les plus riches n'arrivent pas à redresser l'économie nationale, ils auront au moins essayé, et si cela est nécessaire ils n'hésiteront pas à délocaliser leurs usines dans les pays pauvres … pour leur donner du boulot, évidement ! Pendant ce temps, en France, les plus pauvres voient d'un mauvais œil l'arrivée d'immigrés …

Si les pauvres savaient, nationaux et immigrés confondus, ils se serreraient les coudes. Mais les élites savent que c'est en

plongeant les masses dans la précarité et la pauvreté qu'ils peuvent diviser profitablement les colères. Plus une population est pauvre, financièrement et éducativement, plus il est facile de la manipuler et lui montrer des boucs émissaires : Rmistes, chômeurs, immigrés, fonctionnaires… ; c'est la bêtise qui crée le terreau où prennent naissance toutes les peurs. Les pauvres s'auto-flagellent et cherchent souvent des solutions auprès de leur entourage. Ils sont prêts à faire des sacrifices, alors que les riches défendent bec et ongle leurs privilèges sans se soucier le moins du monde du reste de leurs concitoyens. Les pauvres sont résignés et acceptent facilement une baisse de leur faible revenu, alors que les plus riches ne cèdent pas un centime. Les pauvres montrent du doigt un autre pauvre prétendument fraudeur, alors que les riches n'accusent jamais un autre riche, ils ne se trompent pas de cible. Solidarité de classe oblige.

Pourtant qui crée les richesses, qui se lève le matin pour produire, qui fait la queue dans les commerces pour consommer, qui soigne les patients à l'hôpital, qui conduit les bus, les métros ou les trains qui permettent à chacun de se déplacer, qui instruit les enfants dans nos écoles ? Pendant la crise du Covid qui était en première ligne, qui a tenu le pays à bout de bras ? Ces évènements doivent faire prendre conscience que dans les moments difficiles ce ne sont pas les premiers de cordée qui sont indispensables, mais les millions de petites mains sans qui rien n'est possible. Réfléchissons. Dans une entreprise la production, son suivi, la commercialisation, la livraison, la facturation sont réalisés par des salariés. La recherche de nouveaux produits et leurs développements sont réalisés par d'autres salariés. La maintenance de l'outil de production comme des bâtiments sont également à la charge de salariés. Mais lorsqu'il s'agit de décider de la répartition des profits, d'une délocalisation ou de la suppression d'une partie de personnel, ces décisions sont prises par une petite poignée de personnes qui n'ont pris

aucune part dans les processus antérieurs. Quelle est la loi magique qui permet cela ?

Donc les pauvres, terme utilisé en opposition avec riches, c'est-à-dire avec ceux qui possèdent des maisons à plusieurs millions d'euros, qui achètent à leurs petites amies des cabriolets à 300 000 euros, qui possèdent leur yacht et avion privé et qui le soir en quelques minutes sont capables de perdre un million d'euros au casino sans sourciller, les pauvres, donc, devraient se demander comment se fait-il qu'ils n'aient pas droit à la parole sur les activités ou sur le temps qu'ils passent au service de leurs employeurs ? Comment se fait-il qu'ils ne puissent donner leur avis sur les orientations de l'entreprise dans laquelle ils s'investissent ? Comment se fait-il qu'ils soient obligés de travailler de plus en plus, alors que d'autres n'ont pas d'emplois ? Les pauvres doivent prendre conscience qu'ils n'ont besoin de personne. Ils sont suffisamment nombreux, suffisamment instruits, suffisamment ingénieux, pour se suffire à eux même. Ce qui leur manque c'est de la confiance et c'est justement cela dont les plus riches veulent les priver pour les persuader qu'ils ne sont pas capables, alors qu'eux sont indispensables. Le jour où les pauvres auront compris cela, le mirage de l'utilité des riches disparaitra.

Réveillons-nous :

Devant l'apathie de nos concitoyens, la lobotomisation des esprits et le « on ne peut pas faire autrement » suivi de « les caisses sont vides », le désastre du Covid et la guerre en Ukraine, les patrons du CAC 40 sentent que le moment est propice pour détruire le maximum de notre protection sociale, à nous pressuriser davantage. La pandémie va avoir bon dos pour justifier toutes les régressions. Peu à peu leur rêve devient réalité : avoir une main d'œuvre docile, bien formée et

corvéable à merci. Ils pourraient bientôt proposer de revenir à 10 H par jour, 2 semaines de congés par an et diminuer les salaires de 5, 10, 15% : parce qu'avec la mondialisation on ne peut pas faire autrement : « *la conjoncture économique nous oblige à prendre des mesures radicales, nous ne sommes pas assez compétitifs* » ! Ils pourraient aussi repousser l'âge de la retraite à 70 ans, supprimer la Sécurité Sociale, et nous obliger à faire 8 jours de travail de solidarité, pour sauver nos entreprises, enfin, surtout pour augmenter leurs profits !

A ceux qui nous rebattent les oreilles que la financiarisation est source de progrès, favorisant l'investissement, l'emploi et l'innovation, rappelons leur qu'avant la dérèglementation financière, sans les tradeurs, les fonds d'investissement et les rendements à 20%, la croissance était de 5%, le chômage et la dette nulle ou presque. Rappelez-vous, c'était à la fin des années 70, début des années 1980 … et oui, après, le PS est aussi passé par là ! Depuis 40 ans nous appliquons les mêmes méthodes : allégement de la fiscalité des entreprises, baisses des cotisations patronales, subventions publiques au secteur privé pour innover et embaucher, non renouvèlement de fonctionnaires, suppression de services publics, désengagement de l'Etat et liquidation des biens publics, etc.., mais cela ne marche pas ! Le chômage, la précarité et la pauvreté progressent, donc la méthode employée n'est pas la bonne. Ces solutions n'ont pour conséquence que d'enrichir les plus riches et d'appauvrir les plus pauvres. Pas la peine d'avoir fait l'ENA ou HEC pour s'en apercevoir ! Donc lorsqu'une méthode ne marche pas, on en change et on ne s'obstine pas dans l'absurdité !

Grâce aux luttes et aux legs de nos anciens, notre génération a été pour beaucoup à l'abri du besoin, le monde du travail était soumis à des règles, la protection sociale développée, les prix encadrés et l'avenir ouvert. L'Etat investissait dans des infrastructures et des biens collectifs, mais peu à peu, nous

nous sommes laissés endormir. Pendant ce temps le capital et le grand patronat n'ont jamais cessé de lutter contre cet état de fait. Nous, nous avons baissé les bras. Nous nous sommes contentés de vivre et de consommer. Nous leur avons abandonné le terrain politique, leur télévision et leur propagande ont fait le reste. Et ça marche, j'ai lu qu'en France 20% de la population pense faire partie des 1% les plus riches ! Nous livrons nos enfants à ceux qui aujourd'hui nous exploitent, en nous contentant de leur dire : *« c'est comme ça, on ne peut pas faire autrement ! ».* En fait la réalité, c'est que la France n'a jamais été aussi riche, elle figure même au troisième rang mondial des millionnaires. Côté pile, la richesse en France a explosé, les patrons du CAC 40 gagnent en moyenne plus de 200 fois le Smic, 5 % de la population possèdent plus de 50 % du patrimoine. À elles seules, les dix plus grandes fortunes de France possèdent l'équivalent de la valeur de l'ensemble des logements des cinq premières villes de province [15] : Marseille, Lyon, Nice, Toulouse et Bordeaux, où vivent plus de deux millions d'habitants ! Mais, côté face, ce sont neuf millions de pauvres, trois millions de précaires, trois millions de temps partiel, six millions de chômeurs, et des salaires de misère pour la majorité des salariés [4]. Alors, on réagit ou on continue à dormir ?

Non, ce ne sont pas les pauvres qui fraudent le plus :

Une famille de cinq personnes vivant grâce au RSA gagnerait plus qu'une famille de même taille avec un salaire au Smic : ce calcul, complètement bidon, posté sur Facebook, a eu un succès fou. L'idée selon laquelle les plus précaires abuseraient du système, aux dépens de « ceux qui travaillent », est décidément bien ancrée, et, elle est allègrement relayée par certains politiques. Ainsi, il y a quelques années, Laurent Wauquiez [5] déclarait : « *un couple qui ne travaille pas, qui est au RSA, en cumulant les différents systèmes des minimas*

sociaux, peut gagner plus qu'un couple dans lequel une personne gagne un Smic. Ce n'est pas logique, c'est la société française qui tourne à l'envers ». Pour cet homme politique qui a fait son entrée à l'Assemblée Nationale à 29 ans et a été secrétaire d'Etat à 32, il ne lui est sans doute jamais venu à l'idée que c'était peut-être le Smic qui n'était pas assez élevé ? Et lui, combien gagne-t-il par rapport au travail qu'il effectue ? Qui le paye ? Ministre, Maire, Député, Président du parti Les Républicains, Président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, que connait-il de la vie réelle de la majorité des français ? Ce sont ces gens-là, des professionnels de la politique, des cumulards qui se posent en donneurs de leçon et donnent leur avis sur l'existence de personnes dont ils ne connaissent rien.

Depuis le quinquennat de Nicolas Sarkozy, Hollande et Macron ont repris le discours sur la fraude fiscale, répandant ainsi l'idée que les droits sociaux et économiques se méritent. A force de pister l'assisté et le fraudeur, une suspicion est née à l'encontre des bénéficiaires légitimes. A l'inverse des principes qui fondent le modèle français, il a été prétendu que les droits ne sont pas une obligation et les prélèvements les finançant pas un devoir. Résultat, de nombreuses personnes estiment qu'il y trop d'assistanat, et que beaucoup de gens abusent des aides sociales. Alors, qu'en est-il ? Si la fraude au RSA est estimée à 800 millions d'euros, la fraude aux impôts sur les sociétés [(6)] est estimée à 27 milliards d'euros. Pour ceux qui pensent que le trou de la Sécu est la faute aux arrêts maladies non justifiés, il faut comparer les 149 millions d'euros de fraude aux arrêts maladie avec les 14 milliards de fraude à la Sécurité Sociale par les employeurs, principalement en ne déclarant pas les salariés. Comparons également les 119 millions d'euros de fraude aux prestations familiales avec les 17 milliards de fraude estimés sur l'impôt sur le revenu. En 2019, la Cour des comptes, avec l'aide de l'Insee, a estimé le montant de la fraude à la TVA à 15 milliards d'euros. Le non

recours aux prestations sociales est bien plus important que la fraude sociale, par exemple, le non recours au RSA permet à l'Etat une économie de plus de cinq milliards.

Les causes du non recours sont multiples. Pour certains, cela s'explique par le manque d'information, ou la complexité des démarches. D'autres se marginalisent, sortent des radars et les institutions les perdent de vue. Beaucoup de jeunes ont perdu l'idée de droit à l'aide, on ne la leur a pas transmise et ils la trouvent stigmatisante. Si certaines populations s'excluent de la société, il y a aussi ces personnes âgées avec un toit sur la tête mais avec une toute petite retraite. Pour elles, c'est une honte de demander de l'aide, synonyme d'assistanat. Le non recours aux aides sociales a également un « coût » pour la société. Pour les personnes en difficulté, les prestations sociales représentent un salaire indirect, et leur non versement a une incidence sur le niveau de vie des ménages les plus fragiles. Les dommages sanitaires et sociaux, provoqués par les « non dépenses » liées « au non recours », reviennent ensuite peser sur le système social. Le « manque à gagner » généré par le non recours aux aides pèsent sur l'ensemble du système social. Par exemple, un jeune ou un adulte qui ne se soigne pas régulièrement aura recours aux urgences quand il lui arrivera quelque chose, beaucoup plus cher pour la collectivité, et quand une personne âgée n'a pas d'aide, elle ne consomme pas et n'emploie pas de personne à son domicile. Le non recours à des incidences sur la part de richesse produite.

Ceux qui se prélassent dans un luxe infini ont réussi à faire passer le message que les problèmes de notre pays venaient des pauvres : ils ne travaillent pas assez, ils ont trop d'avantages, trop de congés, trop assistés…, ils sont trop forts ces riches, mais tant qu'il y aura des pauvres assez c… pour dire : *« Heureusement qu'il y a des riches pour nous faire travailler* », ils n'ont rien à craindre ! La réalité, c'est que dans

notre pays la misère la plus honteuse cohabite avec la richesse la plus indécente. L'habileté des premiers de cordée, qui eux n'hésitent pas à piocher allègrement dans les caisses de l'Etat [7], consiste à persuader les peuples qu'il n'y a rien à faire, il faut les convaincre que cela pourrait être pire et qu'ils sont aussi heureux qu'il leur est permis de l'être. C'est en enlevant toute espérance et en plongeant les masses dans la pauvreté que les élites peuvent aspirer à profiter le plus longtemps et le plus indécemment possible de leurs privilèges !

Dans son grand plan de lutte contre les fraudes de 2023 [14], le gouvernement met le paquet sur la fraude aux prestations sociales (2,8 milliards d'euros), qui est pourtant environ trois fois moindre que celle aux cotisations sociales des employeurs (8 milliards d'euros), et au moins 30 fois moindre que la fraude fiscale (80 à 100 milliards d'euros) ! Quant au discours politique sur la traque aux ultrariches et aux grandes multinationales, je vous laisse deviner...

Connaissez-vous la « Ligne de Basculement » ?

La force du système ultra libéral, nouvelle appellation de certains, mais qui n'est que la continuité du capitalisme, est d'avoir en quelques décennies réussi à faire en sorte que les gens aient intériorisé la formule du « c'est comme ça, on ne peut pas faire autrement, tous les autres systèmes ont échoué, il n'y a aucune alternative ». Mais il est certain qu'un profond ressentiment et un mal de vivre pèsent sur les populations de nombreux pays. Les « sacrifices » constants demandés aux plus nombreux et souvent au plus pauvres commencent à toucher les classes dites moyennes et épargnent toujours les plus favorisés qui étalent dans les magazines peoples leur fortune démesurée. Ainsi, à Monaco

au dernier étage d'une tour on peut acheter un appartement d'une valeur de 300 millions d'euros [8] !

La seule préoccupation de nos élites dans la course effrénée au pouvoir et à la richesse est d'éviter un soulèvement violent des populations qu'ils exploitent. Eviter coûte que coûte qu'une « révolution » compromette complètement ce mécanisme qu'ils mettent patiemment en place depuis des décennies. Lorsque l'on pressurise des peuples, il y a une ligne que l'on pourrait nommer « ligne de basculement » ou de « fracture » qui, une fois atteinte, peut déclencher, pour un motif à priori anodin ou secondaire, une véritable révolte avec des conséquences incontrôlables. Passée cette ligne, les populations sont annihilées, lobotomisées et trop préoccupées par leur seule survie pour se rebeller de façon à mettre en danger le système dominant. Donc, le véritable problème pour nos dirigeants (politiques, économiques et financiers) est de passer cette ligne sans encombre. Le tout est de savoir à combien de distance nous sommes de cette ligne ? En sommes-nous encore loin ? L'avons-nous atteinte ? Ou est-ce déjà trop tard ? Nous l'avons peut-être déjà dépassée et les soubresauts que l'on perçoit ici ou là ne sont que des petites répliques sans importance pour le système.

Toute catastrophe, toute crise peut faire basculer l'ensemble de la population sous la ligne de basculement si l'on n'y prend pas garde. Naomi Klein, dans son livre « la stratégie du choc » a très bien analysé le phénomène ; à chaque catastrophe, à chaque crise, le capitalisme en profite pour durcir ses positions. Le reste de la population, trop préoccupé par les évènements qu'il subit, a une capacité de réaction moindre. Les premières mesures vont dans ce sens : « le 20 mars 2020, le Sénat a adopté dans la nuit de jeudi à vendredi en première lecture le projet de loi permettant l'instauration d'un état d'urgence sanitaire face à l'épidémie de Covid-19. Devant le Sénat, le gouvernement a réaffirmé sa volonté de revenir

dans sa loi « urgence coronavirus » sur certains acquis sociaux, comme les congés payés ou les 35 heures. Des mesures qu'il annonce « provisoires » ... tout en refusant d'inscrire une date limite dans le texte.

Ouvertement ou insidieusement, tout est fait pour mettre en place des mesures contre l'ensemble de ceux qui pour vivre sont obligés de vendre leur force de travail, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle. Personne ne peut dire « moi, je vais y échapper », enfin, quand je ne dis personne, je pense à 80% de la population, qui, quel que soit son niveau de revenu, puisse-t-il paraitre important face au smicard, sera tôt ou tard rattrapé par l'absurdité du système. Ça prendra le temps qu'il faudra, mais tôt ou tard le système vous rattrapera, et n'avez-vous pas des enfants ou des petits enfants ? Eux n'y échapperont pas !

Chaque nouveau gouvernement soutient qu'il est nécessaire d'imposer des « réformes politiques et économiques » destinées à supprimer toute politique sociale et satisfaire les grandes entreprises dans la recherche d'une économie toujours plus libérale. Diminuer les salaires, augmenter le temps de travail de ceux qui bossent et supprimer les aides à ceux qui ne sont plus dans le circuit. Le seul horizon pour la majorité de la population se nomme Austérité et Précarité. Pour préserver, augmenter et profiter de ses privilèges, la Bourgeoisie ne reculera devant rien, même la mise en place d'un régime fasciste ou dictatorial. Ce ne sont pas des paroles en l'air, les changements voulus par la commission européenne avec la complicité de nos politiques et le « forcing » des banques et des organismes financiers préconisent de baisser les salaires de manière drastique et de mettre en place des régimes plus « autoritaires » en Europe. Alors cette ligne dite de « basculement » où est-elle ? Ce qui est sûr c'est que nous sommes en équilibre instable et une étincelle peut mettre le feu aux poudres. Quelle sera la grosseur de

l'allumette, quelle sera la quantité de la réserve de poudre… ça c'est une autre histoire ! Les Gilet Jaunes, sont-ils apparus avant ou après cette ligne de basculement ? Tout est-il fini ou la phrase de John Fitzgerald Kennedy : « *A vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitable les révolutions violentes* » … est-elle toujours d'actualité ?

Pour une justice sociale et une justice fiscale :

Les impôts progressifs sont les plus justes, il convient donc de les augmenter. La déclaration des droits de l'homme et du citoyen prévoit que chacun doit contribuer à hauteur de ses moyens. C'est dans cet esprit qu'est construit l'impôt sur le revenu (principal impôt progressif du système fiscal français), le taux d'imposition augmentant progressivement en fonction des revenus (même s'il y a besoin de modifier les différentes tranches). Pourtant, si ce mode d'imposition paraît, à l'évidence, le plus juste, il est largement minoritaire (21 % des recettes fiscales [9] de l'État). Il est, en plus, sans cesse affaibli et remis en cause pour le plus grand bonheur des plus riches. Pour que le système fiscal soit plus juste, il faut favoriser l'application d'impôts progressifs (impôts taxant les contribuables en fonction de leurs ressources). Il convient donc de renforcer la place de l'impôt sur le revenu, notamment en augmentant les taux pour les plus hauts revenus et en réduisant les niches fiscales, afin d'en faire un grand impôt citoyen, qui serait le socle du système fiscal. Et je suis partisan que tout le monde paye, même un minimum symbolique pour certains, afin que nous soyons tous partie prenante du système.

Les impôts proportionnels sont injustes, il convient donc de les réduire. La TVA est le principal impôt proportionnel. Elle ne prend pas en compte les ressources du contribuable, contrairement aux impôts progressifs. Un même taux

d'imposition s'applique que l'on soit très riche ou très pauvre. En réalité, plus les rémunérations augmentent et plus la part d'impôt à payer baisse, car celui qui gagne trois fois le smic ne mange pas trois fois plus, sa consommation n'est pas exponentielle, donc par rapport à son salaire sa participation à l'impôt est moindre [10]. On peut donc qualifier ce système de dégressif. En clair plus on est riche et moins on contribue. Il convient de réduire l'influence des impôts proportionnels comme la TVA. Ceux-ci sont injustes car leur impact sur le budget des ménages est inversement proportionnel aux revenus perçus. Il faut donc, entre autres, réduire le poids de la TVA en baissant le taux normal de 20 à 15%, et en supprimant la TVA sur les produits de première nécessité. En contrôlant sérieusement les prix, pour que des commerçants mal intentionnés, n'en profitent pour augmenter leurs prix, et donc rendre l'opération nulle.

Traquer les fraudeurs, avec 80 à 100 milliards d'euros de fraude fiscale par an [11] en France, juguler celle-ci résoudrait la problématique du déficit public. Pour cela, il faut renforcer l'arsenal juridique et durcir les sanctions à infliger aux fraudeurs. Mais, il faut également recruter des agents des Finances pour lutter efficacement contre ce fléau. Il convient aussi de protéger davantage les lanceurs d'alerte [12]. Réduire les niches : selon la Cour des comptes, les niches fiscales, l'ensemble des mesures « d'optimisation fiscale », coûtent à la France 150 milliards d'euros par an [13]. Elles bénéficient très majoritairement aux plus riches et aux très grands groupes. Leur efficacité n'a pourtant jamais été démontrée. Il conviendrait donc de cibler ces aides selon leur réelle utilité sociale, économique ou environnementale. C'est l'affaire de tous : moins d'impôts, c'est moins de service public, moins de redistribution, moins pour la majorité et plus pour les plus riches, car, Ils sont financièrement plus aptes à pallier à la disparition d'un service public. Rappel, 5 jours à l'hôpital c'est 6500 euros, une année de lycée c'est 10 200 euros

« Les mécontents, ce sont des pauvres qui réfléchissent. » … Charles-Maurice de TALLEYRAND

(1) Ceriscope.sciences-po.fr, « Quelles « mesures » pour quantifier la pauvreté ? Les indicateurs produits par les organisations internationales ». (2) L'insoumission, le 04/10/2021 : « Séisme mondial : 11 300 milliards d'évasion fiscale, 35 chefs d'État et 130 milliardaires mis en cause par les « Pandora Papers ». (3) Sud-Ouest, le 04/10/2021 : « Pandora Papers et évasion fiscale : que sait-on de cette enquête qui vise des dirigeants du monde entier ? ». (4) Sur « L'observatoire des inégalités », vous trouverez un état des lieux chiffré des inégalités en France et dans le monde, ainsi que des éléments d'analyse. (5) Le Point, le 14/05/2011 : « Peut-on gagner plus avec le RSA qu'en occupant un emploi ? ». (6) Aide Sociale.fr., le 29/12/2020 : INFOGRAPHIE : « Comparatif entre la Fraude aux aides sociales et la Fraude des entreprises. Qui sont les vrais tricheurs ? ». (7) LVSL, le 07/10/2023 : « Assistanat pour ultra-riches : le CAC40 sous perfusion de l'État ». (8) Figaro immobilier, le 29/01/2020 : « Cet appartement monégasque à 300 millions d'euros a trouvé son locataire », loyer estimé à 600 000 euros par mois ! (9) Vie Publique. « Quels sont les différents impôts perçus par l'État ? loi de finance initiale pour 2019 ». (10) Pour une personne avec un salaire de 1300 euros, dépensant 500 euros en nourriture avec une TVA a 5.5%, cela représente 2.12% de ses revenus. Pour une personne avec un salaire de 3900 euros, dépensant 500 euros en nourriture, cela représente 0.71% de ses revenus. Il faudrait que cette personne dépense 1500 euros en nourriture pour que cela représente 2.12% de ses revenus. (11) France Info, le 20/04/2021 : « Lutte contre la fraude fiscale : près de 100 milliards d'euros échappent toujours à l'État, selon une estimation syndicale ». (12) Amnesty International, « Qu'est-ce qu'un lanceur d'alerte ? ». (13) CGT Finance. « Pour un impôt plus juste et efficace » … extrait : « Pour la Cour des comptes, la totalité de ces dispositifs représente un manque à gagner de 150 milliards d'euros pour l'État. Pourtant, rien n'a pu démontrer l'intérêt social et économique de la grande majorité de ces « incitations » fiscales ». (14) Les crises.fr, le 10/01/2024 : « Fraude : l'État a choisi son ennemi, et ce ne sont pas les ultra-riches ». (15) Observatoire des inégalités, le 06/04/2020 : « Quelles sont les dix plus grandes fortunes de France ? ».

Démocratie, ça ne veut pas dire grand-chose

Tu sais que tu vis dans une démocratie, parce que l'on te l'a dit. Mais imagine que ceux qui nous gouvernent ne disent pas la vérité ? Imagine que les médias te mentent également lorsqu'ils t'affirment que notre société est démocratique ? non, bien sûr, je rigole ; jamais, ni nos gouvernants, ni les médias ne nous diraient des « conneries » !

Est-on sûr d'être en démocratie ?

La démocratie, ce n'est pas élire un dictateur « à la romaine [(1)] » pour une période de cinq ans et d'aller ensuite vaquer à ses occupations s'en se soucier de ce qui se passe. La démocratie c'est que le peuple puisse demander des comptes à ceux qu'ils ont élus sans se faire gazer ou emprisonner. La démocratie, c'est lorsque les élus respectent le pacte qu'ils ont passé avec l'ensemble des citoyens qui leur ont accordé leur confiance. La démocratie devrait être une notion universelle, avec des bases bien définies, alors qu'en Europe par exemple tous les pays se réclament de la démocratie, idem pour les Etats-Unis et Israël, pourtant aucun n'a le même régime politique et certains ont des lois très différentes. Le point commun de ces démocraties est l'allégeance au même système économique : le capitalisme. Cela suffit-il pour faire une démocratie ? Dans le monde, y compris en occident, seulement 53% des personnes [(2)] pensent que leur pays est réellement démocratique.

Notre démocratie accepte le transfert d'argent dans des paradis fiscaux, admet la création de sociétés écran pour

échapper au fisc, favorise le secret des affaires pour échapper à toute poursuite ou dénonciation de faits compromettants. Notre démocratie approuve des lois qui permettent en toute impunité à certains d'en exploiter d'autres, tout en criminalisant ceux qui ne veulent pas se laisser exploiter. Notre démocratie légalise un partage inégal, au profit d'une minorité, de ce qui a été produit par la majorité. Quand un système promulgue des lois pour une minorité et favorisent les puissants au détriment des plus humbles, peut-on appeler cela une démocratie ?

Est-ce une démocratie, un système qui prétend se doter de médias libres et indépendants, mais qui en fait appartiennent à une poignée de milliardaires [(3)] ? Comment se fait-il que dans notre prétendue « démocratie » il n'y a aucune voix discordante dans les médias mainstream, alors que justement la base de la démocratie c'est d'avoir des voix discordantes et de débattre. Covid, Ukraine, Palestine tout est sous contrôle. Emettre des idées différentes sur le Covid c'est être complotiste, sur la guerre en Ukraine c'est être pro-Poutine, sur la guerre à Gaza c'est être antisémite, et si l'on critique le capitalisme et bien « *on a qu'à aller vivre en Corée du Nord !* ». Réfléchir, c'est devenir un être controversé pour la bien-pensance qui fait l'opinion ! Tout débat devient de facto impossible car source de tension entre amis ou au sein de la famille. D'impossible, le débat devient ensuite interdit. Que pensez-vous de cette phrase prononcée par le sénateur Roger Karoutchi, le 11 octobre 2023, sous un tonnerre d'applaudissements « *Faites en sorte, madame la Première Ministre, que celles et ceux qui trahissent les valeurs de la Nation en ne soutenant pas l'État d'Israël […] soient sévèrement punis* » ? Le 9 octobre, Gérald Darmanin avait déjà annoncé que « *des procédures de dissolution sont étudiées à l'encontre des collectifs qui soutiennent la Palestine »,* et que le porte-parole du NPA, Philippe Poutou, est visé par une enquête pour « apologie du terrorisme » après avoir

dénoncé les bombardements sur Gaza. Dans la foulée, Le sénateur Les Républicain Stéphane Le Rudulier réclame à Élisabeth Borne la dissolution du NPA mais aussi de La France Insoumise, premier parti de gauche en France ! le 12 octobre, le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin ordonne « *l'interdiction systématique des manifestations pro-palestiniennes et l'interpellation des participants* » … Et tout cela au nom de la « démocratie » ! De toute façon, il est de plus en plus dangereux de manifester dans le « pays des droits de l'homme ». Est-on en démocratie quand lorsque l'on manifeste, on prend le risque de perdre un œil, une main, de se faire tabasser et de finir en prison ? L'on a transformé les gardiens de la paix en forces de l'ordre qui ressemblent de plus en plus à des milices destinées à réprimer le peuple, à protéger les intérêts privés et à faire régner l'ordre. *« J'ai vu des démocraties intervenir contre à peu près tout, sauf contre les fascismes.* », André Malraux.

Notre démocratie légalise les moyens d'échapper à l'impôt, et protège un système inégalitaire basé sur la subordination du salarié à son employeur. On ne peut pas appeler cela « démocratie ». Le pouvoir du peuple, pour le peuple et par le peuple, ça existe peut-être, mais pas chez nous ! Il n'y a aucun contrepouvoir, les décisions sont prises en petit comité au sommet de l'Etat, et ensuite l'assemblée nationale est réduite à une chambre d'enregistrement ; nous ne sommes en rien un modèle démocratique. Ce sont des technocrates et des hauts fonctionnaires qui passent du privé au public [(4)], du public au privé, et prennent des décisions par rapport à leur plan de carrière et à des intérêts privés. L'Etat n'est plus du tout au service de la population. Nos présidents sont issus de la haute administration, leur cercle privé est composé de collègues, de tout bord politique confondu, et du petit monde de la finance et de l'économie. Est-ce que voter à intervalle régulier pour désigner un président, issu de milieux hyper favorisés et qui n'a aucun compte à rendre, est la preuve que

l'on soit en démocratie ? Et que penser du modèle de sélection issue de 500 parrainages d'élus [5] ?

L'accointance entre nos élites politiques et nos élites économiques posent de vrais problèmes, car ces gens-là ne sont pas des mécènes. Et le retour sur investissement ne manque pas d'arriver, comme on le voit années après années et quelle que soit la couleur présumée du parti au pouvoir. Notre démocratie c'est l'art de faire croire aux pauvres que leur avenir est directement lié au bien être des riches. Notre démocratie c'est de faire croire au peuple que l'on met en place des commissions exclusivement composées de banquiers, de chefs d'entreprises, et de hauts fonctionnaires pour pondre des rapports qui vont améliorer le sort des plus humbles. Notre démocratie puise ses idées dans des think-tank, comme « l'institut Montaigne [19] » ou des clubs d'influence comme « Le Siècle [20] », qui organisent des diners où se côtoient banquiers, hommes d'affaires, politiques et journalistes.

Nos démocrates se posent facilement en donneurs de leçon et n'hésitent pas à dénoncer certains pays qui ne respecteraient pas nos principes en matière de démocratie. Mais alors pourquoi n'interviennent-ils pas dans des pays crapuleux qui permettent le blanchiment d'argent, provenant de fraudes, d'activités mafieuses (prostitution, drogue, trafic d'armes, racket …), et même de certains réseaux terroristes ? Ces pays participent au pillage des richesses de nombreux pays au profit de quelques personnes, et savent qu'ils n'ont rien à craindre, même s'ils ne possèdent pas de force militaire, car nos démocraties les protègent. Oui, il s'agit des Paradis Fiscaux, avec lesquels nos dirigeants sont très compréhensifs. Certains de ces Paradis sont même situés à l'intérieur de l'UE dont Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg fut président de la Commission européenne de 2014 à 2019. L'UE refuse de lister le Luxembourg comme paradis fiscal [6]

malgré les différents scandales dont il est le centre. Tout cela montre bien que nos démocraties sont à géométrie variable et ne s'embarrassent pas de scrupules.

Le principal principe d'une démocratie capitaliste est *« la dictature de la bourgeoisie* », c'est-à-dire la domination d'une classe minoritaire sur l'ensemble de la population. Pour faire un parallèle, « *la dictature du prolétariat* » décrit par Karl Marx est exactement l'inverse. La dictature du prolétariat, est la prise du pouvoir par l'ensemble de ceux qui forment la plus grande partie de la population : ouvriers, salariés, employés, tous ceux qui sont obligés de travailler sous les ordres de la classe dirigeante pour pouvoir vivre. Il s'agit tout simplement de s'affranchir des liens de domination qui enchainent les exploités aux exploiteurs. Il s'agit de reprendre le pouvoir politique et économique concentré dans les mains d'une minorité, et de la redonner à une majorité !

La Grande Bourgeoisie au pouvoir a les moyens de s'offrir un personnel dévoué à ses intérêts : police, justice, presse, télé, radio, etc… Les élections sont une farce électorale, le rapport des forces est inégalitaire entre le candidat millionnaire et le militant ouvrier. La propagande des médias aux ordres a peu à peu inséré dans l'esprit des classes laborieuses que la société telle qu'elle est, est la plus juste possible et que l'on ne peut pas faire autrement. Insidieusement par des pubs, des émissions ou par les déclarations anodines des uns ou des autres, l'on nous persuade de l'irréversibilité du système. L'illusion du choix se concentre sur les divers enjeux sociétaux, souvent clivants, qui peut mobiliser les foules mais sans jamais remettre en cause la domination des classes possédantes. Le système est tellement bien cadenassé, que jamais l'élection ne remet en cause le pouvoir des 1% les plus riches [(7)]. Quel que soit le résultat, c'est toujours cette petite classe qui contrôle l'économie et la finance. Ensuite, c'est encore à leur demande que le nouveau président entreprend

des réformes pour détricoter les services publics et tous nos acquis sociaux. Alors, toujours sûr d'être en démocratie ?

Méfiance, méfiance :

Pourquoi les français n'accordent-ils plus leur confiance aux institutions, et aux médias ? Parce que ceux qui dirigent les institutions sont copains avec les grands décideurs du Cac40 et de la finance. Les médias sont aux mains des mêmes dirigeants du Cac40. Les experts des questions sanitaires ont des accointances avec les grandes firmes pharmaceutiques. Les experts des sciences économiques perçoivent des honoraires de grandes entreprises ou de banques, leurs préconisations et leurs analyses ne sont donc pas neutres, et même, souvent en contradiction avec l'intérêt commun.

Les institutions, les médias et les experts des sciences médicales ou économiques sont tous liés avec de grands groupes capitalistes. Les institutions sont au service des classes dirigeantes, parce qu'elles ont été pensées par la bourgeoisie pour défendre ses intérêts. Bien sûr des charlatans profitent de cette méfiance d'une partie grandissante de la population pour les embarquer dans des thèses parfois délirantes. Mais c'est le contexte général et la mainmise de grands groupes dans tous les domaines de nos vies qui favorisent la méfiance envers tout ce qui apparait comme officiel. Et si l'on doute de ce qui est officiel, l'on aura tôt fait de vous traiter de complotiste. Ce tour de passe-passe permet de mettre de côté la responsabilité du capitalisme, et de donner l'occasion à des donneurs de leçon de nous faire la morale en éludant les vraies questions.

La plupart des citoyens ont l'impression que nos dirigeants et nos élus ne vivent pas dans le même monde et dans la même réalité que ceux qu'ils sont censés représenter. Comme s'ils

faisaient partie d'une caste supérieure, leur façon de parler et leur tenue vestimentaire plus proches de la haute couture que de la tenue standard des citoyens marquent une rupture entre ceux qui dirigent et ceux qui sont dirigés. Dans la constitution il est écrit « par le peuple, pour le peuple », on a l'impression qu'il y a plusieurs peuples. Alors que les élus, quels qu'ils soient, devraient normalement être à notre service, c'est à dire au service de la société, ils donnent de plus en plus l'impression de servir des intérêts à la fois personnels et privés. « *Sans dents », « gens qui ne sont rien »,* sont des expressions utilisées par nos derniers présidents pour designer « les pauvres », preuve d'un mépris complétement décomplexé.

D'élu du peuple on est passé à élu au-dessus du peuple et une déférence obséquieuse s'est installée entre l'élu et le citoyen ; c'est le citoyen qui doit faire allégeance à l'élu et aller quémander, comme un gueux, auprès d'une personne qu'il devrait normalement interpeller comme un élu à son service… dans le respect et les limites de la constitution et du droit bien entendu. Le respect des électeurs par contre, il y a bien longtemps que les élus, sûrs de leur fait, ne le prennent plus en compte. Les promesses de notre cher président, comme celles où il affirmait que, sous son mandat, plus personne ne dormirait dans la rue ou qu'il ne toucherait pas au système de retraite [(8)] en sont des exemples. Régulièrement nos représentants sont élus sur des programmes fictifs, et comme il ne sont pas tenus de respecter leur parole, tant que la révocabilité des élus ne sera pas actée, il n'y a aucune raison pour que cela s'arrête !

On nous a habitué à penser que nos médias, libres et indépendants, sont le symbole d'une grande démocratie, et on nous persuade que leur couverture et leur analyse de l'actualité est supérieure à ce qui se fait ailleurs dans le monde, surtout dans les pays où la presse est contrôlée par

l'Etat. Mais comment peut-on penser que des journalistes et des médias aux ordres, que ce soit de l'Etat ou des grands groupes industriels, se réveillent un matin, ouverts d'esprit, curieux et avides de vérité ? croyez-vous que MM. Bernard Arnault, François Pinault, Xavier Niel ou que les familles Bouygues ou Dassault possèdent des empires médiatiques par amour de la vérité et du journalisme ? Pourquoi Vincent Bolloré a mis pendant des années ses médias au service d'Éric Zemmour (9) ? Pensez-vous sérieusement que Nicolas Demorand, Ruth Elkrief, Pascal Praud, Patrick Cohen, Lea Salamé ou Jean-Michel Aphatie vont prendre le risque de déplaire à leurs patrons et ainsi se retrouver mis au placard ou tout simplement au chômage ? Non, alors, docilement, en s'autocensurant ou simplement parce qu'ils n'ont aucun esprit critique à l'égard du système qui les fait vivre, ils savent les sujets qu'il ne faut pas aborder et ceux qu'il faut mettre en avant. Quant aux invités, ils ont presque toujours le bon goût d'être d'accord sur l'essentiel, ce qui permet de discuter confortablement de broutilles, et de faire passer les points centraux du débat comme déjà tranchés par les « experts » … circulez, y'a rien à voir !

La démocratie, vous la préférez comment ?

La démocratie peut être conjuguée à toutes les sauces, sociale, nationale, autoritaire, libérale, bref, la démocratie est une vaste fourre-tout (10) qui permet à chaque gouvernement de pouvoir donner des leçons à ceux qui ne seraient pas démocrates. En occident, nous avons décrété que la meilleure forme de démocratie est notre « démocratie capitaliste », et nous trouvons normal que la gestion de notre économie dépende entièrement de la soi-disant « main invisible du marché ». Nous soutenons sans aucun problème des régimes totalitaires, tant que ceux-ci partagent notre vision du marché, ne s'immiscent pas contre nos intérêts, et donc de notre

notion de démocratie. Par contre, malheur au pays dont le dirigeant ne respecte plus nos règles du jeu et décide que les intérêts de son pays et de son peuple sont plus importants que les profits de nos multinationales. Dans ce cas-là, nous n'hésiterons pas à employer la manière forte, s'il le faut, pour le ramener à la raison afin qu'il reprenne le chemin de notre démocratie libérale.

Ce qui se rapprocherait le plus d'une démocratie serait un système socialisé, où le peuple serait régulièrement consulté et prendrait part directement aux décisions économiques et politiques importantes, et où ses représentants pourraient être révoqués en cas de non-respect du programme pour lequel ils ont été élus. Dans les pays de l'Est, même si une partie de la population aspirait à des changements, fascinée par notre société de consommation, la grande majorité voulait rester dans une économie socialiste, et ne voulait pas d'économie de marché. Ils pensaient sincèrement qu'il était possible d'accéder à notre société de consommation sans rien lâcher sur les aspects positifs du socialisme. Ils se sont lourdement trompés ! Les cas les plus frappant sont ceux de la RDA (11) et de la Russie. La RDA a été dépecée par les grandes entreprises et les banques ouest allemande (12). En Russie, Eltsine (13) et ses semblables, soutenus par les USA et l'UE, se sont accaparés tous les secteurs rentables de l'économie. La Russie est passée d'un « régime communiste » à une « démocratie capitaliste », sans que pour autant cela ne satisfasse l'occident (14) dont le but final était de dépecer et diviser le pays en plusieurs nations plus facilement contrôlables. Vladimir Poutine est officiellement élu président de la fédération de Russie le 26 mars 2000, et l'occident comprend rapidement que ses projets de destruction de la Fédération de Russie sont durablement compromis.

La différence entre la Russie (18), la Chine (15) et les USA, c'est que l'économie des deux premiers est dirigée par « la main de

fer » de l'Etat, même si en Russie il faut composer avec les milliardaires issus de la décomposition de l'Etat des années 1990, et du coup d'état d'Eltsine de 1993 [14], tandis que celle des Etats-Unis est dirigée par de puissants lobbys représentant les intérêts d'une oligarchie militaro-financière. Les multinationales américaines, si elles ont d'immenses moyens financiers et coercitifs pour s'implanter et imposer leurs intérêts dans de nombreux pays, ont en revanche beaucoup plus de difficultés pour dicter leurs volontés dans des pays où l'économie est tenue par « la main de fer de l'Etat ». Mais combien de temps une économie administrée par l'Etat, et qui tolère des milliardaires, peut-elle tenir face à une économie dirigée par ce que l'on nomme pudiquement « la main invisible du marché » ? Je présume que les milliardaires russes ou chinois ont les mêmes ambitions que les milliardaires américains ou français : s'enrichir toujours plus ! C'est comme cela, on ne peut sans doute rien y faire : c'est pathologique. Il n'existe aucune loi pour les obliger à se faire soigner, et aucun vaccin pour l'empêcher.

Ici, en France, « pays des droits de l'homme », la volonté populaire n'existe pas. En 2005 les français disent « non » au traité européen suite à un référendum, mais en 2008 le parlement réuni en Congrès à Versailles vote « oui » à ce traité [16]. Ce coup d'état contre la volonté populaire aurait dû nous faire réagir, sortir dans la rue, protester, mais non, nous sommes restés sagement à la maison à nous lamenter en se disant que de toute façon l'on ne peut rien y faire ! Ma grand-mère disait « *à force de baisser son pantalon, on ne peut plus marcher* »

Alors cette démocratie, vous la voulez comment ? le système économique détermine le système politique avec lequel il désire cohabiter, le politique n'est qu'un instrument, au service de ceux qui dirigent cette économie. Le capitalisme est profondément inégalitaire, et est basé sur un rapport de

domination d'une classe sur une autre. Donc, lorsqu'un système politique est au service d'intérêts privés issus du capitalisme, nous ne pouvons pas appeler cela une démocratie [17]. Une démocratie ne repose pas sur la compétition du chacun pour soi, mais sur la coopération du tous ensemble. Donc, ne nous faisons pas d'illusion, je pense que dans une société qui est entièrement basée sur le pouvoir de l'argent, dans laquelle une infime minorité de personnes possède tous les leviers économiques, financiers, médiatiques et donc politiques, il ne peut y avoir ni libre-choix, ni liberté, ni démocratie. Actuellement, notre démocratie est en réalité la dictature de la minorité (Grande Bourgeoisie) sur la majorité (le peuple). Une véritable démocratie serait exactement l'inverse.

***« Les multinationales ont acquis en Europe la capacité de jouer la concurrence entre les états. L'impact réel des hommes politiques sur la vie d'un pays est de plus en plus limité* » … Bernard ARNAULT**

(1) À Rome dans l'Antiquité, un dictateur était nommé en cas de crise grave que les consuls n'arrivaient pas à résoudre. Les pouvoirs du dictateur étaient très importants : il recevait les pleins pouvoirs. Il est secondé par un maitre de cavalerie, qui est une sorte de chef d'état-major Pendant ses fonctions le dictateur ne peut quitter l'Italie. Il ne dispose pas du trésor public, il doit se débrouiller avec les moyens que le sénat lui alloue. Bien que nommé pour six mois, il démissionne de sa charge dès qu'il a résolu les affaires pour lesquelles il avait été nommé. (2) Les crises.fr, le 09/06/2021 : « Devant la Russie et la Chine, les États-Unis sont considérés comme une grande menace pour la Démocratie ». (3) La Tribune, le 04/09/2015 : « La concentration actuelle des médias pose un vrai problème démocratique ». (4) Lire « La caste » de Laurent Mauduit. (5) BFMTV, le 20/11/2021 : « Parrainages : un système anti-démocratique ? ». (6) 20 Minutes, le 08/02/2021 : « Paradis fiscaux : Le Luxembourg de nouveau épinglé ». (7) Les crises.fr, le 10/03/2022 : « Ultra-riches : La richesse absurde et grandissante des milliardaires sape la démocratie ». (8) Le nouvel Obs, le 06/07/2021 : « Quand Macron promettait de ne pas reculer l'âge légal de départ à la retraite ». (9) Le Monde, le 16/11/2021 : « Comment Vincent

Bolloré mobilise son empire médiatique pour peser sur la présidentielle ». (10) Réveil Communiste, le 20/06/2021 : « Le charme discret de la social-démocratie ». (11) Histoire et société, le 11/10/2023 : « Egon Krenz : le mouvement de protestation en RDA en 1989 ne voulait pas de l'unité allemande ». (12) Parmi les aberrations provoquées par la conversion-éclair d'une économie planifiée en une économie libérale, celle des « vieilles dettes » décroche assurément le pompon. En République démocratique allemande (RDA), toutes les entreprises appartenaient à l'État et lui reversaient l'intégralité de leurs bénéfices éventuels. Lorsque la puissance publique injectait du capital dans une société, cette subvention était par convention inscrite dans la comptabilité des banques sous la forme d'un crédit. Lors de l'unification, les hauts fonctionnaires de l'Ouest décidèrent de convertir ces écritures en véritables dettes que les entreprises, déjà exsangues, devaient rembourser aux banques. Lesquelles furent privatisées et vendues à bas prix à des institutions financières de l'Ouest. Ces dernières purent témoigner des vertus miraculeuses du capitalisme : la Berliner Bank racheta pour 49 millions de marks la Berliner Stadtbank qui avait à son actif… 11,5 milliards de créances bénéficiant d'une garantie d'État, soit plus de 200 fois le prix d'achat ! En tout, « quatre grandes banques de l'Ouest, qui avaient acheté les banques de RDA pour 824,3 millions de marks, se retrouvèrent à la tête de 40,5 milliards de marks de créances ». Les intérêts, passés en un an de moins de 1 % à plus de 10 %, ont représenté à eux seuls plusieurs fois le prix d'acquisition. Le Monde Diplomatique de novembre 2019, page 15, Allemagne de l'Est, histoire d'une annexion : Vieilles dettes et gros bénéfices. (13) Les Echos, le 23/09/1993 : » Les pays occidentaux réaffirment leur soutien diplomatique et financier à Boris Eltsine ». (14) « Erreur ou trahison, enquête sur la fin de l'URSS », et « Le socialisme trahi » aux Editions Delga. (15) Vu du droit .com, le 06/10/2023 : « un monde qui change, vidéo N°2 « Faut-il avoir peur d'une Chine réveillée ? ». (16) Vie publique.fr, « Comment le traité de Lisbonne a-t-il été ratifié ?». (17) Les crises.fr, le 14/01/2022 : « En matière de démocratie, Joe Biden n'a pas de leçons à donner au reste du monde ». (18) Marianne, le 12/01/2024 : « Emmanuel Todd : L'Occident est composé d'oligarchies libérales, la Russie est une démocratie autoritaire ». (19) Libération, le 07/06/2017 : « Enquête Education : le libéral Institut Montaigne, maître à penser de Macron ». (20) Le Monde Diplomatique, février 2011, page 22 et 23 : « Aux dîners du Siècle, l'élite du pouvoir se restaure ».

Méritocratie ???

Je suis sûr que tu connais les visionnaires que sont Elon Musk, Steve Jobs ou Mark Zuckerberg. Mais peut-être ne sais-tu pas, qu'en réalité la plupart des éléments technologiques modernes comme les batteries de voiture, les fusées spatiales, internet, les smartphones ou le GPS ont vu le jour grâce à la recherche financée par des fonds publics [(14)], et que Google a bénéficié de bourses de recherche allouées par la CIA et la NSA dans le but de programme sur la surveillance de masse [(15)]. Ces omissions favorisent une idéologie politique qui défend l'idée que des entrepreneurs privés sont bien plus performants que des institutions publiques.

Le Winner :

Qui n'a jamais entendu dire à propos d'un dirigeant d'entreprise : *« il s'est fait tout seul, personne ne l'a aidé* ». Quel est ce concept ? curieux ? Toutes les entreprises sont aidées d'une manière ou d'une autre, directement par les exonérations de cotisations, les diverses subventions, les crédits d'impôts, les allègements fiscaux, ou indirectement par les conditions favorables que la collectivité crée pour son développement : la formation de ses salariés, les infrastructures ainsi que les services publics et le tissu économique et social mis en place depuis des générations. Une entreprise n'est pas un ovni qui vivrait dans un monde parallèle. Une entreprise vit en interaction étroite avec son environnement économique, social et politique. Beaucoup d'entreprises parmi les plus importantes se sont même créées grâce à l'Etat en fabriquant du matériel militaire ou des infrastructures financées par les contribuables. D'autres se sont contentées de profiter des privatisations pour s'approprier

les entreprises publiques qui appartenaient à tous. Non seulement ces privatisations n'ont rien créé, mais elles ont même détruit des emplois pour augmenter les dividendes des actionnaires. Ces entreprises qui ont été financées par l'ensemble des Français appartiennent maintenant à quelques privilégiés proches du pouvoir, qui engrangent les bénéfices. L'exemple le plus frappant est Vinci, et les autoroutes.

Il y a aussi le célèbre « *quand on veut, on peut* ». Encore un mythe outrageusement simplificateur : pour une personne compétente et déterminée qui réussit, combien de bonnes volontés galèrent, juste parce qu'elles n'auront pas eu autant de chance, malgré leurs qualités ? Et combien d'autres, au contraire, réussissent juste parce qu'elles ont eu la chance d'être au bon endroit au bon moment, ou de s'être lancées un peu par hasard dans une activité qui au final, pour des facteurs externes, s'est avérée très profitable ? Je pense que l'humilité devrait être de mise, car même si ces personnes ont réussi, qui a payé leurs études, formé leurs salariés, construit et entretenu les routes et toutes les infrastructures qu'elles utilisent pour leur activité ? Donc même le « quand on veut on peut », on ne se fait pas tout seul, mais grâce aussi au travail et à la bonne volonté de tous les intervenants de la société, passés et présents, car il est impossible de s´enrichir seul dans son coin sans le concours du reste de la société. Et lorsque ces winners qui se sont faits tout seuls ont des problèmes, ils n'assument plus rien et viennent pleurer pour avoir l'aide du groupe, c'est-à-dire la collectivité ... qui bizarrement redevient ce qu'elle a toujours été : incontournable !

Malgré tous ces mythes, il est évident que la reproduction des classes sociales reste bien réelle : le fils d'acteur a beaucoup plus de chances de faire l'acteur, que d'aller monter à la chaîne des bagnoles chez Renault (d'autant plus que les usines ne sont plus en France, mais c'est un autre débat), de

se casser le dos dans le bâtiment ou sur les routes dans le froid de l'hiver ou la canicule de l'été ! La progéniture de Bernard Arnault a trouvé de supers jobs à LVMH ou dans des entreprises appartenant à LVMH. La réalité est que, selon que vous veniez au monde dans un quartier défavorisé, de parents exerçant des métiers peu rénumérés, souvent confrontés au chômage et à la recherche d'emploi, ou bien dans un hôtel particulier du XVI -ème arrondissement de Paris, de parents qui n'ont pas besoin de se lever tous les matins pour aller travailler, vous ne partez pas sur un même pied d'égalité dans la vie. Ajoutez à cela que si le principal accès à la culture sont les émissions vulgaires et débilitantes des diverses chaines de télévision d'un côté, et de l'autre le théâtre, l'opéra, les livres et les musées, l'écart se creuse un peu plus. Que l'on fréquente le lycée de quartier ou l'établissement « Louis-le-Grand » à Paris, n'ouvre pas les mêmes portes, et si le carnet d'adresses des premiers se limite au « mec » qui connait quelqu'un qui connait le patron de la petite entreprise du coin, les seconds rencontrent fréquemment dans des clubs selects les principaux décideurs du CAC40 et ont leurs entrées dans différents ministères…, la notion de méritocratie n'a rien à voir là-dedans. En mai 2021, le quotidien américain The Financial Times plaçait la France en tête des pays comptant le plus de milliardaires par héritage. Près de 80% de ces très grandes fortunes françaises sont en effet héritées, selon les données de Forbes citées par le journal.

Tous ces mythes portent au nues l'individualisme, et la réussite personnelle, mais dans nos sociétés basées sur la compétition, il arrive souvent que cette course à l'échalotte finisse en épuisement professionnel, en dépression ou en « Burn out ». Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, l'homme n'est pas un loup pour l'homme, à chaque catastrophe, c'est l'entraide qui prime entre les sinistrés, et c'est sur l'entraide que l'humanité s'est construite. Aucune société primitive n'aurait pu survivre si elle avait basé son

idéologie sur le chacun pour soi, l'individualisme et la recherche de sa satisfaction personnelle, et par conséquent nous ne serions pas là pour en débattre. C'est lorsque les sociétés basées sur l'entraide et le partage se sont développées et ont prospéré que les loups sont arrivés. Des chefs et des petits seigneurs cupides ont manipulé les foules par la ruse ou par la force et se sont adjugés des privilèges dénués de tout fondement. Une société saine et équilibrée n'a pas besoin de prédateurs en son sein, nous sommes donc une société malade. Les loups chassent en meute, la classe dirigeante l'a parfaitement intégré et pour elle « la solidarité de classe » n'est pas un vain mot.

Parce qu'ils le valent bien :

Formée à la pensée de l'économie libérale, à la logique du marché et aux bienfaits du capitalisme, notre future élite n'a aucun sens critique de la société dans laquelle nous vivons. La pauvreté c'est la faute aux pauvres, le déficit de l'assurance maladie c'est la faute aux malades et le chômage c'est la faute aux chômeurs. Pour eux, les dogmes de l'économie libérale ne sont pas en cause, c'est la population qu'il faut « éduquer », pour qu'elle soit conciliable avec la théorie. Nos futures élites avancent tête baissée, endoctrinées par le système qui les a créés. Lobotomisées jusqu'au plus profond de leurs neurones, elles sont convaincues qu'il n'y a pas d'autre alternative. Chez elles rien n'est fait au hasard : les amitiés qu'elles nouent, les réseaux qu'elles tissent, les entreprises qu'elles intègrent ou les postes dans l'administration qu'elles convoitent, tout cela n'est fait que dans un seul but : leur carrière ! A 50 ans elles auront leur Rolex ! La loi du marché explique tout. La mort d'un enfant sous-alimenté est seulement un fait divers. Le chômeur qui se suicide ne les interpelle pas. Elles sont au-dessus de tout ça, car elles sont du côté des gagnants ! Une société ne peut pas

laisser des millions de personnes sur le bas-côté, sans en payer tôt ou tard le prix. Le système qu'elles cautionnent est la cause principale d'insécurité sociale et de pauvreté, qui sont sources de délinquance et de terrorisme.

Depuis les meilleures « Prépas » jusqu'aux grandes écoles, on leur a répété qu'ils étaient les meilleurs et ils en sont persuadés. Ils ont le culte de la réussite, ce sont des « winners », ils écrasent tout sur leur passage, et ce ne sont pas quelques milliers d'anonymes disséminés sur la planète qui les empêcheront de restructurer des entreprises en licenciant, ou de voter des lois pour plus d'inégalités, afin de satisfaire le taux de croissance ! Pour eux la vision du monde est binaire, il y a ceux qui méritent leur place, grâce à leur travail ou leur naissance, en servant les intérêts des puissants. Et il y a les autres que l'on peut exploiter, les autres qui devraient être reconnaissants de ce que l'on fait pour eux, les autres qui ne font aucun effort pour s'en sortir, les autres qui ne sont qu'une masse insignifiante. « *La méritocratie est la bonne conscience des gagnants du système* », dans « L'Illusion Méritocratique » David Guilbaud, lui-même issu de ce système méritocratique, montre comment tout concourt à maintenir un statu quo inégalitaire dès les premières années du parcours scolaire en dépit des dispositifs « d'égalité des chances ».

J'ai l'impression, peut être fausse, que finalement, même si c'est une minorité, à l'intérieur de ces grandes écoles le débat est ouvert. HEC, X, l'ENS ou Sciences Po ouvrent leur porte à des personnalités et à des économistes différents, pour débattre et entendre un autre son de cloche. Certains pensent que le formatage a des limites, et que s'ils restent dans un entre soi, un jour ils se réveilleront, ils entendront un drôle de bruit venant de la rue, et ne comprendront rien aux évènements en cours. Plus pragmatiques, les plus intelligents pensent qu'il faut sérieusement commencer à changer de direction, sinon un jour plus personne ne contrôlera rien, et

malgré tout ils préfèreraient que le changement se fasse de manière douce et limité, plutôt que de manière brusque et violente. Un jour ou l'autre ça finira par craquer…

La doctrine Friedman :

Dans les années1960, les « Chicago boys », sous la direction de l'économiste américain Milton Friedman qui obtint le prix Nobel en 1976, imaginent un monde où l'économie ne serait bridée par aucune contrainte. C'est dans le Chili de Pinochet que ces théories trouveront un terrain d'expérimentation grandeur nature. La politique économique, mise en place lors de la dictature militaire, s'inspire largement des idées de Friedman sur les choix économiques du régime. L'économiste André Gunder Frank, ancien élève de Friedman qui ne partage pas ses vues, lui reprochera d'avoir soutenu des réformes « portées par un torrent de sang ». Hélas, la gangrène n'est pas restée au Chili ! Elle a été reprise par les principaux dirigeants et politiciens occidentaux, à partir des années 80 avec Ronald Reagan aux Etats-Unis et Margaret Thatcher en Grande Bretagne, et l'on oublie que dès 1976, en France, Raymond Barre [(1)] engageait son gouvernement dans une véritable voie néolibérale.

Naomi Klein, dans « la stratégie du choc » démontre comment Milton Friedman a élaboré sa théorie afin d'appliquer une thérapie de choc à l'économie, pour amener la société à accepter une forme plus dérégulée du capitalisme. Voici le résumé qu'elle fait de « Capitalism and Freedom », le livre de référence de Friedman publié en 1962 : *« Premièrement, les gouvernements doivent faire sauter toutes les règles et les régulations qui se dressent sur le chemin de l'accumulation des profits. Deuxièmement, ils devraient vendre tous les biens qu'ils possèdent, et que des entreprises pourraient gérer dans un but lucratif. Troisièmement, ils devraient radicalement*

diminuer le financement des programmes sociaux ». Sur ce programme en trois points de dérégulation, de privatisation, et de coupes sombres, Friedman apporte plein de précisions : *« les impôts, quand ils doivent exister, doivent être peu élevés. Les riches et les pauvres doivent être imposés au même taux fixe. Les entreprises doivent être libres de vendre leurs produits partout dans le monde, et les gouvernements ne devraient faire aucun effort pour protéger l'industrie ou la propriété locale. Tous les prix, y compris le prix du travail, devraient être déterminés par le marché. Il ne devrait pas y avoir de salaire minimum* ». Pour la privatisation, Friedman proposait la Santé, la Poste, l'Education, les Pensions de retraite et même les Parcs Nationaux. En résumé, et sans aucun complexe, il appelait au démantèlement du New Deal, ce délicat accord entre l'Etat, les entreprises et les travailleurs, qui avait empêché la révolte du peuple après la Grande Dépression. Quelles que soient les protections que les travailleurs avaient réussies à obtenir, quels que soient les services que l'Etat fournissait désormais pour arrondir les angles du marché, la contre-révolution de l'Ecole de Chicago voulait les récupérer. Et elle voulait plus que ça : elle voulait exproprier ce que les travailleurs et les gouvernements avaient construit durant ces décennies de travaux publics frénétiques. Les biens que Friedman pressait le gouvernement de vendre étaient le résultat d'années d'investissement d'argent public et du savoir-faire qui l'avait rendu profitable. S'il ne tenait qu'à Friedman, toute cette richesse partagée devrait être transférée dans les mains du privé, par principe. Même si elle se cachait toujours derrière le langage des maths et des sciences, la vision de Friedman coïncidait toujours avec les intérêts des grosses multinationales, qui sont par nature toujours avides de vastes marchés dérégulés.

En France, après la très courte « parenthèse socialiste » de 1981 qui a conduit à la nationalisation d'un certain nombre de sociétés, la doctrine libérale a recommencé à peser dès 1983.

Les « baisses de charges » au détriment des programmes sociaux, et les privatisations initiées par l'équipe Chirac-Balladur dès 1986, ont peu à peu détricoté tous les biens publics, mais c'est le gouvernement Jospin qui a le plus privatisé entre 1997 et 2002, rien d'étonnant, Friedrich Engels dans les années 1800 avait déjà bien cerné les socialistes : *« Un socialiste est un charlatan qui prétend supprimer les misères sociales, sans faire le moindre tort ni au capital, ni au profit. »*

Le rêve américain :

Le fameux rêve américain, l'époque où l'Amérique faisait rêver la moitié de la planète et même les 90% de la population, l'époque où tout était possible, et bien, savez-vous à combien étaient imposés les plus riches ? En 1944, les Américains les plus riches payaient 91 % d'impôt [(2)] sur le revenu. Vous avez bien lu : 91 % d'impôt sur le revenu, évidemment, cela concernait les très hauts revenus. Et en 1964, les Américains les plus riches payaient encore 77% d'impôt sur le revenu. Malgré tout il y avait quantité de milliardaires. Les années 1944-1964 étaient des années de prospérité économique aux Etats-Unis. Les prisons étaient loin d'être pleines, le service public de l'éducation de qualité et la classe moyenne florissante. Mais là-bas comme partout, la classe dominante en veut toujours plus, et bien qu'elle soit déjà milliardaire, elle désire devenir multi-multi milliardaire, et alors peu à peu des lois ont été votées pour diminuer l'impôt. Tant que la classe moyenne et les salariés n'étaient pas encore trop touchés et qu'ils avaient foi en l'Amérique, personne ne protesta. Si bien qu'en 1981, l'impôt des plus riches était tombé à 67%. Plus de 25% de réduction, en moins de 40 ans ! La santé économique aux Etats-Unis était toujours excellente, l'Amérique faisait toujours rêver ! Mais déjà l'écart entre riches et pauvres se creusait inexorablement.

De 1944 à 1981, les Américains les plus riches payaient en moyenne 80% d'impôt, la prospérité économique était au plus haut, et la délinquance au plus bas. Puis vint Ronald Reagan ! Porté au pouvoir par une oligarchie, il inaugure une nouvelle idéologie. Cette nouvelle idéologie peut se résumer par ce slogan : *« Les plus riches doivent payer 50 % d'impôt au maximum* ». Depuis le peuple américain n'a cessé de s'appauvrir ! Oh bien sûr pas les cinq ou dix pour cent des plus riches, qui ont vu leur compte en banque grossir à vue d'œil. Mais le reste de la population a vu son pouvoir d'achat baisser. Pour compenser les gels de salaires et donner l'illusion d'une croissance éternelle, on a encouragé les citoyens à s'endetter. La crise des « Subprimes » en fut une des conséquences [(3)]. Cette idéologie a été reprise en Angleterre par Margareth Thatcher, avec les conséquences que l'on sait, des centaines de milliers de fonctionnaires en moins, et des milliards en plus dans les poches des plus riches, c'est cela le néolibéralisme, l'ultra libéralisme ou tout simplement le capitalisme. Car plus vous donnez aux riches plus ils vous en demanderont ! En France depuis maintenant des décennies, tous les gouvernements sont dans ce délire, et le mouvement a tendance à s'accélérer dangereusement, toutes les contre reformes vont dans ce sens : retraites, salaires, temps de travail, services public, sécurité sociale … et ce n'est pas fini.

A partir de 1981, Ronald Reagan baisse les impôts [(4)] des américains les plus riches. Et même si les taux d'imposition sont aujourd'hui compris entre 10 et 30%, les 25 hommes les plus riches des Etats-Unis n'ont été imposés qu'à hauteur de 3,4 % entre 2014 et 2018 [(5)]. Depuis, la pauvreté [(6)] et les inégalités [(7)] atteignent des records. Les prisons sont pleines, les services de l'Etat aux populations sont sinistrés, et afin de trouver toujours plus de nouvelles sources de profits la planète est devenue un immense brasier où les plus pauvres ont de plus en plus de difficultés pour vivre. En Californie, l'année

2023 a commencé avec une population de sans-abri atteignant 181 399 personnes. Pendant ce temps, la fortune de Zuckerberg, résident californien, a augmenté de 75,1 milliards de dollars [8], soit plus que le déficit prévu de 68 milliards de dollars de l'état californien pour 2024-25. Déficit qui servira probablement d'excuse pour des coupes massives dans les services sociaux et le financement de l'éducation publique. En bref, le rêve américain, il faut être endormi pour y croire ! Comme en France, la pauvreté est la résultante d'un choix politique et non d'un échec personnel.

Enfin, petit rappel, en 1922, le sénateur Richard Pettigrew dans « ploutocratie Triomphante » écrit que la convention qui rédigea la Constitution des États-Unis était composée de 55 membres. Une majorité d'entre eux étaient des avocats. 40 possédaient du Revolutionary Scrip (monnaie émise pour contrer la monnaie coloniale). 14 étaient des spéculateurs de terrains. 24 étaient des prêteurs. 11 étaient des marchands. 15 possédaient des esclaves. Ils ont créé une Constitution qui protège les droits de propriété, pas les droits de l'homme. Dans cette convention qui rédigea, le 17 septembre 1787, la Constitution des États-Unis, il n'y avait pas un seul ouvrier ou paysan !

Eux, n'ont plus les moyens de rêver :

Après une baisse importante dans les années 1970 et 1980, le taux de pauvreté s'est stabilisé jusqu'au milieu des années 2000. Il s'est remis à progresser ensuite [9]. Aujourd'hui la France compte 5,3 millions de pauvres si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian et 9,1 millions si l'on utilise le seuil de 60 %, selon les données 2021 de l'Insee. Dans le premier cas, le taux de pauvreté est de 8,3 % et, dans le second, de 14,5 %. Pour la 17ème année consécutive, IPSOS et le Secours Populaire publient leur baromètre de la

pauvreté et de la précarité en France : en 2023, près d'un Français sur cinq déclare vivre à découvert, et 45% d'entre eux éprouver des difficultés dans le remboursement de certains actes médicaux. L'association et l'institut de sondage évoquent des « privations qui atteignent un niveau record en France », plus d'un Français sur trois ne mange plus à sa faim (10) ! Une personne vivant seule est considérée comme pauvre en France quand ses revenus mensuels sont inférieurs à 965 euros ou à 1 158 euros, selon que l'on utilise le seuil de pauvreté fixé à 50 % ou à 60 % du niveau de vie médian. Le niveau de vie médian désigne le montant pour lequel la moitié des personnes touche moins et l'autre moitié davantage (11). Il est mesuré après impôts et prestations sociales. 14,5 % de la population vit avec moins de 1 158 euros par mois et 8,3 % avec moins de 965 euros.

Je doute que les personnes qui ont fixé le seuil de pauvreté en France à 965 euros ou à 1158 euros, sachent vraiment ce que représentent ces sommes. Mais ces seuils admettent donc que des personnes vivent avec moins de 965 ou 1158 euros, donc un pourcentage non négligeable doit vivre chaque mois avec 400, 500 ou 600 euros. Quelqu'un a-t-il une idée de comment survivre avec de telles sommes ? A l'opposé, la moyenne s'établit à 6,7 millions d'euros pour les dirigeants du CAC 40, à 4,2 millions d'euros pour ceux du SBF 120 (12) (les 120 plus grosses entreprises de la bourse). Enfin voici un chiffre édifiant qui témoigne, parait-il, de la vigueur de l'économie française : l'homme le plus riche du monde et la femme la plus riche du monde sont français et pèsent à eux deux plus de 270 milliards d'euros (13) … dans un pays normal, peuplé de gens normaux, ces chiffres devraient mettrent des dizaines de millions de personnes dans la rue pour demander des comptes à nos gouvernants.

Mais nos gouvernants ne côtoient pas les pauvres, seulement les riches. C'est pour cela qu'ils aident les riches et laissent

les pauvres s'entraider. Notre ministre de l'économie, Bruno Lemaire, se félicite *« La France tient parce qu'il y a des associations, parce qu'il y a des bénévoles, parce qu'il y a les Restos du Cœur, elle tient par ce qu'il y a de la générosité individuelle* », mais ça ne l'empêche pas de déclarer peu après *« Je récuse l'idée selon laquelle il y aurait un appauvrissement de la société française* ». Preuve s'il en était que ces personnes sont complétement déconnectées des réalités… ou alors ce sont des menteurs et des escrocs !

« *La méritocratie n'est pas un remède à l'inégalité mais sa justification* » … Mickael J. SANDEL

(1) La Tribune, « France, berceau du néolibéralisme ». Publié le 31/12/ 2015. (2) Le nouvel Obs, « Quand Roosevelt taxait les hauts-revenus à 91%. » Le 28/02/ 2012. (3) La crise de 2008 a commencé il y a quarante ans ; Le Monde Diplomatique, janvier 2012 page 11 et 12. (4) Lire « Le grand bond en arrière » de Serge Halimi, page 220, 221 et 222. Petit résumé : « Reagan préconisait de diminuer l'impôt des riches, de traquer la fraude, le gâchis et l'abus. Il prévoyait que si l'on favorise les entreprises pour rétablir leur compétitivité menacée, l'enrichissement des entreprises permettra de créer de l'emploi et des opportunités pour les pauvres « du travail plutôt que de l'assistance ». En diminuant l'impôt des riches il y aura des opportunités pour les « gens d'en bas ». En agrandissant l'assiette fiscale, la perte de l'impôt des riches sera compensée par les plus pauvres. Il promet une baisse d'impôt de 30%, et une contraction du déficit qui passera de 58 milliards de dollars en 1981 à zéro en 1984. « Puis viendra la corme d'abondance : un excédent compris entre 93 et 123 milliards de dollars en 1986 ». « Alors que l'activité redémarre très vigoureusement 2 ans après son élection, le déficit budgétaire explose : 175 milliards de dollars en 1984 et 220 milliards en 1986. Plus de 300 milliards d'écart avec les prévisions. » ». (5) L'Opinion, le 09/06/2021 : « Les milliardaires américains, rois de l'évasion fiscale ». (6) Observatoire des inégalités, le 11/02/2020 : « La pauvreté dans les grands pays riches : la France se distingue ». (7) Les Echos, le 04/11/2021 : « L'explosion des inégalités aux Etats-Unis : un « ruissellement » à l'envers ». (8) Histoire et société, le 25/12/2023 : « Le point sur la situation des plus riches ». (9) Observatoire des inégalités, le 22/11/2023 : « La pauvreté en hausse ». (10) L'insoumission, le 11/09/2023 : « Baromètre du Secours Populaire : en France, en 2023, la pauvreté explose encore ». (11) L'observatoire des inégalités, le 13/12/2023 : « À quels niveaux se situent les seuils de pauvreté

en France ? ». (12) L'alsace, le 21/11/2023 : « Quels sont les patrons du CAC 40 les mieux payés en 2022 ? ». (13) Forbes.fr : « Exclusif, le classement Forbes France 2023 des 43 milliardaires français ». (14) Histoire et Société, le 07/01/2023 : « Les visionnaires de la Silicon Valley (et au-delà) font passer le profit personnel avant le progrès technologique ». (15) Les Crises.fr, le 90/90/2018 : « La véritable origine de Google repose partiellement sur des bourses de recherche sur la surveillance de masse allouées par la CIA et la NSA

Le fonctionnaire ennemi public numéro un

Tu as déjà surement entendu j'en suis sûr le plus grand mal des fonctionnaires. Mais dans le même temps tu es content d'envoyer tes enfants à l'école gratuitement, ou de te faire soigner à l'hôpital, toujours gratuitement. Dans ce que l'on appelle la France périphérique, les gilets jaunes se sont aperçus que la destruction des services publics, (moins d'écoles, de gares, d'hôpitaux …), est aussi responsable de leur mal de vivre. Alors ? Toi, es-tu prêt à te passer de service public ? Et à l'heure du coronavirus, que se serait-il passé si tout avait été privatisé ?

C'est la faute aux fonctionnaires :

Si vous jalousez les fonctionnaires, plutôt que déblatérer sans cesse sur leur dos, pourquoi ne pas passer les concours : tentez votre chance ! Il n'y a aucun privilège, tout le monde peut participer. Par contre, dans de nombreuses administrations, vu le salaire de base, cela demande un temps de réflexion ! On nous programme à mépriser, voire haïr, les fonctionnaires, et cela depuis un peu plus de trente ans ! Pourquoi ? C'est une solution de facilité : si on a des problèmes économiques, c'est parce que « *y'a trop de fonctionnaires* » ! Facile donc, c'est du prêt à penser largement répandu, donné en pâture à l'opinion publique. Pourquoi ? Parce que toutes les activités que remplissent les fonctionnaires et le secteur public représentent un marché extraordinairement juteux, que voudraient bien s'approprier certaines grosses entreprises privées !

D’autres vont encore plus loin dans la bêtise, ou alors la manipulation, ils calculent ce que coûte un fonctionnaire, carrière complète plus retraite, sur un budget annuel. Il y a quelques années un article indiquait : « *L’ancien maire de Paris a recruté 10 000 fonctionnaires, il a engagé une dépense de 35 milliards d’euros soit plus de 4 fois le budget annuel de la ville de Paris* ». Voilà un exemple parfait de manipulation, car évidement si l’on veut payer la carrière complète de ces personnes sur le budget annuel, c’est mission impossible, mais si l’on prend le budget de la ville de Paris sur la même période, nous trouvons : 621 milliards ! Il n’y a plus de problème ! C’est un peu comme si vous deviez rembourser le prêt de votre maison sur une année, c’est impossible, par contre sur vingt ans… c’est différent ! Alors, faut-il en finir avec l’emploi à vie de nos fonctionnaires ? Ou supprimer tout simplement la fonction publique ? Le Medef et tous les plus riches que compte le pays sont également pour cette mesure, vous ne trouvez pas cela surprenant ? Vous croyez sincèrement que nous ferons des économies ? Vous croyez vraiment que toutes les activités effectuées par les fonctionnaires seront réalisées gratuitement par des entreprises privées ? Vous pensez qu’une gestion privée vous avantagera ? Vous croyez que les actionnaires vont renoncer à leurs dividendes pour vos beaux yeux ?

Vous savez que ce qui coûte le plus cher dans le pays de très, très, très loin, ce sont les entreprises privées [(1)] ! On parle pourtant de centaines de milliards chaque année [(2)] ! Quoi ? Bien sûr que je ne prends pas en compte ce qu’elles rapportent mais uniquement ce qu’elles coûtent. Ben oui, pourquoi ferais-je l’effort d’être honnête ? Ceux qui passent leur temps à taper sur les fonctionnaires se soucient-ils de l’honnêteté ? D’autant plus que la bonne question est pourquoi financer le secteur privé ? S’il faut subventionner les entreprises pour qu’elles embauchent, fassent du profit et engraissent leurs actionnaires, autant les nationaliser pour

qu'elles distribuent à la collectivité les milliards de dividendes ! Oui, ce serait bien que vous mettiez autant de haine à combattre les actionnaires… qui ont un revenu à vie, n'en branlent pas une et coûtent une fortune à la société ! En finir avec l'actionnariat à vie et les glissements à vie de postes de président à directeur général et de directeur général à PDG … et à une consanguinité galopante !

La Chasse aux fonctionnaires, sport national :

Depuis déjà de longues années il est de bon ton de parler d'incompétence publique et de taxer les fonctionnaires de privilégiés. La télé, la radio, les journaux et même les séries TV, ou les humoristes, chacun y va de son clin d'œil ou de son bon mot pour accabler les services de l'Etat. La bureaucratie publique et les fonctionnaires seraient incompétents, alors que les grandes administrations des entreprises privées seraient un gage de bonne gestion. Une bonne gestion qui, pour faire fructifier les dividendes des actionnaires, crée des chômeurs, de la précarité et de la pauvreté. A titre d'exemple les frais de gestion des mutuelles sont jusqu'à six fois plus élevés que ceux de la Sécurité Sociale [(3)].

Ensuite, vous avez les lobotomisés du bulbe qui vous diront que : « *Toutes les catégories sociales bénéficiant d'avantages divers, établis par la loi, sont des privilégiés. Les fonctionnaires sont donc des privilégiés* » … alors que la plus grande différence d'avantages (sociaux et salariales) existe entre les salariés du privé eux-mêmes, entre ceux qui travaillent dans des petites boites ou chez des artisans et les salariés qui travaillent dans des grands groupes. Mais les vrais privilégiés sont ailleurs : ils se situent au sommet de la pyramide, ce sont des dirigeants politiques, des chefs de grands groupes financiers ou industriels : ne nous trompons pas de cible. Tous les salariés français du privé et du public

devraient être solidaires entre eux ! Evidemment, à quelle profession est confronté le plus régulièrement et le plus souvent un citoyen lambda : à un fonctionnaire, que ce soit à l'école, aux impôts, à l'hôpital, à la poste, dans une mairie, dans une gare … ; et évidement personne n'étant parfait, le jour où il est mal accueilli, mal informé par une personne, et bien il déverse son fiel sur 5 millions de fonctionnaires. Mais quand il n'est pas content de son garagiste, de son boulanger ou du plombier qui a refait sa salle de bain, déverse-t-il son fiel sur l'ensemble de ces professions ?

A noter que pour persuader les citoyens que les fonctionnaires sont des feignants, la méthode est simple : on dégrade leurs conditions de travail, on diminue régulièrement leurs moyens, leurs effectifs, tout en sachant que mathématiquement, leur charge de travail augmente, puisque la population augmente ! Ainsi, on peut balancer la seconde phrase du prêt à penser : *« vous voyez bien qu'ils sont de plus en plus nuls et inutiles* » ! Et oui, car parait-il, *« un fonctionnaire est toujours sectaire, de gauche, et profite du labeur de ceux qui se sont faits tout seul, sans aucune aide, qui travaillent sans cesse, et sont accablés par un impôt confiscatoire* » ; toujours cette même rengaine, véhiculée par ceux qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Qu'ils aillent donc tenter leur chance en Somalie, à Haïti, ou dans tout autre pays où la fonction publique est réduite à sa plus simple expression. Ah, il y a soudain moins de volontaires ! Je ne comprends pas cette jalousie maladive de certains à l'égard des fonctionnaires, et je trouve dommage qu'une partie de nos concitoyens, accablés par la crise et les difficultés quotidiennes, se laissent entrainer dans ce délire anti-fonctionnaire orchestré par les plus riches pour détruire la fonction publique et la remplacer par des services privés, qui leur rapporteront une fortune, sur le dos de l'ensemble de la population. Endoctrinés, certains pensent qu'en supprimant ce qui est bien, ça va faire du bien à ce qui va mal.

« Je connais des fonctionnaires qui n'hésitent pas à prendre plus de 40 jours de congé maladie, qui ont le droit d'arriver en retard tous les jours, ou qui… » Tous ces propos sont campés sur des certitudes revanchardes, plutôt que sur la raison. La chasse au fonctionnaire pour certains est devenue une sorte de revanche sur l'existence, déclinée dans un champ où l'émotion prend sans cesse le pas sur l'analyse. Comment d'ailleurs accepter d'amalgamer tous les fonctionnaires, et pourquoi ? Les fonctionnaires sont loin d'être uniformes et la fonction publique monolithique. Les libéraux n'ont de cesse de démanteler l'Etat afin de récupérer les services publics pour les rentabiliser à leur seul profit. Contrairement à ce qu'ils veulent véhiculer, ces libéraux ne créent rien, mais vivent de marchés publics, profitent de toutes les structures, aides et subventions mises à leur disposition et rêvent de capter des services qui existent déjà et qui, sous leur coupe, deviendraient par un coup de baguette magique « super efficaces » ! Parce que pour eux, ce qui prime, c'est de liquider les biens publics, afin d'en tirer de juteux bénéfices. De toute façon, ces personnes ont les moyens de mettre leurs enfants dans de très bonnes écoles privées et de se faire soigner dans d'excellentes cliniques privées, les autres ils s'en foutent ! Ecoles et cliniques privées, qui profitent à plein du système et d'argent public, il va sans dire ! Vous parlez d'un système privé !

Vous n'êtes pas fonctionnaire ? Par contre votre voisin, si, et vous n'aimez pas votre voisin. Ou alors un parent, ou un type que vous n'aimez guère, peut être avec raison. Mais ce qui vous plombe c'est que ce « connard » soit invirable, comme vous l'a dit un soir monsieur Poujadas à la grande messe du 20H. Cela vous semble injuste, par rapport à votre condition et votre mérite immense. Pourtant être fonctionnaire n'est pas un privilège, les concours sont ouverts à tous … pour le moment. Ah, vous en avez déjà raté plusieurs. Ceci explique peut-être cela ! Alors, continuez à déverser votre fiel, nos princes sont

ravis, de voir ainsi les gueux se déchirer entre eux. Ceux qui n'ont rien dans la bouche exigent qu'on étripe ceux qui peuvent encore manger. Le larbin qui reçoit 10 coups de fouet de son maître ne demande pas d'en recevoir 5, il est content si son voisin en reçoit 15. Alors que s'il s'alliait à son voisin, ensemble ils parviendraient à arracher le fouet au maître !

Les fameux 57% du PIB :

Voici un exemple de propagande ou de bêtise que l'on peut trouver sur internet ou dans certains débats télé : « *Trouver que notre pays étouffe sous une fonction publique trop nombreuse est juste du bon sens. Comme personne ne dépense 57 % de son budget pour gérer son ménage il est tout à fait aberrant de dépenser 57 % des richesses du pays pour administrer un pays* » ou « *Trop de fonctionnaires et d'Etat étouffe l'initiative privée et empêche la création de richesses*. » Mais ce que l'on oublie de dire, c'est que plus de la moitié des 57% est constituée de prestations sociales en espèces (retraites, allocations familiales et chômage...) et en nature (médicaments, consultations de médecine libérale, allocations logement...). Ces prestations, financées par des cotisations sociales ou des équivalents, ne servent aucunement à payer des fonctionnaires : elles sont versées aux ménages et cela soutient leurs dépenses auprès du privé. Bref, les décidément bien mal nommées « charges » sont aussi un revenu pour les ménages, lequel bénéficie au privé. Récemment, Bruno Lemaire, tout en confusion, affirmait que la moitié de la dépense publique était des aides sociales [(4)]. Apparemment pour notre ministre, aides et prestations sont la même chose. Malheureusement, nombreux de nos concitoyens pensent que la dépense publique ne sert qu'à payer les fonctionnaires et à verser des aides sociales.

Dans les pays ayant le plus faible taux de prélèvements obligatoires on trouve le Soudan, l'Ethiopie ou Madagascar par exemple. Dans les pays à taux élevé on trouve la Suède, le Danemark et la France. Donc l'affirmation : *« trop de fonctionnaires et d'Etat étouffe l'initiative privée et empêche la création de richesses* » est d'une totale stupidité. Cette affirmation sans cesse ressassée avant même d'y avoir réfléchi est un élément du langage de la propagande du système néo-libéral.

La finance et les grandes entreprises privées ont déjà mis la main sur les réseaux créés par la puissance publique : eau, électricité, téléphone, autoroutes. L'étape suivante c'est la Santé et l'Education, secteurs indispensables aux citoyens, mais qui font baver d'envie le capitalisme aux vues des profits qu'il pourrait réaliser. Par contre ceux qui s'offusquent des fameux 57% feraient bien mieux de s'offusquer que 30% du PIB [(5)], c'est-à-dire de l'ensemble des richesses produites par l'ensemble de la population, disparaissent dans les poches d'une petite minorité : il est là le scandale ! Et depuis que ces services ont été privatisés, vous coûtent-ils moins cher ?

Ce que l'on oublie, également, de nous dire, lorsque l'on parle de dépense publique, c'est qu'une bonne partie des 57 % de cette dépense, va directement grossir les comptes d'entreprises privées par l'externalisation de certaines fonctions, par les divers contrats de maintenance de matériel spécialisé ou la formation spécifique de certains personnels. Et bien sûr, les fonctionnaires ne mettent pas leur salaire dans un coffre-fort aux Bahamas, leur consommation participe à l'économie. Ajoutons à cela les fameux PPP [(6-7-8)] (Partenariat Publics Privés), marchés très juteux pour les gros groupes du BTP comme Eiffage, Vinci, ou Bouygues. Autre exemple, les profs de toutes les écoles privées sous contrat, véritables établissements-entreprises, sont payés par l'Etat [(9)]. De plus, toutes les administrations passent des marchés pour leurs

fournitures et l'entretien de leurs locaux, et ces dépenses sont inclues dans les fameux 57%. Au final le véritable « coût » du fonctionnaire est donc vraiment très faible et si ces services passaient au secteur privé vous n'en sortiriez pas gagnants.

Alors, privé ou public ?

Dans certains milieux il est de bon ton de chercher à opposer les salariés du secteur privé à ceux du secteur public. Chercher à faire des fonctionnaires les boucs émissaires de la faillite des politiques dont ils ne sont en rien responsables est indigne. Chercher à faire passer les fonctionnaires pour des privilégiés est injuste ! Les fonctionnaires sont une nouvelle fois les parfaits boucs émissaires pour expliquer le délabrement de nos conditions de vie. Le statut de la fonction publique est un statut anticapitaliste que l'on devrait développer à l'ensemble des salariés ; plutôt que de demander sa suppression on devrait faire l'inverse

C'est une insulte à l'intelligence que de taper sur les fonctionnaires quand le secteur privé est incapable de créer des emplois en nombre suffisant ! Les taux de chômage dans les pays capitalistes sont de véritables scandales qui justifieraient qu'on remise le capitalisme au rang des idéologies aberrantes. Il y aurait, parait-il, plus de fonctionnaires que nécessaire, d'après qui ? Les longueurs d'attente dans les différents services (hôpitaux, Poste, classes surchargées …) prouvent le contraire. Et je suis persuadé que les épiciers, les propriétaires fonciers, les artisans, les garagistes, etc…, ne se sont jamais plaints de les avoir pour clients, non ? Un secteur public fort favorise la croissance du secteur privé.

Le fossé le plus choquant n'est pas entre public et privé, mais entre petites et grandes entreprises. Dans les grosses boites,

il y a des Comités d'Entreprise, des mutuelles, des possibilités de promotion, des horaires adaptés, des semaines de congés en plus, tandis que les salariés des petites boîtes sont soumis à des chantages honteux ou à des pressions inacceptables pour leur interdire de se syndiquer ou accepter de faire des heures supp non payées. Mais on détourne l'attention du chaland, car pointer l'inégalité des salariés des grandes et petites entreprises, n'intéresse ni le Medef, ni le gouvernement ! Le comble de l'absurdité est que les premiers à réclamer la suppression de fonctionnaires sont bien souvent les premiers à gueuler quand ils font la queue aux impôts, à la poste, aux urgences, à la SNCF, à EDF. Etc.… Les fonctionnaires ne sont pas nés avec le chromosome de la fainéantise, pas plus que les salariés du privé ne sont nés avec celui de la soumission au capital ! L'autre jour dans un supermarché, j'étais dans une file d'attente aux caisses, il y avait beaucoup de monde et peu de caisses ouvertes, je me suis dit qu'à la poste ou aux impôts les gens râleraient, tandis que là tous attendaient bien sagement leur tour ! Et dans la file d'attente il y avait des gens du privé et des gens du public…

« Ce n'est pas parce que notre Etat, nos services publics, nos administrations présentent des défauts qu'il faut remettre en question le concept même de service public »
… Dominique MEDA

(1) Libération, le 13/10/2008 : « l'état met 360 milliards sur la table pour sauver les banques ». Europe 1, le 17/03/2020 : « le plan à 300 milliards pour sauver les entreprises ». (2) Statista.com, le 1er février 2023 : « Les entreprises françaises accros aux aides publiques ? » Avec près de 160 milliards d'euros versés en 2019, les subventions aux entreprises sont devenues le premier poste de dépenses de l'État. Pour se faire une idée de ce que représente un tel montant, il correspond environ au double du budget de l'Éducation nationale, qui reste par ailleurs le premier employeur de France (1,2 millions de personnes au service de 12 millions d'élèves en 2021). L'aide publique aux entreprises n'a cessé d'augmenter au cours des dernières

décennies, le montant total des subventions accordées (non ajusté de l'inflation) ayant plus que quadruplé en vingt ans. Entre 2000 et 2019, la part des aides de l'État reçues par le secteur privé dans le PIB français est ainsi passée de 2,7 % à 6,4 %. (3) Libération, le 25/09/2019 : « Dépenses de santé : les frais de gestion explosent dans les complémentaires ». (4) Horizon, le 2/05/2018 : « porter un regard neuf sur les dépenses publiques ». (5) WSWS.org, le 25/07/2018 : « Les 500 grandes fortunes françaises possèdent 30 pour cent du PIB français, ». (6) Le Monde, « Partenariats public-privé : un dispositif de plus en plus décrié », le 05 novembre 2015. (7)Les Echos, « Marchés publics, les 10 plus grands partenariats public-privé », le 20/04/15. (8) Basta, « Gestion de l'eau : quand le service public est plus efficace que le business privé », publié le 19 mars 2012. (9) Marianne, le 07/09/2021 : « Les chefs d'établissement du privé sous contrat participent à l'opacité d'un système »

C’est le capitalisme le problème

Je ne sais pas ce que tu en penses, mais perso je crois que tout est tellement imbriqué que pour sortir de ce bourbier il va falloir une grande remise en cause. Et la remise en cause n’est pas facile, on a tellement été formaté, et l’on a toujours cette peur, le changement fait peur. Pourtant, si l’on ne fait rien, le changement se fera malgré nous et contre nous.
Le « package » UE/OTAN est mortifère, mais il est bien pensé par nos élites. A mon avis pour rompre avec le capitalisme, dans un premier temps, il faut déjà rompre avec l’UE et son bras armé, l’OTAN.

Parlons sans fioriture du coût du capital :

En Europe comme ailleurs, les différents gouvernements imposent depuis des décennies des régressions sociales toujours plus radicales en transférant sur les citoyens les coûts du capital. Une part des responsabilités incombe aussi à une partie des directions syndicales réformistes qui ont intégré la fable de « la main invisible du marché » et de la concurrence « libre et non faussée », qui détruit les protections sociales et les services publics. Quelle société voulons-nous ? une société apaisée qui regarde l'avenir avec confiance ou une société où la méfiance et la peur sont la norme ? Une société basée sur la solidarité et le partage des richesses ou une société basée sur l'exploitation et l'injustice ? Une société où le coût financier est plus important que le coût humain ou une société qui place l’humain avant l’argent ? Une société où les profits du capital sont supérieurs aux biens communs ou une société dans laquelle les intérêts collectifs doivent passer avant l’intérêt privé ? Une société où les plus

riches ont tous les droits ou une société d'où la pauvreté a été éradiquée ? Dans la société actuelle, les capitalistes nous coûtent de plus en plus cher, les entreprises du CAC40 sont sous perfusion de l'état [3] et les dividendes versés aux actionnaires ne cessent d'augmenter [4], tandis que l'on précarise toujours plus la main d'œuvre [5], le coût humain du capital est exorbitant et pénalisant pour l'ensemble de la population. Cette réalité est continuellement passée sous silence par les responsables politiques, qui nous culpabilisent en mettant en cause notre responsabilité personnelle, ou nos mauvais choix individuels, mais ce n'est pas nous qui décidons des politiques économiques, des choix techniques des entreprises, des délocalisations, des investissements ou des politiques commerciales. Ils passent sous silence que lorsque nous jugeons que ce sont eux qui prennent les mauvaises décisions impactant nos vies et notre avenir, et que nous osons contester, ils nous envoient leurs CRS. Certains ont même dépassé les limites et offert 75 000€ à des tueurs à gages [6] pour neutraliser un syndicaliste jugé « gênant » !

Cela fait des décennies que le patronat bénéficie d'exonération de cotisations, d'exonération fiscale [7], et que pourtant le chômage continue d'augmenter. Cela fait des décennies que les capitalistes pratiquent la fraude fiscale [8], l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux, tout en continuant massivement à licencier, à augmenter les emplois précaires pour préserver les dividendes des actionnaires. Cela fait des années que les conséquences sociales des décisions des multinationales donneuses d'ordre s'abattent sur les salariés des petites entreprises et font grossir les rangs des chômeurs. Cela fait des années que les conditions de travail se dégradent et provoquent de plus en plus de burn-out, de dépressions, de suicides au travail.

Toujours accros aux aides publiques [9], les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 60 milliards d'euros à leurs

actionnaires en 2019, et en 2023 les dividendes ont battu des records pour les multinationales françaises [10] ! Les gouvernements successifs n'ont eu de cesse d'exonérer les riches. Après Sarkozy, Hollande, celui de Macron a mis les bouchées doubles. La promesse d'une réforme fiscale juste et redistributrice est un miroir aux alouettes, aucune remise à plat des niches fiscales [11] injustes et inutiles qui représentent 100 milliards d'euros, pas de progressivité radicale de l'impôt sur le revenu. Rien n'a changé, il y a toujours un déséquilibre entre une fiscalité de plus en plus allégée pour les grandes entreprises et l'augmentation du poids de cette fiscalité pour les ménages, les artisans, les petites entreprises et les commerçants. L'impôt est un véritable « contrat social » qui permet une prise en charge collective des besoins collectifs, et joue ainsi un rôle primordial dans la répartition des richesses. C'est ce contrat social que le néolibéralisme veut détruire, pour achever le contrôle sur les marchés de la Santé, de l'Education ou de l'Environnement et accroitre le profit des plus riches.

Le coût du capital pour la société est destructeur, puisqu'il sape les principes fondamentaux de solidarité, d'égalité, de partage des biens communs et de défense des services publics. L'extension de la marchandisation et des privatisations [12] sont les dogmes du capitalisme et du social libéralisme. Ce ne sont ni le coût du travail, ni le soi-disant poids des cotisations patronales, et encore moins les 35 heures, qui sont le problème, mais bien le coût du capital. Toute politique économique qui se refuse à prendre ce problème à la racine est vouée à nous mener au désastre et à plonger dans la pauvreté des couches de plus en plus importantes de la population. Si vous reprenez les discours de nos dirigeants depuis des décennies, et plus récemment ceux de Sarkozy, Hollande ou Macron, vous vous apercevrez que le fil conducteur de leur politique est la diminution des charges des entreprises, la baisse des impôts des entreprises, et les

aides aux entreprises, tout cela pour relancer l'emploi : le résultat est un fiasco, ça ne marche pas !

Que fait quelqu'un d'intelligent quand il constate que ce qu'il fait ne fonctionne pas ? Eh bien, il analyse pourquoi cela ne marche pas et cherche une nouvelle solution. Et bien nos dirigeants font l'inverse, ils s'obstinent, ils renforcent des mesures qui ne produisent que l'effet inverse au but recherché. Alors, ou ils ne sont pas intelligents, ça peut s'entendre, ou alors ils ne recherchent pas l'intérêt général, mais servent des intérêts particuliers…

On pourrait aussi, plutôt que de jeter l'argent dans les poches du patronat, utiliser ces sommes colossales pour relancer l'emploi et l'économie via des grands travaux financés par l'Etat. Ce ne sont pas les chantiers qui manquent : écoles, universités, hôpitaux, logement sociaux … tout cela donnerait du travail à de nombreuses entreprises du BTP et autres. Evidemment, l'Etat pourrait très bien incorporer un volet social dans les appels d'offre, et vérifier les coûts véritables surfacturés, souvent en décalage flagrant avec les coûts initiaux prévus. Rappelons qu'embaucher un million de fonctionnaires de base, catégorie C (fonction publique d'Etat), nous coûterait environ 35 milliards … à mettre en perspective avec les milliards distribués sans contrepartie aux grosses entreprises, sans que cela ne crée le moindre emploi.

Apprivoiser le capitalisme ?

On ne peut pas demander à un tigre de devenir végétarien…

La vraie facture [16] de la crise financière de 2008 et du coût des erreurs des banques a conduit à une perte cumulée de PIB de 1 541 milliards d'euros, selon Éric Dor, directeur de la recherche économique de l'IESEG School of Management,

rattachée à l'Université catholique de Lille. C'est là la vraie facture de la crise financière et du coût des erreurs des banques. Ce chiffre représente 67,3 % du PIB nominal français de 2017. Et il s'est traduit par du chômage, des faillites, des situations sociales dégradées, des pertes de revenus. Les banques ont donc coûté à l'État beaucoup plus cher que le simple « sauvetage ». La pandémie du Covid a provoqué un fort accroissement de l'endettement public, en France comme ailleurs. La dette Covid, qui résulte de la hausse des dépenses de soutien aux entreprises et ménages et de la chute des recettes, est estimée à 215 milliards d'euros (75 milliards pour la Sécurité Sociale et 140 milliards pour l'Etat). Alors, cette dette, faut-il l'annuler ou la rembourser, le débat enflamme les économistes. A cette occasion, les déclarations de notre ministre Bruno Lemaire [17] ne laissent aucun doute : « *il va falloir payer la dette, augmenter le temps de travail et baisser les retraites* » … sous-entendu, encore une fois « *les français ne travaillent pas assez* ».

Selon les chiffres de la Dares [18] qui a étudié huit pays européens, la moyenne hebdomadaire du travail se situe en Europe à 40,3 heures, soit seulement une heure de plus qu'en France. Une durée qui ne prend en compte que les salariés à temps complet. Parmi ceux qui travaillent moins que les Français, citons les Danois (37,7). Toutefois si l'on prend en compte l'ensemble des salariés, donc en incluant ceux qui travaillent à temps partiel, la semaine moyenne s'élève dans ce cas à 36,4 heures. Les Français sont cette fois encore plus proches de la moyenne européenne avec leurs 36,3 heures, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne certes (36,8), mais toujours devant le Danemark (32,3) et les Pays-Bas (29,3). La France, qui a la réputation d'accorder de nombreux jours fériés à ses salariés, se situe en réalité légèrement en-dessous de la moyenne de l'UE, à 10 jours. L'Italie, la Suède, ou l'Allemagne font partie de la moyenne de l'UE avec 11 jours fériés. Donc, la thèse que l'on ne travaille pas assez ne tient

pas. Pour les congés payés, la France avec 25 jours se retrouve à égalité avec la Suède, le Danemark et l'Autriche, l'Allemagne en a 24, le Luxembourg 26, l'Estonie 28. Au total des jours travaillés, la France se retrouve donc dans la moyenne européenne.

Donc, manions avec précaution les chiffres que l'on entend dans nos médias. Ne nous laissons pas abuser, les solutions existent, mais il nous manque la volonté d'agir pour que les choses changent. Pourquoi votons-nous à chaque fois pour des menteurs, qui une fois élus n'ont qu'un seul but : gaver les riches ! Nous le savons, à chaque fois c'est la même chose, les gens que nous élisons ne servent en aucune façon nos intérêts, nous ne faisons pas partie du cercle de leurs amis. Trouvez-vous logique qu'un grand nombre de nos concitoyens, qui ont du mal à joindre les deux bouts, votent pour le même candidat que Dassault, que Lagardère, qu'Arnault ou Bolloré ?

Pour les riches et le Medef, les impôts, quand ils existent, doivent être peu élevés. Les riches et les pauvres doivent être imposés au même taux fixe. Aucun obstacle, aucune loi, ne devrait empêcher les entreprises de se développer et de se gérer comme elles l'entendent. Tous les prix, y compris le prix du travail, devraient être déterminés par le marché. Il ne devrait pas y avoir de salaire minimum. Aucune contrainte ne devrait gêner le développement du capital, et si celui-ci rencontre un problème, l'Etat doit dans ce cas intervenir pour lui venir en aide. Chaque entreprise devrait pouvoir définir elle-même les règles et les conditions de travail à l'intérieur de ses établissements. Retour au XIX siècle … en pire !

Il est donc urgent de fixer un revenu maximum. Limiter les salaires, est une nécessité, les inégalités de revenu ou de fortune sont des incitations à la délinquance… C'est encore plus vrai à l'échelle mondiale. En 2009, la fortune de 225

personnes était égale au revenu de deux milliards et demi d'êtres humains, en 2018, 26 personnes possédaient autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité [20], soit 3,8 milliards de personnes. Le cocktail explosif de l'humiliation et de la misère constitue un réservoir de choix pour les intégristes ou les terroristes de toute sorte. Lorsque l'on nous parle d'insécurité, en voilà une des causes ! Les richesses sont là, il ne nous reste qu'à les répartir équitablement … La loi fondamentale du capitalisme, c'est celle de la maximisation du profit. Alors que le but de l'activité économique devrait être la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs. Le travail disponible doit donc être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition doit donc déterminer la longueur de la semaine de travail. Il est grand temps de refonder un vrai code du travail et des conventions collectives contrôlées par les représentants du personnel et une grande inspection du travail. Ne laissons pas les profits faire la loi.

Toucher à la répartition des profits c'est toucher au socle même du système capitaliste, à la propriété des moyens de production et à l'organisation du travail. La question du partage des richesses est la question fondamentale de savoir quel type de société nous voulons. La captation de richesses démesurées par quelques-uns au détriment du plus grand nombre est le plus grand hold-up de l'histoire. Ceci confirme la prémonition du milliardaire Warren Buffet qui, interviewé en 2005 sur CNN, déclarait : « *Il y a une lutte des classes, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette lutte, et nous sommes en train de la gagner* ». A méditer…

Une spécialité française : le gavage des riches !

Depuis plus de 40 ans, nous poursuivons une politique économique sans jamais avoir pris le temps d'en tirer les

conclusions qui en découlent. Nous donnons sans aucune contrepartie de l'argent public a des entreprises privées sous formes de subventions, réductions d'impôts, niches fiscales, réductions de cotisations sociales pour, soi-disant, être plus compétitif et combattre le chômage [1-2]. Alors je pense qu'il n'est pas besoin de faire de grandes études ou de créer une énième commission pour nous pondre un rapport : le chômage non seulement n'a pas diminué, mais il a augmenté. Quant à la compétitivité des entreprises, elle est plombée par les dividendes toujours plus importants que l'on distribue aux actionnaires. Les mesures que nous avons mises en place sont donc un fiasco, ce n'est en aucun cas déshonorant de le reconnaitre. Partons du principe que les premiers qui ont décidé d'engager ces politiques étaient des personnes honnêtes et convaincues du bienfondé de leurs décisions. Mais ceux qui sont venus ensuite et ont poursuivi dans cette voie ne sont pas honnêtes, ils ne pouvaient ignorer les conséquences de leurs actes. Mais coute que coute, ils ont poursuivi cette absurdité.

Une nation, c'est un ensemble de personnes qui œuvrent pour un projet commun avec la volonté de vivre ensemble dans les meilleures conditions possibles. Ces conditions comprennent l'ensemble des moyens que l'organisation commune met à la disposition des individus. Dans une nation, chacun dépend donc de la communauté. Les winners oublient souvent ce genre de détail. Depuis les infrastructures, route, énergie, assainissement, en passant par la formation de leur personnel et sans oublier les juteux marchés publics, tout ce qu'ils ont, ils nous le doivent directement ou indirectement. L'ensemble des infrastructures [21] jouent un rôle essentiel dans le développement économique [22].

Bien sûr que les premiers de cordée savent que seuls ils ne sont rien, ou alors s'ils ne s'en rendent pas compte c'est grave, car cela veut dire qu'ils sont complètement aveugles

aux réalités. Donc il est temps de faire machine arrière et de repartir sur d'autres bases. Ne soyons plus dupe, car le patronat a annoncé la couleur il y a longtemps. Il n'y a qu'à rechercher sur le net les différentes déclarations de leurs représentants, comme celle de Denis Kessler [23], ancien numéro deux du Medef, qui déclarait dans un édito de la revue Challenges du 4 octobre 2007 : *« La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* ». Ils ne se cachent pas, c'est nous qui n'entendons pas.

Notre patronat, gavé d'argent public [24], est incapable de faire travailler à plein temps, 35 heures par semaine, les salariés qui sont au boulot, et il a le culot de prétendre que s'il y a du chômage, c'est parce que ceux qui travaillent ne travaillent pas plus longtemps… et qu'ils sont trop payés. Expliquez-moi comment en faisant travailler plus ceux qui ont un emploi et en les payant moins, cela réduirait le chômage ? Non, avant de travailler plus, il nous faut travailler tous ! Avant de distribuer des dividendes aux actionnaires, il faut que les salaires des salariés soient suffisants pour qu'ils puissent vivre dignement. Avant de donner de l'argent public à des entreprises privées [25], il faut que l'argent public serve à l'amélioration des services publics et au bien-être commun. La cause fondamentale du problème réside dans la nature même du système économique dans lequel nous sommes embringués.

Prenons une métaphore : Des loups, viennent, la nuit à l'ombre des regards dévorer les moutons des bergers. Les bergers embauchent des chiens de berger, les fameux « Patous » pour protéger leurs troupeaux, et même si parfois ils empêchent un carnage, les loups sont bien organisés et parviennent le plus souvent à leur fin. Le pire c'est que devant l'abondance de « biens », ils mangent les meilleurs morceaux

et laissent pourrir le reste. Les bergers ne pouvant plus vivre de leur travail, se décident à « négocier » avec les loups. Les négociations sont longues, mais au final un accord est trouvé : les bergers livreront aux loup chaque semaine une quantité définie de moutons et en contrepartie, ces derniers s'engagent à ne plus « se servir » brutalement. Les bergers quittent la table des négociations soulagés, ils sauvent l'essentiel. Pourtant, ils se rendent compte rapidement que cet accord n'engage qu'eux même. Car les loups, fidèles à leur nature, ne voient pas pourquoi ils devraient se contenter seulement d'un repas « raisonnable », alors qu'ils peuvent avoir beaucoup plus … et pourquoi pas la totalité des troupeaux. Devant les attaques incessantes des loups, les bergers hésitent, chacun prend des décisions différentes, certains essaient de lutter, mais la plupart font profil bas, espérant que les loups changent de territoire de chasse … au final, tous sont ruinés car les loups ne changent d'endroit que lorsque l'ensemble des troupeaux sont décimés.

La solution n'était pas de passer des accords avec les loups. La seule solution possible était pour les bergers de s'unir, de s'armer et de chasser de façon définitive les loups pour qu'ils ne reviennent plus jamais dévorer leurs moutons. Dans le système économique où nous évoluons c'est exactement la même chose : ce n'est pas en passant un accord avec « les marchés » que nous améliorerons nos conditions de vie et de travail. Passez des accords avec des « prédateurs » ça n'a jamais marché, c'est seulement du temporaire. Il faut inventer autre chose et mettre « hors d'état de nuire » toutes ces personnes qui vivent sur notre dos, et qui représentent un danger pour notre sécurité et nos libertés.

C'est l'ensemble du système capitaliste qu'il faut remettre en cause, bourgeoisie, actionnaire ainsi que nos prétendus représentants politiques. Que ce soit à l'assemblée nationale, au sénat, ou dans les ministères, jamais nous ne verrons nos

élus voter dans l'intérêt général de la nation et des citoyens. Dès qu'ils sont élus, tous nos représentants politiques, y compris européens, se pensent dégagés de toute obligation pendant toute la durée de leur mandat. Ce pourquoi ils ont été élus et ce qu'ils font, les lois qu'ils votent ou qu'ils proposent, n'ont souvent plus rien à voir avec les promesses faites pendant leur campagne électorale. Parfois leurs convictions ne coïncident bien souvent qu'avec leurs propres intérêts. Ils n'ont même pas l'obligation de résultat, ils échouent et reviennent quelques années après, pour échouer à nouveau, tout au moins sur le plan de l'intérêt général, pour le leur, c'est autre chose. A qui la faute ? Eh bien à nous ! Nous les réélirons encore la prochaine fois…

Le plein emploi est incompatible avec le capitalisme :

Dans un livre publié en 1844 sur « La Situation de la classe ouvrière en Angleterre », Friedrich Engels constatait que malgré les progrès techniques permettant une plus grande production de richesse et les progrès de la médecine, le sort des pauvres ne s'améliorait en aucune façon et que sous de nombreux aspects il se dégradait. Toutes les améliorations de vie des ouvriers n'ont été obtenues que par l'organisation et les combats menés par ces mêmes ouvriers. C'est après la révolution bolchevique de 1917 que les capitalistes ont concédé certains avantages à leurs salariés, toutefois ceux-ci n'étaient pas dus à leur générosité mais simplement à la peur que les idées communistes se propagent. A la chute du « Mur de Berlin », les capitalistes ont sabré le champagne et ont entrepris de démanteler toutes les avancées sociales : il n'existait plus de contre modèle, le capitalisme allait pouvoir exploiter sans entrave !

En France, d'après l'observatoire des inégalités [26], 5,3 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en

2018, ce qui représente 8,3 % de la population. Il y est précisé que le niveau de vie d'une personne au RSA se situe très en dessous du seuil de pauvreté. Fin 2020, le nombre d'allocataires du RSA est de 2,1 millions, soit une augmentation de 8,5 % par rapport à 2019 (le Covid est passé par là). Un enfant sur dix vit dans une famille pauvre, c'est-à-dire dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. 22 % des jeunes de 18 à 29 ans qui vivent seuls (hors étudiants) figurent parmi les pauvres en 2017. Jusqu'à 25 ans, ils n'ont pas droit à un minimum social. C'est cela la réalité dans la cinquième puissance économique mondiale !

Pour survivre, les pauvres ont recours à des organismes de crédit, qui ne sont pas regardants sur le taux d'endettement, entrainant inévitablement un « surendettement » et plongent des familles entières dans des situations catastrophiques. Evidement ce système est une aubaine pour les banques et les organismes de crédit qui font leurs choux gras du désespoir des plus pauvres. Profitant de la paupérisation des salariés, le patronat leur fait miroiter le fameux « travailler plus pour gagner plus », alors qu'il y a plus de 6 millions de chômeurs et autant de précaires et de temps partiels ! Ces chiffres sont de véritables scandales qui justifieraient qu'on remise le capitalisme au rang des idéologies aberrantes. De plus, les « sacrifices » consentis par les salariés, espérant sauver leurs emplois, ne servent à rien, car la recherche incessante des gains de productivité conduit inévitablement à des plans de licenciement. Ensuite, il fait pression sur les salaires, et il culpabilise les travailleurs sans emploi. En fin de course ce sont les délocalisations.

Selon un rapport de France Stratégie [27], les grandes entreprises françaises sont devenues des championnes de la délocalisation à partir des années 2000, au détriment de l'emploi industriel. Depuis 1980, l'industrie française a perdu la moitié de ses effectifs et ne représente plus aujourd'hui que

10,3% du total des emplois. La part de l'industrie dans le PIB s'établissait à 13,4% en 2018, contre 25,5% en Allemagne, 19,7% en Italie ou 16,1% en Espagne. Ainsi, l'emploi à l'étranger des filiales industrielles des groupes français représente 62% de l'emploi industriel en France, contre 52% au Royaume-Uni, 38% en Allemagne, 26% en Italie et 10% en Espagne. Les délocalisations sont des choix mûrement réfléchis afin d'augmenter les profits. Pour les capitalistes, le sort des salariés ne rentre pas en ligne de compte. En France, nous avons sans doute le patronat le plus rapace d'Europe… je n'ose pas dire du monde.

Prenons un exemple, depuis le milieu des années 2000, les constructeurs français ont massivement délocalisé l'assemblage de leurs véhicules [(28)]. Ces quinze dernières années, le nombre de voitures assemblées sur le territoire français a été divisé par deux. En 2004, le nombre d'emplois pour la conception et la fabrication de voitures en France était de 330 000, en 2019 ils n'étaient guère plus que de 200 000. Depuis 2006, plus d'un véhicule sur deux commercialisés par une marque française provient d'un pays étranger. Pendant que la France, entre 2005 et 2019, a quasiment divisé par deux le nombre de voitures assemblées sur son territoire, la Chine ou la Slovaquie ont multiplié leur production par cinq.

Dans le secteur de la santé [(29)], la chaine de production du médicament a été largement délocalisée au cours des deux dernières décennies. La même dynamique est à l'œuvre pour les appareils médicaux selon Stéphane Regnault, membre du conseil d'administration du Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (Snitem). « *Il y a vraiment beaucoup d'entreprises qui sont allées produire ailleurs ces dernières années, la production en France est très ravagée* », explique ce chef d'entreprise, président du fabricant français Vygon. *« Cela concerne les sondes, les cathéters, les masques, les seringues… Une part de plus en plus importante du matériel*

utilisé à l'hôpital « vient de loin ». Cette délocalisation à outrance rend notre nation dangereusement dépendante d'autres pays, la période du Covid 19 en a fait la triste démonstration. Le même problème se posera, forcement, pour d'autres secteurs.

Le capital ne veut pas et ne peut pas garantir le plein emploi. Le chômage est une conséquence directe du capitalisme. D'une part, les chômeurs forment une armée de réserve pour les périodes de croissance éventuelle. D'autre part, le chômage pousse les travailleurs à accepter des conditions de travail plus dures pour un salaire moindre. Les détériorations des conditions de travail entrainent de fait des difficultés d'alimentation, de logement et de santé. La paupérisation de la classe ouvrière n'est pas une fatalité, elle est la résultante du système économique, et d'un manque de courage politique. Parfois, à l'occasion de grandes envolées médiatiques, certains hommes politiques de gauche, mais aussi de droite, déclarent : « *il faut un partage équitable des richesses* » ! Mais ces effets d'annonce restent toujours sans lendemain. Pourquoi ? Parce que cette mesure touche de plein fouet les fondements même du système capitaliste, et les hommes que nous élisons sont les garants de ce système.

Évidemment le Medef à chaque fois tempère l'enthousiasme, car pour le syndicat patronal : « *les profits des entreprises ne sont pas négociables, seul l'actionnaire peut décider du montant de ses dividendes ».* C'est clair, pour eux, le salarié n'a aucun droit sur les richesses produites : l'actionnaire est tout, le salarié n'est rien ! Il ne faut pas intervenir dans la gestion des entreprises. D'ailleurs ils clament haut et fort que le problème de répartition des richesses n'est pas du ressort de l'État ! Or s'il est un problème essentiellement politique, c'est bien celui-là ! Adam Smith, considéré comme le père de l'économie libérale, note dans « la Richesse des Nations » en 1776 que les capitalistes se coalisent pour empêcher la

hausse des salaires bien plus souvent et plus résolument que les ouvriers le font pour les pousser à la hausse. Riccardo, un adepte de l'économie libérale dite classique dont s'inspirera John Maynard Keynes, en vient vers 1820 à soutenir que le travail est le seul facteur de la création de valeur.

La crise du Covid, a mis en évidence ces contradictions. L'Etat a déversé de l'argent [30] aux grandes entreprises, qui elles-mêmes ont continué à rémunérer leurs actionnaires. Dans le même temps, elles ont mis en place des plans de licenciement ou de départs volontaires, en demandant à ceux qui restaient de travailler plus. Ce sont des millions de « petites mains » qui font tourner la machine capitaliste, ce sont les milliards de profit engendrés par ces petites mains et complétés par de l'argent public qui dégagent des dividendes pour les actionnaires, et quand une crise du système apparait, on la fait payer aux petites mains qui ont produit les richesses que se sont partagées les capitalistes. Franchement, tu ne trouves pas que c'est complètement fou ?

L'avidité du patronat est sans limite :

Non content d'avoir baissé le « coût » du travail de 10% en 30 ans [31] (part des salaires dans la valeur ajoutée), le Medef cherche toutes les excuses possibles pour ne plus payer l'impôt ! Afin de satisfaire les actionnaires qui exigent des rendements à 2 chiffres, il faut faire des choix. C'est encore le salarié qui devient la variable d'ajustement pour gonfler les dividendes. Pour le capital, le travail est toujours perçu comme un coût insupportable ! En réalité, seul le travail est producteur de richesses et nécessite une juste reconnaissance, entre autres à travers le salaire socialisé. Ces dernières décennies plus de 100 milliards d'Euros par an [32] ont été transférés des revenus du travail vers ceux du capital. Nous sommes tous et toutes concernés directement

ou indirectement par le « coût du capital [33] ». Davantage de dividendes versés, c'est moins de salaires, moins de cotisations sociales mais aussi moins de recettes fiscales, donc moins de services publics et plus de dettes.

Salaire socialisé, de quoi parle-ton ? Les salaires et les cotisations sociales sont primordiaux pour vivre, se soigner, élever sa famille et bien vieillir. Chaque augmentation de salaire gagnée améliore l'économie du pays, la protection sociale et le bien vivre ensemble. Il est bon de rappeler que le salaire ne se limite pas à ce qui est viré chaque mois sur votre compte en banque (le salaire net), mais inclut aussi les cotisations sociales (part salariale et patronale). Les cotisations dites « patronales » sont de l'argent que l'entreprise vous doit au titre de votre travail, comme votre salaire. Les « charges sociales », ça n'existe pas [34] ! Les cotisations sociales ouvrent des droits à diverses prestations comme la maladie, la maternité, le chômage, l'invalidité, ou encore plus généralement, la famille. 100 euros de cotisations sociales, ce sont notamment 41 euros pour l'assurance maladie, 24 euros pour les retraites, 19 euros pour la famille, etc. La CSG s'est en partie substituée aux cotisations sociales (assurance maladie et famille) mais ne crée pas de droits, contrairement aux cotisations !

La protection sociale accompagne les individus dans les différents moments de la vie, elle apporte des réponses aux salariés et à leur famille. Elle doit répondre aux principes de solidarité, de démocratie et d'universalité, qui constituent les fondements de la Sécurité Sociale. La Sécurité Sociale et la protection sociale ont permis des progrès sociaux considérables en termes de qualité et d'espérance de vie. Les cotisations sociales (part salariale et part patronale) représentent la majeure partie du financement de la protection sociale : les attaquer c'est fragiliser tout le système de protection sociale !

La véritable urgence est le fait qu'il est impératif de baisser « le cout du capital », mais il s'agit d'un sujet tabou car non seulement il remet en cause l'exploitation capitaliste, mais il pose la question de la justice sociale au sein de notre société. Pour nos capitalistes, c'est donc la rémunération des salariés qui doit être réajustée. Quand le patronat dit : « *il faut baisser le coût du travail* », il faut comprendre que nous devrions diminuer notre salaire et les protections sociales qui vont avec ! Faire croire que nous pourrions augmenter le salaire net en diminuant les cotisations sociales est une illusion. En premier lieu il faudrait que sa revalorisation couvre le montant résultant des diminutions de cotisation, car n'oublions pas que le salaire réel est le salaire brut (salaire net + cotisations patronales et salariales versées aux différentes caisses), donc il faudrait l'augmenter suffisamment, sinon ce serait une baisse de salaire déguisée. Et en second lieu c'est faire supporter au salarié un risque qu'il devrait assumer individuellement, selon ses moyens, comme cela se passe dans les pays anglo-saxons comme les Etat Unis, avec le succès que l'on connait. Et si vous touchiez l'intégralité de votre salaire brut, vous devriez faire une croix sur votre sécurité sociale, votre retraite, vos allocations familiales et votre assurance chômage… tout cela n'est possible que grâce à un système solidaire basé sur l'ensemble des cotisations sociales. Les cotisations sociales ne sont pas des charges, c'est notre salaire !

Selon une étude de l'Organisation Mondiale de la Santé datant de 2000, la France avait le meilleur système de santé du monde, tandis que le Royaume-Unis et les Etats-Unis étaient respectivement classés aux 18ème et 37ème rangs mondiaux. Où en sommes-nous aujourd'hui avec la destruction à grande échelle de tout le système de santé depuis les années Sarkozy ?

Le coût horaire de la main-d'œuvre [35] pour l'ensemble de la zone euro dans l'ensemble de l'industrie et des services

marchands est estimé à 32,0€ en moyenne au 4e trimestre 2019. Le coût pour la France est de 37,5 euros contre 37 euros en Allemagne, 28,4 en Italie, 22 en Espagne, 41,1 en Belgique et 36 euros aux Pays Bas. Dans l'industrie manufacturière, le coût horaire de la main-d'œuvre au 4e trimestre 2019 est de 34,3€ en moyenne pour l'ensemble de la zone euro. Pour la France, le coût horaire dans l'industrie manufacturière ressort à 38,6€, alors qu'en Allemagne, il s'établit à 41,8€. Donc non, ce n'est pas le coût du travail qui plombe les produits français, et ce n'est pas parce que le coût salarial est bas que l'économie d'un pays se porte bien. L'économie allemande est toujours la plus importante de l'Union [36], avec un PIB de 3 186 milliards d'euros, suivie par la France avec 2 278 milliards d'euros. Viennent ensuite l'Italie avec 1838 milliards d'euros et l'Espagne avec 1364 milliards.

Abaisser les cotisations sociales, c'est condamner les travailleurs les plus fragiles à la précarité, et dégrader leurs conditions de vie. A contrario, diviser par deux les dividendes des actionnaires libérerait immédiatement les milliards nécessaires pour les investissements productifs, et permettrait de revaloriser le Smic. Cela créerait de l'emploi et garantirait le financement de la Sécurité Sociale. Sinon, peu à peu nous allons glisser vers un système à l'anglo-saxonne, mais il faut savoir que l'espérance de vie est inférieure de trois ans aux Etats-Unis qu'en France, la mortalité infantile pratiquement le double et quant à l'espérance de vie en bonne santé après 60 ans, si vous n'avez plus les moyens d'avoir une mutuelle… c'est encore autre chose !

Le capital est allergique à l'impôt :

Idéologiquement, il existe en France une aversion populaire à l'égard de l'impôt qui saigne le peuple : la taille, la dîme, la gabelle … La classe dirigeante s'appuie habilement sur cette

aversion populaire pour véhiculer sa propre haine envers l'impôt. Les économistes et idéologues libéraux y vont de leurs couplets : trop d'impôts tuent l'impôt, la fiscalité décourage l'initiative privée … Alors que la réalité est exactement l'inverse : la baisse des impôts tue la croissance à cause de la diminution des dépenses publiques qui jouent un rôle essentiel sur l'activité économique. Cette haine de l'impôt permet de justifier les privatisations. Les services publics sont toujours présentés comme improductifs et coûteux. Mais une fois privatisés, ces services, comme par enchantement, seraient plus productifs et nous coûteraient moins cher. Cette vision est une supercherie qui confond productif et lucratif. Le secteur public n'est pas lucratif, mais il est productif de richesses et contributif de croissance économique tout comme le secteur privé.

Pensez-vous que l'Impôt soit inutile, qu'il est en quelque sorte une « punition » ? Trouvez-vous inutile ce que la collectivité met à votre disposition : routes, gymnases, piscines, parcs et jardins d'enfants, crèches, écoles, hôpitaux, cantines scolaires, centre aérés … ? Pensez-vous sincèrement que si tout cela n'était pas financé par nos impôts, mais privatisé, cela vous coûterait moins cher, le privé serait moins cher que le public ? Ne prenez surtout pas l'exemple de l'école privée, car l'école privée (sous contrat) fonctionne grâce à des subventions publiques et ses professeurs sont payés par l'Etat, donc par vos impôts ! Et les routes sur lesquelles vous circuler pour aller au travail ou au cinéma, comment sont-elles financées ? L'Etat prévoit de privatiser les routes nationales, vous pensez qu'alors leur entretien sera réalisé gracieusement par des sociétés privées ? Les services d'urgence, les pompiers, la police, les bus, les métros, les cars pour vous déplacer, tout cela est financé ou subventionné par vos impôts. Si vous ne voulez plus payer d'impôts, alors faite une croix sur tout ça, c'est vous qui voyez. Si vous préférez avoir moins pour plus cher, alors confiez tout au privé, vos

souhaits seront réalisés. Essayez seulement de calculer, si l'éducation et la santé étaient complètement privatisées, c'est-à-dire aucun financement public ou collectif, combien cela vous coûterait ? Eh bien, pour un couple avec deux enfants, vos salaires n'y suffiraient pas ! Pour l'exemple, 5 jours à l'hôpital c'est 6500 euros [37], une année de lycée c'est 11.070 euros [38]. Faites le calcul. Il faut savoir ce que l'on met derrière le « moins d'impôt », c'est un slogan de campagne électorale, mais vous n'imaginez pas les conséquences désastreuses qui se profilent derrière ce genre de promesses, si vous n'êtes pas millionnaires, fuyez les politiciens qui dans leur programme vous promettent moins d'impôt, parce qu'au final pour les mêmes services ça vous reviendra plus cher que ce que vous gagnerez par votre diminution d'impôts !

Si vous habitez une copropriété, tous les mois vous payez des « charges », une sorte d'impôt si l'on peut dire, si vous ne payez pas et bien les espaces autour des immeubles ne seront plus entretenus, les lampes ne seront plus changées, l'ascenseur restera en panne… parfois les charges sont très importantes, parce que tout est fait par des sociétés privées, y compris le syndic. Certains, surtout pour de petits immeubles qui n'ont pas de syndic, font le maximum par eux-mêmes et n'appellent des sociétés privées que pour les travaux importants. Ce type de gestion existe, et coûte moins cher aux propriétaires et locataires, mais tout le monde doit participer un minimum dans la gestion et les travaux collectifs. Ce qui est collectif coûte moins cher que le privé, mais chacun doit s'investir un minimum suivant ses capacités. Il faut d'abord recréer du lien social, discuter avec ses voisins. Les travaux effectués en commun permettent de se rencontrer, de se connaitre. Dans un pays, l'investissement minimum s'appelle l'impôt. « *L'impôt est une contribution commune, également répartie entre les citoyens en raison de leurs facultés* » déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Il ne faut pas se battre contre l'impôt, mais pour une justice fiscale, pour que l'impôt soit proportionnel à nos revenus. Il ne faut pas que l'impôt soit ressenti comme une punition par les pauvres et une bénédiction pour les riches : enfer fiscal d'un côté, paradis fiscal de l'autre. L'impôt, c'est la redistribution. Nous ne devrions pas voter pour moins d'impôts, mais pour que l'impôt soit plus juste. Ensuite, chacun doit faire son rôle de citoyen et s'intéresser à la destination de l'impôt, aussi bien au niveau national, que dans sa commune. Si malgré tout certains trouvent que l'impôt est inutile, voici une liste de pays où ils peuvent émigrés, l'impôt y est pratiquement nul : le Burundi, l'Afghanistan, Madagascar, Haïti, le Yémen ou le Soudan par exemple. Je leur souhaite bonne chance !

Les jeux de Paris, le capitalisme dans tous ses états :

L'événement sportif de l'été sera les jeux olympiques de Paris. Paris va vibrer au rythme des exploits sportifs des athlètes du monde entier et de toutes les personnalités venues se faire voir dans la capitale française qui pour l'occasion mobilisera 30 000 policiers et gendarmes en moyenne chaque jour, et 45 000 pour la cérémonie d'ouverture. Pour cette cérémonie, environ 160 chefs d'État et de gouvernement seront présents et près de 500 000 personnes au total. Mais Paris 2024 se déroulera aussi en proche banlieue parisienne et en Île-de-France. Les villes de Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Nice et Saint-Étienne, accueilleront des compétions dans leurs stades ainsi que Marseille qui accueillera également des épreuves de voile. Les épreuves de surf auront lieu en Polynésie, à Tahiti. Concernant les sociétés de sécurité privées, l'évaluation des besoins par le Comité d'organisation est de 17 000 agents de sécurité par jour en moyenne durant les Jeux, avec des pics pouvant atteindre 22 000 par jour. Le Comité des JO a demandé à ses prestataires de prévoir un surcroît de ressources compris entre 10% et 30% afin de faire face aux

défections de dernière minute. Des caméras dites « intelligentes » couplées à des logiciels de traitement d'images permettront d'analyser de manière automatisée certaines caractéristiques de personnes ou de leur comportement.

Les dépenses publiques totales pour l'organisation des Jeux s'élèveraient à 5,2 milliards d'euros, pour un budget total de 11,8 milliards d'euros, mais la Cour des comptes dans un rapport publié en janvier déclare : « cette présentation, qui mélange des dépenses publiques et des dépenses privées de diverses natures, repose sur des périmètres conventionnels qui ont évolué et ne sont en tout état de cause pas représentatifs de l'ensemble des dépenses réellement engagées. La Cour n'est pas en mesure, à ce stade, d'établir le coût réel des Jeux et son impact total sur les finances publiques. Une partie ne sera d'ailleurs connue qu'après l'événement ». En clair, on est dans le flou total, et à la sortie on retrouvera un principe essentiel du capitalisme : socialisation des pertes et privatisation des bénéfices. Les salaires des hauts dirigeants de Paris 2024 posent également question [39], les salaires annuels sont de 153 000 € brut pour 13 directeurs, plus de 200 000 € pour 8 directeurs exécutifs et 260 000 € pour le directeur général. Le total des cinq rémunérations les plus élevées s'élève à 2,2 millions d'euros. Le président du comité d'organisation Tony Estanguet est visé par une enquête sur sa rémunération. Les JO sont avant tout une affaire de gros sous, et tout le monde mange au ratelier !

Paris va offrir une image clean [40], comme virtuelle et pour cela, comme pour tous les grands événements, on a nettoyé la ville de ses pauvres, de ses SDF, de ses mendiants, rien ne doit venir ternir la fête ! Des responsables politiques et associatifs craignent que des bailleurs n'expulsent leurs locataires [41] pour mettre leur bien sur une plateforme type Airbnb et le louer à prix d'or à l'occasion des JO. Mais il y a une catégorie dont ce genre d'événement ne peut pas se

passer : les bénévoles ! On redécouvre à l'occasion un autre grand principe du capitalisme, faire travailler les gens en les payant le moins possible … et dans ce cas gratuitement ! Les forces de l'ordre elles toucheront des primes allant de 500 à 1500 euros pour la durée des jeux, mais c'est une catégorie à choyer, car elle sert de béquille au régime de Macron en cas de remise en cause de son autorité. Oui, 45 000 bénévoles seront mobilisés pour aider à l'organisation, 45 000 bénévoles qui ne seront ni payés, mais aussi ni logés, ils devront se débrouiller. Aucun domicile ne sera attribué par la mairie de Paris aux volontaires venus prêter main-forte aux JO de 2024. La cérémonie d'ouverture coutera la bagatelle de 166 millions d'euros ! De l'argent il y en a, mais comme d'habitude il n'est pas pour tout le monde…

Le spectacle aura lieu, des milliers d'athlètes se côtoieront, certains proches du statut amateur qui retomberont dans l'oubli, et d'autres multimillionnaires qui profiteront de l'occasion pour mieux vendre leur image en vue de futurs contrats plus juteux. Les multinationales feront leur pub, négocieront des contrats, on discutera « cachets » et « commissions » dans les salons feutrés des espaces VIP. Pendant que cette petite classe fera des affaires [15], des dizaines de milliers de bénévoles s'activeront dans l'ombre. Pouvoir faire tourner le système, avec des petites mains que l'on n'a pas à payer, faire travailler les gens gratuitement, c'est le stade final du capitalisme. Peut-être que dans un proche avenir il faudra même payer pour être bénévole, on n'arrête pas le progrès, le capitalisme peut toujours s'améliorer… l'organisation des JO avec ses bénévoles peut servir de réflexion aux PDG du CAC40 !

Dans le monde sportif, artistique ou industriel il faut des petites mains pour faire tourner « la machine », ces petites mains sont indispensables, sans elles rien ne serait possible, et pourtant on les cache, on les minimalise, on les dévalorise

et souvent on les méprise. Il ne faut surtout pas qu'elles se rendent compte qu'elles sont la base du système. L'on a bien vue pendant le Covid qui était indispensable, et ce n'était pas les actionnaires du CAC40 ! Alors, rien ne justifie les écarts de revenus auquel on assiste, des variations de 1 à 3 ou 1 à 5 ne seraient-elles pas amplement suffisantes ? Lors des JO de Londres, je me rappelle la déclaration d'un représentant du gouvernement anglais : « les jeunes aiment le bénévolat, les JO sont une réussite et démontrent que pour y arriver, il faut travailler dur ». Amen, la messe est dite.

***« Le capitalisme, c'est la croyance stupéfiante selon laquelle les pires des hommes vont faire les pires choses pour le plus grand bien de tout le monde »* … John Maynard KEYNES**

(1) Vie-public.fr, le13/09/2023 : « Aides publiques aux entreprises : un état des lieux ». (2) Basta, le 10/05/2022 : « Les aides publiques aux entreprises privées ont augmenté trois fois plus vite que les aides sociales ». (3) LVSL, le 07/10/2023 : « Assistanat pour ultra-riches : le CAC40 sous perfusion de l'État », Extrait de Super–profiteurs, le petit livre noir du CAC 40, un ouvrage coordonné par Frédéric Lemaire et Olivier Petitjean ; chapitre « Aides publiques : une addiction devenue un tabou », par Maxime Combes. (4) Basta, le 13/11/2020 : « En vingt ans, les dividendes distribués aux actionnaires du CAC40 ont augmenté de 269 % ». (5) Alternatives Economiques, le 26/05/2021 : « Précariser toujours plus la main d'œuvre ». (6) France 3 Auvergne-Rhône-Alpes, le 21/05/2021 : « AIN : des tueurs à gage en lien avec les renseignements devaient tuer un syndicaliste, une cheffe d'entreprise écrouée ». (7) Espace presse > Evasion fiscale : combien cela coûte-il ? www.senat.fr. (8) Fraude fiscale rapport Éric Bocquet, 2012. (9) Alternatives économiques, le 08/10/2019 : « Les aides publiques aux entreprises : probablement plus de 200 milliards par an ». (Un billet invité d'Alain Gély). (10) France Inter, le 31/08/2023 : « 2023, année de dividendes records pour les multinationales françaises ». (11) Attac, le 30/04/2020 : « Supprimer les niches fiscales inutiles et les exonérations antiécologiques ». (12) Le Monde Diplomatique, juin 2004, « Dans l'étau des privatisations ». (16) CADTM, le 08/10/2018 : « Crise de 2008 : la vraie facture laissée par les banques à la France ». (17) Les déclarations de notre ministre Lemaire le 13 février au figaro. (18) Hello Work Place, le 11/06/2019 : « Les Français

travaillent-ils moins que leurs voisins européens ? ». (19) Toute l'Europe, le 29/06/2020 : « Nombre de jours de congés et de jours fériés en Europe. ». (20) Libération, le 20/01/2019 : « En 2018, 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité ». (21) Sécurité Public Canada, octobre 2015 : « Rôle des infrastructures essentielles au chapitre de la prospérité nationale ». (22) Senat, le 23/03/2021 : « Aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité ». (23) Médiapart, le 19/12/2011 : « Denis Kessler : Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du CNR ». (24) Le Nouvel Obs, le 16/07/2021 : « Les résultats mitigés du crédit d'impôt recherche, la niche fiscale préférée des patrons ». (25) Observatoire des Multinationales, le 02/06/2021 : « « Carry back », un tour de passe-passe fiscal pour aider encore un peu plus les entreprises ». (26) Observatoire des inégalités, le 26/112020 : « Le tableau de bord de la pauvreté en France 2020 ». (27) La Tribune, le 20/11/2020 : « La France, championne des délocalisations selon France Stratégie ». (28) Auto Moto, le 10/08/2020 : « Délocalisations dans l'automobile : les chiffres qui font mal ». (29) Marianne, le 16/11/2020 : « Industrie sanitaire : face aux délocalisations, les mesures fortes promises par Macron se font attendre ». (30) Basta, le 18/05/2021 : « Derrière le succès des « prêts garantis par l'État », une bonne affaire pour les grandes banques ». (31) La Dépêche, le 0712/2012 : « La part des salaires dans la valeur ajoutée baisse depuis 30 ans ». (32) Le Monde Diplomatique, janvier 2008 : « Partage des richesses, la question taboue ». (33) L'Humanité,01/03/2018 : « cout du capital, ces milliers d'euros qui manquent aux salaires ». (34) Gérard Filoche.fr, le 25/10/2011 : « les charges sociales ça n'existe pas ! ». (35) Rexecode, le 05/06/2020 : « Indicateurs du coût de l'heure de travail en Europe ». (36) Toute l'Europe, le 19/03/2021 : « Le PIB des pays de l'Union européenne ». (37) Malakoff Humanis, le 09/10/2019 : « Coût d'une hospitalisation : combien vais-je payer ? ». (38) Diploméo, le 29/11/2016 : « Combien coûte votre scolarité à l'État ? ». (12) Ouest France, le 29/03/2024 : « ENTRETIEN. JO 2024 : « Quand j'ai vu les salaires de la direction de Paris 2024, j'étais effarée ». (13) Médiapart, le 18/02/2024 : « Jeux olympiques : Paris aussi veut « cacher les pauvres » … Dire que pour les mêmes raisons on avait violemment critiqué la Chine pour les jeux de Pékin (14) NouvelObs, le 19/03/2024 : « « A l'approche des JO, de plus en plus de locataires congédiés dans des conditions frauduleuses ». (15) LVSL, le 13/04/2024 : « Jules Boykoff : « Les JO, c'est l'économie du ruissellement inversé »

Les premiers de cordée, ces inutiles !

Notre monarque présidentiel jongle avec les termes « communautarisme et séparatisme » qu'il juge dangereux pour la cohésion nationale. Peut-être vais-je te surprendre mais il n'a pas tort. Le communautarisme prône une organisation de la société en différentes communautés. Le séparatisme désigne plutôt la volonté d'une communauté de faire sécession, de rompre avec le reste de la société et avec l'État, pour vivre à part. C'est exactement ce qui se passe actuellement, selon les origines sociales des différentes classes qui forment la société. Les plus riches vivent complètement à part du reste de la société, avec leurs propres codes, des écoles qui leur sont réservées, des loisirs où ils se retrouvent entre eux, des quartiers d'où sont bannis les pauvres… sauf leurs domestiques, bien sûr !

Ils le valent bien :

Le malentendu vient du fait que les plus riches font leur autopromotion à travers des médias qui leur appartiennent. Ils se présentent comme méritants, entreprenants … prenant des risques, avec la sueur de ceux qui bossent pour eux et les impôts de l'ensemble de la population [(1)]. Mais comme ils sont incapables de se débrouiller tout seul, il leur faut une floppée de domestiques en tout genre. Par contre, ils sont persuadés de leur bon droit. Ils sont élevés dans cet état d'esprit. Ils font de leur héritage un mérite personnel. Ils sont persuadés qu'ils le valent bien, alors que les premiers de cordée n'ont aucun mérite [(2)] d'être nés à Neuilly plutôt qu'à Aubervilliers. Ils n'auront aucun mérite, ni aucune difficulté de trouver un emploi bien payé dans les entreprises familiales.

Voici ce qu'en dit la sociologue Monique Pinçon-Charlot [3], dans un de ses nombreux ouvrages qui traite de la grande bourgeoisie française : [*« Se dire « je suis riche parce que je le vaux bien »,* c'est le résultat d'un travail idéologique et d'une escroquerie linguistique mis au point par les riches. Sur les plateaux des émissions télévisées, ils se présentent tous comme des bienfaiteurs de l'humanité, des créateurs de richesses et d'emplois, alors que c'est l'exact inverse puisque le système capitaliste est fondé sur le vol du travail d'autrui. Physiquement aussi, ils cherchent à renvoyer l'image de conquérants. L'étude menée par le psychologue social Paul K. Piff, de l'université de Berkeley, aux États-Unis, pour illustrer les liens entre richesse et beauté souligne que plus l'on est aisé, plus l'on s'observe dans un miroir. Se regarder dans la glace, c'est effectivement se mettre en scène devant soi-même. Et le corps montré est le prix de transformations dès la naissance en corps de classe. Avec leur posture droite, leur maintien, leur teint hâlé, leur manucure, leur élégance même dans une petite robe, les riches peuvent se regarder dans la glace avec plaisir. Face à eux, les personnes dont les mains sont abîmées par le travail ménager, qui grossissent parce qu'elles mangent mal et n'ont pas le temps de faire de l'exercice physique se disent : *« Je vois bien qu'ils me sont supérieurs. ».* Ce corps de classe exposé aux regards vient d'une éducation explicite et formalisée, d'un travail sur le corps précis, auquel aucun détail n'échappe.

Le miroir n'est pas le seul à renvoyer une image positive des qualités sociales que l'on reconnaît aux riches. Les possessions de ces personnes sont également très bavardes : le bel appartement ou l'hôtel particulier dans un beau quartier, le petit-déjeuner servi au lit, le fait que l'on puisse chaque jour jeter à terre sa serviette mouillée dans la salle de bain et en retrouver une propre et repassée le lendemain, le voiturier à chaque restaurant sont autant de signes qui disent au possédant qu'il est important, qu'on reconnaît sa « classe ».

Les individus ne faisant pas partie de cette classe sont comme tétanisés, ils oscillent entre acceptation de ces propos et non-consentement. Mais, pour le moment, cette guerre de classes idéologique, symbolique et sociale est gagnée par les riches. La preuve, on parle de la crise, alors qu'on devrait dire leur crise, pour bien montrer que nous n'y sommes pour rien.

Si cette crise est devenue la nôtre dès lors qu'il s'agit d'en payer les conséquences, c'est aussi en raison de ce champ de bataille sémantique ouvert par les riches pour stigmatiser et transformer les plus pauvres et la classe moyenne en ennemi intérieur. Les pauvres sont trop gros, des fraudeurs, des malades en trop grand nombre qui détruisent notre système de santé… Et croyez-le bien : les riches n'ont pas mauvaise conscience, ils sont sincèrement persuadés de leur bon droit. Tout simplement parce qu'ils sont toujours entre eux et que cet entre-soi permanent induit ce sentiment de narcissisme. L'on ne peut que constater qu'au libéralisme économique et financier correspond un libéralisme individuel. Ce libéralisme psychique ne s'embarrasse pas de culpabilité : il est cynique et décomplexé vis-à-vis des valeurs morales et de l'argent. Les conséquences de ce narcissisme sont énormes en termes de destruction d'emploi et de casse sociale. Avec notre travail critique de sociologues examinant ces rapports de classes et le processus de déshumanisation de notre société, nous espérons être des lanceurs d'alerte. S'il y avait partout des Snowden, des Irène Frachon, peut-être auraient-ils peur. Mais pour l'instant, c'est le sentiment d'impunité qui prédomine.]

Sortons de l'immobilisme, réformons !

Il faut sortir de l'immobilisme. Notre pays a besoin de réformes profondes, sinon nos enfants sont condamnés à payer nos erreurs. Le monde bouge, il faut prendre conscience que l'on

ne peut rester dans la situation actuelle. Il ne faut pas avoir peur d'aller de l'avant et de changer les choses. Qui n'a pas entendu ce discours ? Peu à peu nous avons intériorisé les arguments que les médias et nos politiques nous servent à longueur de campagnes électorales. Le fameux « *on ne peut pas faire autrement* » est maintenant présent dans le subconscient de chacun d'entre nous, et devant leur crise et les difficultés qu'elle engendre, beaucoup pensent que notre système social est à bout de souffle et qu'il va valoir faire des sacrifices et se serrer la ceinture. Et pourtant…

Il y a seulement 20 ans, pour 100 euros de travail fourni, 30 allaient à la rémunération des actionnaires. Actuellement ce sont 40 euros qui disparaissent dans leurs poches, et maintenant ils veulent 50 euros, ils n'en auront jamais assez ! Chaque année c'est plus de 100 milliards qui passent ainsi de la poche des salariés dans celle des actionnaires. A l'époque du « rêve américain », aux USA, le salaire d'un PDG était en moyenne de 40 fois le salaire minimum, actuellement en France le salaire des PDG du CAC 40 est supérieur à 500 fois le smic ! Cherchez l'erreur !

Pour faire des économies, depuis 30 ans on diminue constamment la dépense publique, on ne renouvelle pas la totalité des postes de fonctionnaires, on supprime des moyens à l'hôpital, à l'école, dans les universités … : l'Etat a-t-il fait des économies ? Non, au contraire, car l'externalisation de certaines tâches en faveur d'entreprises privés et les fameux PPP [(5)] (partenariat/public/privé) coûtent beaucoup plus cher pour une qualité moindre. Les prétendues économies réalisées servent surtout à financer des intérêts privés. On nous culpabilise sur le déficit de l'Etat, mais on ne remet jamais en cause les cadeaux que l'on consent aux grandes entreprises. Ce qui coûte le plus cher à une nation, ce sont les riches, et nous n'avons plus les moyens de les entretenir !

Depuis 20 ans les « charges », pardon les cotisations et l'impôt sur les sociétés ont continuellement baissé [4] en passant de 50 à moins de 30 % pour permettre soi-disant d'augmenter les salaires (mais notre véritable salaire est le salaire brut qui baisse en conséquence, avec toutes les protections sociales qui vont avec) et lutter contre le chômage. Échec sur toute la ligne : le chômage a explosé et les seules rémunérations qui ont augmenté sont celles des grands patrons qui se comptent en millions d'euros. Pour nous c'est la précarité, des salaires à la baisse, et un avenir incertain. Et comme cela ne suffit pas, le gouvernement s'apprête à baisser les impôts de production de 20 milliards [6] d'euros, une revendication patronale vieille de plusieurs années.

Il faut également réformer l'Education, la Santé, mais si ce sont les mêmes qui réforment il ne restera plus rien, car ils n'emploient pas les bons termes. A la place de réforme ils devraient dire destruction : car c'est bien de cela qu'il s'agit : de la destruction et du pillage de l'Etat par une poignée de privilégiés. Ils ne prennent aucun risque, ils privatisent tous les services de l'Etat, ils ne créent rien et en cas de problème ils nationalisent les pertes. Ils sont gagnants à tous les coups, nous perdons à chaque fois.

Il faut effectivement des réformes en profondeur. Ne plus écouter le discours archaïque de la droite patronale qui a toujours pleuré dans le gilet de l'Etat lorsqu'il a fallu qu'elle cède une partie de l'argent et du pouvoir qu'elle a escroqués aux citoyens. Elle nous dit que ce n'est pas possible, que nous sommes des utopistes, que nous coulons le pays. Nous l'avons entendu avec les premiers congés payés, la semaine de 40 heures, puis rebelote avec la cinquième semaine de congés et les 35 heures… leur discours ne change pas d'un iota !

Le discours de cette droite archaïque et libérale, relayé par les sociaux-démocrates, reste le même, il change seulement de vocabulaire, mais il s'agit toujours de privatisation des bénéfices et nationalisation des pertes. Leurs télés, leurs radios et leurs journaux nous lavent le cerveau tous les jours, afin de nous faire croire que la seule solution c'est celle qu'ils nous proposent ; c'est faux, réfléchissons ensemble sur un autre monde possible !

Un autre exemple, le budget de l'Enseignement est de 65 milliards, mais dans cette somme sont compris tous les marchés qui sont passés avec des entreprises privées comme : la restauration, les fournitures de bureau et d'informatique, les livres des élèves, les divers travaux d'entretiens, de réfections et autres. Et cela est également valable pour le budget de chaque ministère ! Une partie du secteur privé n'innove plus, et se contente d'attendre et de vivre de marchés et de subventions publics.

Tous les besoins essentiels de la population, eau, électricité, logement, nourriture, santé, éducation, transport devraient être mis sous contrôle citoyen. Tous les secteurs vitaux devraient être immédiatement socialisés. Plus généralement, lorsque les activités d'une entreprise deviennent indispensables à la population et se retrouvent en situation de monopole ou de quasi-monopole, elle doit être socialisée. Aucune population ne peut être à la merci d'une entreprise privée, c'est complètement incompatible avec la démocratie.

Dans un rapport de janvier 2022, Oxfam [(7)] dévoile la réalité sur « *ceux qui prennent des risques* ». Si la fortune des milliardaires a autant augmenté durant la pandémie, c'est principalement en raison de l'argent public versé sans condition par les gouvernements et les banques centrales dont ils ont pu profiter grâce à une montée en flèche des cours des actions. 5 milliardaires français possèdent désormais

autant que les 40% des Français les plus précaires. Dans le même temps, 7 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire pour vivre, soit 10% de la population française, et 4 millions de personnes supplémentaires sont en situation de vulnérabilité à cause de la crise. De mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires [8] a augmenté de 236 milliards d'euros (soit une hausse de 86%), une somme qui représenterait assez d'argent pour quadrupler le budget de l'hôpital public ou distribuer un chèque de 3500 euros à chaque Français.

.

Heureusement qu'il y a des riches pour …

L'industrie du luxe est en plein essor, rien d'étonnant à cela, vu que les riches voient leur fortune augmenter exponentiellement, et que leur coffre et leurs comptes dans les paradis fiscaux débordent, il faut bien dépenser un peu. Alors, ils créent des marques et des gadgets hors de prix pour le commun des mortels et n'hésitent pas à payer des sommes folles (aux yeux du citoyen lambda) afin d'acquérir une montre, une robe, une voiture ou un appartement… on passe le temps et son argent comme on peut. Et à l'autre bout de la chaine, la pauvreté progresse également. Ce qui n'a rien d'étonnant, si sur la table vous avez un gros gâteau et que des « goinfres » en prennent les trois quarts, il en restera très peu pour les autres.

Et ceux qui disent que le luxe crée des emplois, il faudrait faire le ratio pour savoir combien de licenciements, de fermetures d'usines, de délocalisations il a fallu pour que l'industrie du luxe connaisse un tel essor ! Encore une façon de concentrer la richesse entre les mains de gens de « bonne famille », de vivre « blingbling » et de faire la une de la presse people… qui d'ailleurs leur appartient aussi, et ils vous remercient de l'acheter ! Remarquons au passage que l'idée d'améliorer le

sort de leurs semblables ne leur effleure même pas l'esprit, alors que près de trois millions d'enfants vivent dans des familles pauvres, que le nombre de SDF explose jour après jour, que nombreux sont ceux qui ne mangent pas à leur faim et n'arrivent pas à se soigner. C'est vrai que pour eux, les pauvres ne font pas partie de leur monde, et après on voudrait que l'on soit tous unis derrière un même drapeau et vibrer pour la « patrie », mais nous n'avons pas les mêmes intérêts, encore une chimère pour nous maintenir dans l'illusion de notre devise « liberté-égalité-fraternité ».

À cela, une explication, plus vous êtes en haut de la pyramide, moins votre richesse provient de vos revenus. Les 3500 mégas riches doivent leur position à leur patrimoine, pour les deux tiers : or, en France, les revenus du capital (revenus de capitaux mobiliers et fonciers, plus-values…) ont non seulement augmenté plus vite que les revenus du travail, mais ils sont moins imposés ! C'est cela le libéralisme ! Alors qu'en 1985, les restos du cœur distribuaient 8,5 millions de repas, aujourd'hui ils en distribuent plus de 170 millions, c'est un marché en pleine explosion, nul doute qu'un jour ou l'autre nos supers riches vont s'y intéresser de près. Les restos du cœur seront « privatisés » et l'État versera de royales subventions à ses généreux propriétaires. Les supermarchés ont pris de l'avance, puisqu'ils se font rembourser leurs dons d'invendus par l'Etat [9]. Et ce n'est pas près de cesser car la matière première est inépuisable, vu que les pauvres, ils en fabriquent à tour de bras. On vit une époque formidable !

La fable du ruissèlement :

Ce gouvernement, comme le précédent et les autres avant lui, déverse dans un puit sans fond des aides, des subventions, des allégements d'impôts, des …, enfin bref, des cadeaux sans contrepartie à une petite clique de privilégiés qui ruinent

la France. Depuis des années on nous fait croire que ces milliards doivent « inciter » le patronat à investir et à embaucher, mais depuis des années, les grandes entreprises, qui n'ont que le mot « compétitivité » à la bouche, dépensent plus en dividendes reversés qu'elles n'investissent ! Pour l'anecdote, il faut environ trois années et huit mois pour qu'un smicard gagne autant que Bernard Charlès, PDG de Dassault Systèmes en une journée.

« Choc », « pacte », « compétitivité », « confiance » …, ces mots tournent en boucle, du patronat au gouvernement, en passant par les « experts-économistes » embauchés par les médias. Après traduction, il faut comprendre que les salariés dans ce pays sont trop payés, ne travaillent pas assez et profitent indûment d'une des meilleures protections sociales encore existantes en Europe. S'il y a du chômage, des licenciements, des fermetures d'entreprises, des suppressions d'emplois, ne cherchez plus, c'est parce qu'on n'est pas assez « compétitifs », et les français sont des fainéants ! Pour favoriser l'emploi, le CICE a été créé. Depuis 2013 on estime son coût cumulé à plus de 100 milliards [(10)] d'euros pour un impact quasi nul sur l'emploi. Donc, face à une mesure qui ne marche pas, la sagesse aurait été de la supprimer ? Eh bien, au contraire, depuis 2019, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été transformé en un allègement de cotisations sociales durables [(11)] et à effet immédiat.

Les libéraux voudraient nous faire croire que « plus les riches s'enrichiront, moins les pauvres le seront », ils oublient juste un détail, c'est que dans le système capitaliste, l'argent ruisselle toujours vers le haut ! Ceci est une constante qui met à mal la fable du ruissèlement. Aujourd'hui, La France regorge de riches de plus en plus riches, et de pauvres toujours plus pauvres. La classe moyenne qui se débat dans des controverses stériles, ferait bien de choisir son camp

rapidement, car elle est inexorablement entrainée vers le fond du panier. Et ce n'est pas quelques exceptions qui vont changer le sens du courant.

Le montant cumulé des 500 plus grandes fortunes de France a été multiplié par trois en dix ans, (de 2008 à 2018) atteignant un record de 650 milliards d'euros, selon le classement 2018 (12) du magazine Challenges, et encore dominé par Bernard Arnault. Ce classement, années après années, prouve que l'écart entre riches et pauvres n'en finit pas de se creuser. Dans le film de Michel Munz « Ah ! Si j'étais riche », un échange savoureux illustre parfaitement cet état de fait : *« finalement, quand on est riche, ça ne s'arrête jamais ? Rassurez-vous, c'est pareil quand on est pauvre ».* Il existe un club très fermé qui représente 0,01% de la population. Il est constitué des Français les plus riches. Ces hypers riches bénéficient de près de 700 000 euros de revenus annuels. Cette catégorie n'est constituée en France que d'un peu plus de 6.000 personnes (13). Notons également que 1% des Français détient un patrimoine supérieur à 1 941 600 €.

Alors que les débats sur l'impact de la crise du Covid-19 sur les entreprises battent leur plein, en France et partout dans le monde, dans le cadre des plans de relance à mettre en œuvre par les Etats, Oxfam (14) publie un nouveau rapport sur le partage des richesses au sein des grandes entreprises mondiales pendant la crise. Le rapport montre comment une poignée d'entreprises, essentiellement américaines, réalise des bénéfices exceptionnels pendant la crise, alimentant la fortune de leurs fondateurs et de leurs riches actionnaires alors même qu'une large partie de l'économie mondiale est encore à terre. Le rapport « Covid19 : les profits de la crise » révèlent une économie à deux vitesses :

- 32 entreprises, qui comptent parmi les plus grandes multinationales de la planète, devraient enregistrer une

hausse spectaculaire de leurs bénéfices, soit 109 milliards de dollars de plus que leur bénéfice moyen réalisé au cours des quatre années précédentes.

- Une large partie de ces bénéfices a été reversée à de riches actionnaires, alimentant les inégalités mondiales. Les 25 milliardaires les plus riches du monde ont vu leur richesse augmenter de 255 milliards de dollars entre la mi-mars et la fin mai seulement, soit une augmentation moyenne de 10 milliards de dollars.
- Jeff Bezos pourrait, avec les bénéfices qu'il a réalisés pendant la crise du Covid, verser une prime de 105 000 dollars aux 876 000 personnes employées par Amazon dans le monde, y compris les quelques 10.000 salariés en France, tout en restant aussi riche qu'il l'était avant la pandémie de coronavirus. »

Voilà, depuis des décennies, l'on gave les riches, et les riches se gavent …. Pour quels résultats [15] ? Ce qui est étonnant c'est que « les autres », plutôt que de se rebeller et reprendre la partie du gâteau aux « goinfres », qui de toute façon n'arrivent pas à tout manger, préfèrent se disputer entre eux pour se partager les miettes ! Des millions de jeunes de moins de 25 ans, diplômés ou pas, cherchent désespérément un emploi. Des millions de familles n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Les suicides et le stress deviennent monnaie courante et le harcèlement un mode de management ! Et après on s'étonne de la montée de la délinquance, de la désespérance, de la violence, des commerces parallèles, du marché noir, du travail au black, etc. … Le système capitaliste, présenté comme indépassable par nos dirigeants, est en train de sacrifier des sociétés entières sur l'autel des profits. Cependant, pendant que l'on demande des sacrifices à la majorité, une minorité de petits malins (ceux qui tirent les manettes et tentent de nous faire avaler des couleuvres) s'enrichissent honteusement, et sans pudeur. Et le gouvernement de Macron, comme ses prédécesseurs va

toujours plus loin dans son allégeance au Medef… Mais, l'accumulation sans fin de richesse n'est pas une loi divine !

Et l'argent se ramasse à la pelle :

Premièrement, voici les multiples sources d'aides publiques directes et indirectes dont ont bénéficié les grands groupes français avec la pandémie de COVID-19. Le rapport [16] « Allô Bercy ? Aides publiques : les corona-profiteurs du CAC40 » d'octobre 2020, montre que les promesses de modération des dividendes et de contreparties sociales et écologiques en cas de soutien public n'ont pas été tenues. Les données publiées sont éloquentes :

- Les entreprises du CAC40 qui ont reçu des aides publiques ont versé 30,3 milliards de dividendes.
- Deux tiers du CAC40 a maintenu le versement de juteux dividendes et huit firmes ont même augmenté leurs dividendes par rapport à l'année dernière.
- Un tiers du CAC40 a versé de généreux dividendes alors que des milliers de leurs salariés étaient rémunérés sur fonds publics via le chômage partiel.
- Plusieurs entreprises, dont l'État est actionnaire, ont maintenu le versement de leurs dividendes, en contradiction avec l'engagement du gouvernement.
- Des groupes du CAC40, soutenus massivement par les pouvoirs publics (Renault, Airbus, Sanofi ou Schneider), prévoient de supprimer [21] des milliers d'emplois.
- Aucune contrepartie réelle n'a été exigée des entreprises ni en matière environnementale, ni en matière fiscale : les engagements climatiques sont inexistants ou en trompe-l'œil tandis qu'une proportion significative des filiales de ces groupes reste située dans des pays considérés comme des paradis fiscaux et judiciaires.

Deuxième exemple : L'enquête internationale OpenLux [17] met une nouvelle fois en lumière l'évasion fiscale pratiquée de manière systématique par les ultra-riches et les multinationales. Nous apprenons que 37 des 50 familles françaises les plus fortunées ont un compte offshore au Luxembourg. Cela reflète le caractère systématique de l'évasion fiscale pratiquée par les plus riches, le Luxembourg n'étant qu'un des nombreux paradis fiscaux existants, comme la City de Londres, Jersey, Monaco ou la Suisse, tout cela à nos portes.

On comprend mieux pourquoi TF1, BFM, Le Parisien, Le Figaro ou Le Point n'ont pas couvert davantage le scandale OpenLux quand on sait que leurs riches propriétaires (respectivement Bouygues, Drahi, Arnault, Dassault et Pinault) y sont tous épinglés car ils détiennent des sociétés offshores au Luxembourg pour échapper à l'impôt [18]. Quel formidable paradoxe de voir des milliardaires utiliser leurs médias pour demander à réduire les dépenses publiques... tout en pratiquant l'évasion fiscale et en recevant des millions d'euros d'aides publiques de soutien à la presse ! On comprend pourquoi ces médias sont plus prompts à inviter Agnès Verdier-Molinié de l'IFRAP (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques) pour venir nous expliquer qu'il est urgent de réduire la dette publique, plutôt que des représentants d'Attac pour expliquer qu'il faut faire payer aux riches leur juste part d'impôt et lutter contre l'évasion fiscale !

Open-Lux vient confirmer cette analyse : Le Monde a calculé que 29 des 37 groupes du CAC 40 ayant leur siège en France étaient aussi présents au Luxembourg, par le biais d'au moins 166 filiales, la plupart ne correspondant à aucune activité commerciale. Mais cela n'a pas empêché ces entreprises de bénéficier du chômage partiel ou de plans de soutien

sectoriels puisque, pour la France comme pour l'Union européenne, le Luxembourg n'est pas un paradis fiscal !

Résumons : les plus riches français, qui sont les grands gagnants de la politique fiscale menée depuis le début du quinquennat (suppression de l'ISF, flat-tax [20] ...), sont les principaux actionnaires d'entreprises qui ont profité d'aides publiques massives (CICE, CIR, chômage partiel, plans de soutien) et de la baisse des impôts de production et de l'impôt sur les sociétés. Mais cela ne les empêche pas de multiplier les comptes au Luxembourg afin d'éviter l'impôt ! Il n'est donc pas étonnant que les médias français, détenus par les mêmes milliardaires, aient aussi peu évoqué le scandale OpenLux. Tâchons de nous en souvenir quand les mêmes médias viendront claironner qu'il est inéluctable de réformer les retraites pour faire des économies, qu'il est urgent de réduire les dépenses publiques afin de réduire la dette publique ou qu'il n'est pas possible de rétablir la justice fiscale en faisant payer aux riches et aux multinationales leur juste part d'impôt !

Nous sommes vraiment dans un monde devenu complètement fou. Prétextant la fuite des capitaux ou les délocalisations, le Medef en veut toujours plus : baisses d'impôt, allègements de charge, pardon de cotisations, et davantage de subventions. Et toutes ces mesures qui consistent à gaver les plus riches n'ont eu jusqu'à présent qu'un seul effet : l'augmentation du chômage et de la précarité ! La course en avant des plus riches vers toujours plus de richesse est une des principales conséquences de la hausse des inégalités ; donc tant que nous ne remettrons pas en cause le droit de s'enrichir sans compter et sans morale, toutes les autres déclarations ne seront que de la poudre aux yeux ! Encore une fois, nous nous dirigeons vers un chaos économique devant lequel la crise des « subprimes » de 2008 n'était qu'une aimable plaisanterie. Et chacun fantasme sur le

fait qu'il pourra s'en sortir, parce qu'il est plus débrouillard que son voisin.

Les politiques servent le capital et l'État gère le système d'exploitation en place. Tous les sacrifices et les cures d'austérité sont payés par la population, et servent à rétribuer des spéculateurs et des actionnaires (19) milliardaires. Ne serait-il pas temps enfin de nous débarrasser de toute cette clique d'individus menteurs, corrompus, criminels qui mettent le monde à sac pour leur plus grand profit avec la complicité tacite des politiciens de tous bords et des médias aux ordres ?

***« L'un des mensonges néolibéraux consiste à dire que la croissance économique des entreprises produit une meilleure répartition de la richesse et de l'emploi. C'est faux. De même que l'accroissement du pouvoir d'un roi n'a pas pour effet un accroissement du pouvoir de ses sujets, c'est plutôt le contraire, l'absolutisme du capital financier n'améliore pas la répartition des richesses et ne crée pas de travail.* » … Sous-commandant MARCOS**

(1) Observatoire des inégalités le 22/01/2021 : « Les assistés de la France d'en haut ». (2) la méritocratie est un écran de fumée, présentant faussement les privilèges culturels fondés sur la classe sociale comme une question de talent individuel, voir « Start-up nation : Comment la « France-entreprise » de Macron est devenue un régime autoritaire » sur les crises.fr du 19 septembre 2021. (3) Nouvel Obs, le 31/08/2013 : « Les riches sont narcissiques : ils sont persuadés qu'ils le valent bien ». (4) Les Echos, le 25/09/2019 : « Budget : comment l'impôt sur les sociétés va baisser pour les grands groupes ». (5) C'est au Royaume-Unis de madame Thatcher qu'apparaissent les PPP ; rapidement, ce type de contrat est encouragé par l'OCDE et l'UE. C'est une ordonnance passée sous le gouvernement Raffarin en 2004, qui sous prétexte de réduire l'endettement public, offre des rentes sur plusieurs décennies à des entreprises privées. Les PPP c'est la façon distinguée de dire : désengagement de l'Etat au profit de grands groupes privés. Des chantiers, parfois pharaoniques, parfois inutiles, à la rentabilité incertaine pour la collectivité, vont pouvoir être lancés. Le principe est le suivant : l'État ne voulant pas investir des sommes colossales dans la création ou l'entretien

d’une structure immobilière, laisse l’investissement au privé qui, en contrepartie, jouit d’un revenu régulier, au titre du remboursement de son investissement, sous forme de loyers ou de droit d’accès. Il s’agit de contrats attribuant des droits réels sur une longue durée, affaiblissant la décision publique au profit du secteur privé, au détriment de l'intérêt général. (6) Libération, le 02/09/2020 : « Plan de relance : les impôts de production sucrés, une facture salée ». (7) Oxfam, janvier 2022 : « Nouveau rapport d’Oxfam sur les inégalités mondiales ». (8) France Inter, le 17/01/2022 : « Selon Oxfam, la fortune des milliardaires a plus augmenté depuis le début de la pandémie qu’en une décennie ». (9) Marianne, le 23/11/2018 : « Comment les supermarchés se font rembourser leurs dons d'invendus… par l'Etat ». (10) Libération, le 31/01/2019 : « Coût, salaires, emplois : quelle évaluation a été faite du CICE ? ». (11) La Tribune, le 08/10/2018 : « La transformation du CICE en baisse de charges : une fausse bonne idée ? ». (12) Challenges, le 04/07/2018 : « Voici le classement des 500 plus grosses fortunes de France en 2018 ». (13) Capital, le 20/07/2018 : « Combien gagnent les riches de France et d’où vient leur fortune ? ». (14) Oxfam, le 10/09/2020 : « Comment une poignée d’entreprises et de riches actionnaires profite de la pandémie de COVID-19 ». (15) Les crises.fr, le 16/01/2021 : « Le « ruissellement » est une imposture : l’économie de l’offre alimente les inégalités ». (16) Observatoire des Multinationales, le 12/10/2020 : « « Allô Bercy ? » Des aides publiques massives pour le CAC40, sans contrepartie ». (17) Le Monde, le 08/02/2021 : « OpenLux : faire parler des registres publics, une enquête d’un genre nouveau ». (18) Le Monde, le 11/02/2021 : « OpenLux : les discrètes filiales luxembourgeoises des fleurons du CAC 40. ». (19) Blast, le 21/05/2021 : « CAC 40, dividendes record, scandale aux aides de l’État ». (20) Fakir, le 09/01/2024 : « Bruno Le Maire cherche 12 milliards ? Fakir lui en trouve 163 ! ». (21) Observatoire des multinationales, le 26/05/2021 : « Allô Bercy ? Abreuvé d’aides publiques, le CAC40 continue de gâter ses actionnaire ».

Combien rapportez-vous à votre employeur ?

Qui produit la richesse et à qui profite vraiment sa production ? Dans une brochure écrite en 1907, le socialiste britannique John Wheatley décrit une cour de justice imaginaire où un magnat du charbon, un propriétaire terrien et d'autres protagonistes sont accusés « d'avoir conspiré contre un vieux mineur, Dick McGonnagle, et de l'avoir volé » … Le pamphlet, « How the Miners are Robbed » (Comment on vole les mineurs), eut un impact considérable avant la première guerre mondiale. Son analyse de classe demeure valable pour les travailleurs d'aujourd'hui, qui continuent de se faire voler. Dans l'extrait qui suit, le juge interroge les témoins. La première personne à se présenter à la barre est le propriétaire de la houillère.

Juge : Quel est votre nom ?
Sucker : Frederick Michael Thomas Andrew Sucker.
Juge : Vous avez beaucoup de noms !
Sucker : Je proteste !
Juge : Je ne vous ai pas demandé quelle est votre activité. Je désire savoir comment vous en êtes arrivé à posséder autant de noms.
Sucker : Je ne peux répondre à votre question, monsieur le juge.
Juge : Ah ! Voilà qui me parait suspect. Maintenant, voulez-vous bien nous dire quel est le montant de votre fortune ?
Sucker (avec fierté) : Un million de livres sterling.
Juge : Vous devez être un homme extrêmement compétent. Comment êtes-vous parvenu à posséder une telle fortune ?
Sucker : Je l'ai faite, monsieur le juge.

Juge : Ah ! Vous vous reconnaissez donc coupable d'avoir fabriqué de la fausse monnaie ?
Sucker (indigné) : Certainement pas !
Juge : Alors pouvez-vous nous expliquer ce que vous voulez dire par « faire fortune » ?
Sucker : Je l'ai gagnée en affaire, monsieur le juge.
Juge : Depuis combien de temps êtes-vous dans les affaires ?
Sucker : Vingt ans, monsieur le juge.
Juge : Vous devez être un travailleur très capable pour avoir gagné une somme aussi énorme en si peu de temps ?
Sucker (indigné) : Je ne travaille pas, monsieur le juge !
Juge : Ah ! Voilà qui est intéressant. Vous ne travaillez pas et, cependant, vous venez de nous dire qu'en vingt ans vous avez gagné un million de livres ?
Sucker : Je possède une houillère.
Juge : Qu'est-ce qu'une houillère ?
Sucker : C'est un puit d'une profondeur d'environ cent toises, ainsi que divers bâtiments et machines pour la production du charbon.
Juge : Avez-vous creusé le puit ?
Sucker : Non, monsieur. J'ai des hommes pour le faire.
Juge : Avez-vous fabriqué les machines et construit les bâtiments ?
Sucker : Non, monsieur. Je ne suis pas un ouvrier. J'ai des gens pour faire ce travail.
Juge : Voilà un cas extraordinaire. Vous dites que d'autres hommes ont construit les bâtiments, fabriqué les machines, creusé le puit, et cependant c'est vous qui possédez la houillère ? Les ouvriers n'en ont-ils pas une part ?
Sucker : Non, monsieur le juge. J'en suis le seul propriétaire.
Juge : J'avoue ne pas comprendre. Voulez-vous de me dire que ces hommes ont fait une houillère en parfait état de marche, pour ensuite vous la remettre sans en garder ne serait-ce qu'une partie pour eux-mêmes ?
Sucker : C'est cela même.

Juge : Ils devaient être extrêmement riches et généreux, ou alors complètement fous ! Etaient-ils des hommes riches ?
Sucker : Mais non, monsieur le juge.
Juge : Avaient-ils d'autres houillères ?
Sucker : Pas une seule, monsieur. Il s'agissait de simples ouvriers.
Juge : Qu'entendez-vous par de « simples ouvriers » ?
Sucker : Simplement des gens qui travaillent pour d'autres.
Juge : Voilà assurément des gens qui doivent être bien généreux ! N'ont-ils pas eux-mêmes besoin d'une houillère ?
Sucker : Certainement, monsieur le juge.
Juge : Et pourtant ils n'en possèdent aucune ?
Sucker : Non, monsieur, mais je les autorise à travailler dans la mienne.
Juge : Voilà qui est bien généreux de votre part, mais évidemment pas aussi généreux que le fait de vous avoir offert cette houillère. Vous pensiez peut-être ne pas avoir besoin de l'ensemble de cette houillère, puisque vous pouviez autoriser d'autres à s'en servir ?
Sucker : Vous ne comprenez pas, monsieur le juge. Je ne travaille pas dans ma houillère. Mais je permets aux ouvriers de le faire.
Juge : Ah, je vois ! Après que ces hommes vous aient offert cette houillère, vous ne lui avez pas trouvé d'utilité, et vous la leur avez rendue pour leur éviter d'en ériger une autre ?
Sucker : Non, non, monsieur le juge ! La houillère est toujours à moi. Mais eux, ils y travaillent.
Juge : Décidément, tout cela est très confus. Vous possédez un puit que vous n'avez pas creusé, une usine que vous n'avez ni fabriquée ni érigée. Vous ne travaillez pas dans cette houillère car vous ne voulez pas travailler. Ceux qui ne veulent pas travailler n'ont en général pas de houillère, et pourtant ces gens vous en ont donné une. Les avez-vous implorés de venir travaillez dans votre houillère, puisque vous n'en aviez pas l'utilité ?

Sucker : Pas du tout, monsieur le juge ! C'est au contraire eux qui m'implorent de bien vouloir les autoriser à travailler.
Juge : Mais pourquoi vous implorer de les laisser utiliser votre houillère ? Pourquoi n'en fabriquent-ils pas une pour eux-mêmes, comme ils l'ont fait pour vous ? Mais peut-être leur versez-vous quelque pension pour le fait de travailler dans votre houillère et de la garder en bon ordre ?
Sucker : Oui, bien sûr, monsieur le juge. Je les paie selon la quantité de charbon qu'ils produisent.
Juge : Bien. Voilà qui me semble juste. Alors je suppose que ces hommes vont rapidement devenir très riches ? Ils vont gagner la valeur du charbon qu'ils produisent, ainsi que la rente que vous leur offrez pour maintenir la houillère en bon état ?
Sucker : Ah non, monsieur le juge. Le charbon qu'ils produisent est à moi.
Juge : Comment ? Ils vous remettent le produit de leur travail ? N'ont-ils pas besoin de la valeur de ce charbon ?
Sucker : Certainement, monsieur. Mais c'est mon charbon, produit dans ma houillère.
Juge : Mon cher monsieur, vous m'amusez. Ces gens ont creusé le puit, mis la houillère en ordre de marche et extrait le charbon. Quel est votre rôle là-dedans ?
Sucker : Je leur ai accordé ma permission de faire ces choses, monsieur le juge.
Juge : Vous leur avez permis de creuser le puit, et ensuite vous avez pris le puit ; vous les avez autorisés à ériger l'usine, et ensuite vous avez pris l'usine ; vous leur avez permis d'extraire le charbon, et ensuite vous avez pris le charbon. Est-ce bien cela ?
Sucker : Oui, monsieur, mais je les paie pour faire ces choses.
Juge : Comment avez-vous de l'argent pour les payer, puisque vous ne travaillez pas ?
Sucker : J'ai hérité de 10 000 livres de mon père, j'en ai dépensé une partie, jusqu'à ce que les ouvriers commencent à produire du charbon.

Juge : Comment votre père a-t-il gagné cet argent ?
Sucker : De la même manière, monsieur le juge, tout comme j'ai pu convertir ces 10 000 livres en un million.
Juge : Comment avez-vous fait cela ?
Sucker : En revendant le charbon.
Juge : Est-ce que ces hommes vous emploient pour vendre le charbon ?
Sucker : Mais non, monsieur le juge. Le charbon est à moi.
Juge : Vraiment, votre affirmation semblait si impertinente que je ne l'avais pas prise au sérieux. Est-ce que vous payez ces mineurs avec la somme que vous recevez pour le charbon, moins votre salaire ?
Sucker : Non, monsieur. Je leur donne simplement le plus petit salaire pour lequel je peux trouver des hommes pour ce travail.
Juge : Je dois dire que tout ceci est déconcertant. Pourquoi ces gens ont-ils besoin de vous pour travailler ?
Sucker : Parce qu'ils ne peuvent travailler sans les machines, qui coûtent de l'argent. Nous, les hommes riches, avons de l'argent, et donc des machines, et ces gens doivent travailler ou mourir de faim. Ils sont bien obligés d'accepter nos conditions.
Juge : L'Etat dispose certainement de tout le capital nécessaire pour ouvrir des mines, pourquoi les gens auraient-ils besoin de faire affaire avec vous ?
Sucker : Très certainement monsieur, mais l'Etat est contrôlé par le parlement, qui est composé d'hommes comme moi. Ils ne sont pas assez fous pour faire du tort à eux-mêmes.
Juge : Je ne pensais pas qu'il pouvait y avoir dans le monde des gens aussi stupides que ces travailleurs que vous décrivez. Quelle quantité de charbon un mineur produit-il en une journée ?
Sucker : Environ trois tonnes, monsieur le juge.
Juge : Et à quel prix vendez-vous ce charbon ?
Sucker : A 10 shillings par tonne, monsieur.

Juge : Maintenant, si vous pouviez être assez aimable pour nous dire combien le mineur gagne par jour pour les trois tonnes de charbon que vous revendez au prix de 30 shillings, nous devrions être en mesure de juger de la manière dont vous le traitez.
Sucker : Il reçoit cinq shillings, monsieur.
Juge : Etes-vous sérieux ?
Sucker : Oh oui, monsieur le juge.
Juge : Que devient le reste ?
Sucker : Une petite partie du reste va à l'entretien de la houillère et couvre la dépréciation des machines. Ensuite le duc en reçoit une bonne part sous forme de rentes et de « royalties ». Le reste constitue mon profit.
Juge : Que sont les rentes et les royalties ?
Sucker : Une somme réclamée par le duc en échange du droit à l'exploitation de ses terres.
Juge : Comment ? Bon, cela ne fait rien. J'interrogerais le duc prochainement. Est-ce ainsi que vous en êtes arrivé à posséder un million de livres et que ce vieil homme a sombré dans la pauvreté ? Vous avez vendu son charbon et retenu la majeure partie de son argent. Votre père a volé le sien de la même manière. Grâce au fruit de ce vol, et au fait qu'il l'a laissé sans un sou, vous avez été en mesure de voler son fils. Si nous laissons cela continuer, votre fils serait encore plus riche que vous, et son fils serait aussi pauvre que son père l'était. Par conséquent, la capacité de votre famille à réduire sa famille en esclavage pourrait croître avec chaque génération. Heureusement, ce procès va mettre un terme à votre système scandaleux. Vous pouvez maintenant disposer, pour que je puisse interroger d'autres accusés.

Une fois que le prisonnier Sucker a retrouvé sa place entre deux policiers sur le banc des accusés, un homme de forte corpulence et d'apparence rougeâtre, bien nourri et tiré à quatre épingles s'avance à la barre des témoins pour être

interrogé. En réponse à la première question du magistrat, il se présente comme étant : Le Duc d'Hamilton

Juge : Allons, allons, je vous ai demandé votre nom, pas votre activité !
Duc : C'est mon titre, monsieur le juge.
Juge : Votre titre sera peut-être un numéro, une fois que ce procès sera terminé ! Je dois vous avertir de ne pas jouer avec le tribunal. Quel est votre nom ?
Duc : Je n'utilise aucun nom.
Juge : Vous travaillez ?
Duc : Certainement pas.
Juge : Comment ? Vous aussi, vous êtes un paresseux ?
Duc : Non, monsieur. C'est que je n'ai pas besoin de travailler.
Juge : Comme tous les voleurs accomplis ! Pourquoi n'avez-vous pas besoin de travailler ?
Duc : Je suis un homme riche monsieur.
Juge : Comment avez-vous pu devenir riche, puisque vous ne travaillez pas, et puisque c'est le travail qui crée la richesse ?
Duc : Ma fortune est le fruit d'un héritage, monsieur le juge.
Juge : Votre père l'a-t-il gagné en travaillant ?
Duc : Non. Lui aussi était un homme riche.
Juge : Est-ce que votre grand-père, votre arrière-grand-père, ou quelqu'un de votre famille a-t-il jamais travaillé ?
Duc : Non, monsieur.
Juge : Comment ont-ils acquis leur fortune ?
Duc : De la même manière que j'ai eu la mienne.
Juge : C'est-à-dire ?
Duc : En autorisant les gens à utiliser mes terres.
Juge : Comment avez-vous eu des terres ? Les avez-vous créées ?
Duc : Ah non, monsieur ! Je crois que Dieu les a créées.
Juge : Les a-t-il créées pour vos ancêtres ?
Duc : Je ne peux le dire, monsieur le juge.

Juge : Vous devez certainement savoir si Dieu les a créées spécialement pour vos ancêtres, ou si ces terres étaient là avant que vos ancêtres en prennent possession ?
Duc : Elles ont toujours été là, monsieur. Mes ancêtres en ont seulement pris possession à la fin du 13e siècle.
Juge : Quel droit avaient-ils de prendre possession de ces terres ?
Duc : Elles leur ont été données par Robert le Bruce.
Juge : Mais Bruce n'a pas créé ces terres, même si c'est lui qui les a données. Il n'avait aucun droit de le faire, et vous n'avez aucun droit moral ou légal dessus. Ne travaillez-vous pas sur ces terres ?
Duc : Non monsieur. J'ai déjà expliqué que je n'ai pas besoin de travailler. J'autorise des milliers d'autres personnes à le faire.
Juge : Pourquoi ne travaillent-ils pas sur leurs propres terres ?
Duc : Parce qu'ils n'en ont pas, monsieur le juge.
Juge : Comment ? Revendiquez-vous toutes les terres de la région ?
Duc : Oui, monsieur le juge.
Juge : Et la plupart de ces hommes utilisent vos terres ou meurent de faim ?
Duc : En effet, monsieur.
Juge : J'espère que vous n'agissez pas comme l'autre accusé, avec ses machines. Est-ce que votre permission se fait à la condition qu'ils vous remettent une partie de ce qu'ils produisent ?
Duc : Bien évidemment, monsieur.
Juge : Est-ce qu'ils le font ?
Duc : Certainement, monsieur. Ils doivent le faire ou mourir de faim.
Juge (à lui-même) : Je comprends maintenant la nécessité d'un enfer éternel. Au Duc : Quel part du charbon des mineurs réclamez-vous ?
Duc : J'obtiens généralement, en « royalties » sur le travail de chaque homme, un tiers de son produit.

Juge : Cela signifie que lorsqu'un mineur produit trois tonnes de charbon il vous en donne une ?
Duc : Oui.
Juge : S'il y a 30 000 mineurs travaillant sur vos terres, chacun de ces hommes doit vous donner un tiers de ce qu'il produit ?
Duc : Oui, monsieur le juge.
Juge : Donc vous maintenez que quand 30 000 mineurs travaillent sur vos terres, vous récoltez la production de 10 000 d'entre eux ?
Duc : Oui, monsieur.
Juge : Et ces dix mille hommes doivent risquer leur vie dans les entrailles de la terre pendant que vous êtes peut-être en train de vous amuser quelque part ?
Duc : Oui, monsieur le juge.
Juge : Quelle sorte d'hommes sont-ils ?
Duc : Des hommes endurcis et intelligents, monsieur le juge.
Juge : Pourquoi ne prennent-ils pas possession de ces terres, en les nationalisant ? Ainsi vous ne pourriez plus les spolier du tiers de ce qu'ils produisent ?
Duc : Il n'en sera jamais ainsi, monsieur. Cela serait du socialisme. Ils préfèrent continuer à me payer des royalties.
Juge : Mais même tirer avantage de leur naïveté est un crime terrible. N'avez-vous pas honte d'agir ainsi ?
Duc : Certainement pas, monsieur. C'est autorisé par la loi.
Juge : Et qui écrit les lois ?
Duc : La classe à laquelle j'appartiens. Et elle n'a pas commis d'erreur, monsieur le juge.
Juge : Si tel est le cas, vous en commettez une en pensant que ce tribunal va juger votre classe avec les lois qu'elle a elle-même écrite. Qu'une communauté se laisse abuser par des individus tels que vous est quelque chose qui dépasse mon entendement. Veuillez prendre votre place sur le banc des accusés. Je vais maintenant entendre les plaignants.

Le premier plaignant est Monsieur Dick Mc.Gonnagle. Les accusations du « vieux Dick » :

Juge : Quel âge avez-vous, Dick ?
Dick : Cinquante-deux ans.
Juge : Mais vous en paraissez au moins quatre-vingt !
Dick : J'ai dû travailler très dur, monsieur le juge.
Juge : Combien de temps avez-vous travaillé à la mine ?
Dick : Quarante années.
Juge : Y avez-vous travaillé régulièrement ?
Dick : En moyenne cinq jours par semaine.
Juge : Combien de charbon avez-vous produit chaque jour ?
Dick : Près de trois tonnes, monsieur le juge.
Juge : Mon Dieu ! Vous devez être un homme très riche. En 40 ans vous devez avoir produit quelque chose comme 30 000 tonnes ?
Dick : Je ne suis pas riche, monsieur le juge.
Juge : On m'a dit que ce charbon est vendu à 10 shillings la tonne ?
Dick : Je n'en sais rien.
Juge : Alors, je suppose que vous n'avez pas conscience que le prix du marché du charbon que vous avez produit serait de 15 000 livres ?
Dick : Je n'avais pas conscience de cela, monsieur le juge.
Juge : Quel salaire avez-vous reçu ?
Dick : En moyenne, 25 shillings par semaine.
Juge : Mon Dieu ! Cela signifie que vous vous êtes fait escroquer de près de 12 500 livres ! Que sont devenus ces 12 500 livres que vous vous êtes fait voler ?
Dick : Je ne sais pas.

La défense expliqua qu'il serait prouvé que les accusés s'étaient partagés la somme entre eux, allant même par la suite jusqu'à spolier le vieil homme de la maigre part qu'il avait reçu.

Juge : Etes-vous toujours employé à la mine ?
Dick : Oui, monsieur le juge.
Juge : Ne trouvez-vous pas quand même difficile d'aller à la mine ?
Dick : Oui. Je dois maintenant partir une demi-heure plus tôt qu'autrefois, car je dois reprendre mon souffle tous les cent mètres.
Juge : Comment rejoignez-vous la veine de charbon après être descendu dans la mine ?
Dick : Un jeune homme m'y conduit dans un wagon.
Juge : Il vous dépose là pour que vous récoltiez votre charbon ?
Dick : Oui.
Juge : Et quand vous l'avez récolté, ces hommes vous le volent ?
Dick : Oui, monsieur le juge.
Juge : Les autres travailleurs vous ont-ils volé, aussi ?
Dick : Cela m'est arrivé juste une fois, monsieur le juge. Un autre mineur s'est attribué une charrette de charbon que j'avais remplie. Il a été chassé de la mine. Mais le duc m'a volé une charrette sur trois depuis 40 ans, et je crois qu'il faudrait le chasser, lui aussi.

Après avoir entendu les témoignages d'un « socialiste » contre les prisonniers et d'un ecclésiastique pour les soutenir, le juge se leva pour donner son verdict. Il expliqua n'avoir eu aucune difficulté à reconnaître les prisonniers coupables.

« La bourgeoisie, dont la conscience de classe est très supérieure, par sa plénitude et son intransigeance, à celle du prolétariat, a un intérêt vital à imposer "sa" morale aux classes exploitées. » … **Léon TROTSKI**

Un peu d'Ukraine…

Voilà un sujet qui soulève bien des débats. Mais je pense qu'il faut revenir à son point de départ, car si déjà nous ne sommes pas d'accord sur cela, il est peut-être inutile de parler du reste. Considères-tu que « la révolution de couleur » de 2004 et « le Maiden » de 2014 sont des révolutions populaires spontanées ou alors, ont-elles été téléguidées de l'extérieur ? Penses-tu que Poutine se soit réveillé le 24 février 2022 en se disant « aujourd'hui je n'ai rien à faire et pour passer le temps, je vais envahir l'Ukraine ». On ne juge pas l'histoire sur un fait qui se passe à un moment « T », l'histoire se déroule sur le temps long. L'instant « T » est le résultat d'un processus qui prend racine dans les années, dans les décennies qui le précèdent. L'histoire se met en place patiemment, et ignorer ce fait ne peut que mener à des raisonnements défaillants où l'émotion prend le pas sur l'analyse. Je pense donc qu'il faut absolument avoir une autre clef de lecture.

Que se passe-t-il vraiment ?

Le 24 février, suite à l'intervention russe, de nombreuses personnes qui étaient incapables de situer le Donbass sur une carte, et ne s'étaient jamais intéressées aux évènements qui s'y déroulaient avaient déjà une opinion très tranchée… merci les médias. Pour ma part, j'avais déjà une petite idée sur la question car je suivais ce qui se passait en Ukraine depuis longtemps. Entre des anciens militaires américains, suisses ou français comme Scott Ritter, le Colonel Mac Gregor, Brian Berletic, Jacques Baud, Hervé Caresse, Larry Johnson vétéran de la CIA, Sylvain Ferreira historien militaire, Eric Denécé des renseignements français et d'autres sources que je recoupais, je me suis forgé ma propre opinion en usant d'un peu de logique. Par exemple, voici une phrase d'Emmanuel

Todd : *« Ceux qui pensent que la Russie veut attaquer l'Europe sont dérangés* », et celle, d'une autre historienne, Françoise Thom : *« Si on la laisse gagner en Ukraine, la Russie s'acharnera à asservir l'Europe* ». Alors qui a raison ? Faisons preuve d'un peu de logique. La population de l'ensemble des pays de l'Otan est de plus de 800 millions de personnes, avec des bases militaires établies sur tout le pourtour de la Russie. L'Otan a des moyens industriels et militaires importants. La Russie, confrontée à des problèmes démographiques, compte 150 millions de personnes, répartis sur un territoire immense, traversant 11 fuseaux horaires, qu'elle a du mal à occuper entièrement. Elle doit surveiller 30 000 kms de frontières. Ce qui préoccupe la Russie c'est l'expansion sans fin des bases de l'Otan à ses frontières. Qui menace qui ? Cette vieille rengaine de la menace russe a été utilisée pendant la guerre froide pour permettre aux américains de justifier leur présence en Europe, et en 1981, on nous prédisait que si Mitterrand était élu, il y aurait des chars soviétiques sur les champs Elysées [(1)] ! Arrêtons de jouer à nous faire peur et réfléchissons un peu. On nous raconte à chaque fois n'importe quoi et nous replongeons aussitôt comme des idiots.

Une autre grille de lecture :

Non, le conflit russo-ukrainien ne date pas de février 2022 mais de février 2014. Il a débuté après le coup d'Etat qui a renversé le président ukrainien Ianoukovitch (accusé d'avoir refusé l'accord d'association avec l'Union européenne) et l'arrivée au pouvoir de nationalistes russophobes (ce qui était une provocation dans un pays où vivaient plus de 30% de russes ou ukrainiens russophones, d'où les volontés autonomistes de ceux-ci). Rappelons le sort qui a été réservé à ceux qui s'opposaient à cette pseudo-révolution où les groupes fascistes tenaient le haut du pavé. Ainsi le 2 mai

2014, ce sont plus de 40 personnes qui ont été tuées à Odessa, brulées vives dans la maison des syndicats, par des groupes fascistes se réclamant du nouveau pouvoir ukrainien. Les tortures, viols, meurtres par le pouvoir de Kiev et ses groupes fascistes, envers des citoyens qualifiés de « pro-russes » sont documentés par l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA). Pendant 8 ans, de 2014 à 2022, la Russie n'est pas intervenue face à l'appel à l'aide formulé par les russophones du Donbass ukrainien qui se faisaient bombarder, faisant 14 000 victimes. La Russie a cherché à promouvoir une sortie de crise par les accords Minsk I et II, à l'époque validés par l'Allemagne et la France. Ces accords prévoyaient une autonomie locale à l'Est de l'Ukraine, accords sabotés par les gouvernements ukrainien, français et allemand sous la pression américaine. On ne peut se plaindre des conséquences qu'en cherchant les causes d'un problème. Depuis une quinzaine d'années, la Russie multipliait les alertes et les mises en garde pour dénoncer les attitudes belliqueuses et provocatrices à son égard. L'extension de l'OTAN depuis 30 ans aux frontières de la Russie et les manœuvres militaires organisées toujours au plus près de ses frontières dénotaient une agressivité antirusse toujours plus forte. Consciente des risques que cela pouvait entrainer, en décembre 2021, la Russie renouvela sa proposition de « Traité Européen de Sécurité », qui est rejetée, alors qu'elle ne fait que reprendre la position que les Etats-Unis eux-mêmes appliquent, concernant la neutralité de leurs zones d'influences frontalières. La pression et les provocations occidentales qui s'amplifient depuis plusieurs années rendent inéducable la suite des événements [11].

Dès le 24 février 2022, les occidentaux ont écrit le récit comme quoi les forces russes voulaient rapidement conquérir Kiev [2] et renverser le gouvernement en place, alors que la priorité de l'Opération Militaire Spéciale était de protéger les habitants du Donbass, et dénazifier l'Etat et l'armée

ukrainienne, et d'en faire un pays neutre comme l'Autriche ou la Suisse pour empêcher l'Otan d'y déployer des bases militaires. Les Russes n'ont jamais mis en œuvre les effectifs nécessaires pour prendre Kiev, qui compte 3 millions d'habitants. La prise et le maintien de la ville auraient nécessité énormément de troupes, alors que les forces déployées autour de la ville n'ont jamais dépassées plus de 40 000 soldats. L'objectif militaire n'était donc pas de prendre la ville. Il s'agissait d'exercer une pression pour atteindre un objectif politique. Et cela a failli réussir.

Immédiatement après le début de l'intervention russe, le gouvernement ukrainien accepte d'organiser des pourparlers de paix. Au cours des semaines suivantes, ces pourparlers ont eu lieu d'abord au Belarus, puis à Istanbul. Fin mars, après que l'Ukraine a accepté, au cours des négociations, de ne pas adhérer à l'OTAN, la Russie a fait un geste de bonne volonté en retirant ses troupes de la capitale. Mais début avril, à l'instigation de l'Occident, Kiev a brusquement interrompu le processus de négociation pour une résolution pacifique du conflit. Tandis que Moscou, en signe de bonne volonté, retirait ses troupes de la capitale ukrainienne, les dirigeants politiques et militaires occidentaux ont alors mal interprété les objectifs de la Russie, pensant que son armée était faible et en ont tiré des conclusions erronées. Pendant ce temps, les forces russes avaient progressé assez rapidement dans les régions de Kherson, de Zaporozhye, et de Kharkiv, prenant le contrôle de plusieurs grandes villes.

Rapidement en Ukraine, la mobilisation a démarré sous la loi martiale, et les alliés occidentaux ont commencé les premières livraisons d'armes, augmentant sans cesse leurs volumes. En même temps, des milliers de sanctions économiques, qui avaient été préparées à l'avance, furent décrétées officiellement. Sûr de lui, Bruno Le Maire affirmait [3] *« Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe.*

Nous allons livrer une guerre économique et financière totale à la Russie. ». À ce moment-là, la ligne de contact s'étendait sur plus de mille kilomètres et le petit groupe militaire russe ne pouvait pas tenir tout le front. Le commandement de Kiev, avec les informations des services de renseignements de l'Otan, en a profité pour lancer des opérations ciblées. Afin d'éviter des pertes importantes, les dirigeants russes ont commencé à retirer des unités. Ainsi, Kupyansk et Izyum ont été abandonnées dans la région de Kharkov, et le 9 novembre 2022, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgu a donné l'ordre de se retirer de Kherson vers la rive gauche du Dniepr, et de préparer une triple ligne de défense.

Les occidentaux ont commencé à s'intoxiquer par leur propre propagande, sur la faiblesse de l'économie russe et de son armée. Les russes étaient obligés de récupérer les puces des machines à laver pour fabriquer des missiles, les officiers étaient incompétents, les soldats mal équipés étaient à court de tout et montaient à l'assaut avec des pelles, leur moral était au plus bas et l'on nous ressortait le mythe [(4)] des vagues russes … la propagande et la bêtise ont atteint des sommets dans les médias occidentaux. Sous-estimer son adversaire est souvent signe de défaite dans le sport, mais à la guerre c'est la pire chose à faire, ce sont des dizaines de milliers de soldats qui en payent le prix. L'occident minoritaire s'est également rassuré en racontant des fables sur le fait que la Russie était isolée diplomatiquement, alors qu'en réalité, la grande majorité des pays du sud global entretiennent de bonnes relations avec les russes et se méfient des occidentaux… à raison ! En Russie, une mobilisation partielle a été annoncée, plus de trois cent mille réservistes ont été enrôlés dans les rangs des forces armées russes. Parallèlement, sur les mois qui ont suivi plusieurs centaines de milliers de volontaires ont rejoint l'Opération Militaire Spéciale. L'économie russe a été réactive, et sans passer en économie de guerre pour pouvoir continuer à produire des

biens de consommation, elle a été capable de fournir missiles, munitions, et armes en quantité suffisante pendant que l'occident vidait ses stocks. Et, malgré la propagande, les « armes magiques [5] » de l'occident n'ont pas empêché l'échec de la contre-offensive ukrainienne de l'été 2023.

Patiemment avec le coup d'état du Maiden de 2014, jusqu'à la supercherie des accords de Minsk qu'ils n'avaient nullement l'intention de mettre en œuvre, les USA ont tissé leur toile. Ils ont poussé la Russie à la guerre, faisant des centaines de milliers de victimes. Paradoxalement, non seulement ils n'ont pas réussi à affaiblir « leur ennemie » comme ils le désiraient, mais ils ont même fait en sorte que son armée soit beaucoup mieux préparée à une future provocation de l'OTAN. L'Amérique, la nation la plus belliqueuse de l'histoire de l'humanité a encore frappé, et prépare déjà son prochain coup (Chine, Iran, Vénézuéla…). Quant à l'Europe, complétement vassalisée et aux ordres de Washington, elle ne compte plus pour grand-chose. D'autant plus que malgré les rodomontades des médias, je ne pense pas que beaucoup d'occidentaux soient prêts à aller mourir dans les plaines d'Ukraine pour les intérêts de nos oligarques et de leurs multinationales.

Navalny, le chouchou des élites occidentales !

En 1998, il est diplômé en droit de l'université russe de l'Amitié des Peuples et en 2001 de l'université des finances du gouvernement russe. En 2009, il étudie à l'université Yale aux USA après avoir été recommandé par le joueur d'échecs Garry Kasparov, et par la rédactrice en chef du New Times Evguenia Albats. À partir de 1998, Navalny exerce en tant qu'avocat pour une société de promotion immobilière appartenant à l'oligarque Shalva Chigirinsky. En 2013, il est privé du statut d'avocat suite à sa condamnation dans l'affaire Kirovles. Il a aussi œuvré pour des entreprises privées qui

profitaient de la « thérapie de choc » des années 1990, aspirant à transformer la Russie en une sorte de « Wild West capitaliste ». Il était également partisan du Parti libéral Yabloko, dont il a été expulsé (en 2007) pour ses penchants racistes autour d'un éphémère mouvement « Narod », dédié à la défense du « nationalisme démocratique », ce qui voulait surtout dire la défense des droits des Russes « de souche ». C'était un ultra libéral, avec un penchant prononcé pour un nationalisme ethnique-russe, ici on dirait « raciste ». En France il aurait été à l'extrême droite du RN !

A l'échelon national, le taux de popularité de Navalny n'a jamais dépassé les 2%, donc le présenter comme le principal opposant à Poutine est une blague, un peu comme si en France l'on disait que Poutou est le principal opposant à Macron. Ses partisans sont une masse largement atomisée à l'extérieur de la Russie. Il est le chouchou des médias occidentaux. Son mouvement s'appuie surtout sur les réseaux sociaux. Mais il n'offre guère une analyse visant à rassembler un mouvement de citoyens et de citoyennes politiquement conscients. Il va s'imposer comme une figure incontournable des médias sociaux, en ayant des stratégies de communication très habiles, largement relayées par les plateformes occidentales. Mais seulement une infime portion des Russes le voit comme un sauveur, et le passé de l'homme soulève plus de questions qu'il ne suscite d'espoir. Ses principaux soutiens sont issus de la jeunesse bobo-libérale, de Saint Pétersbourg et de Moscou, qui rêve de « consommer » occidental ! La très grande majorité des Russes est surtout soucieuse de ne pas revenir aux « sauvages » années 1990, lorsque l'Union soviétique s'est disloquée (suite aux trahisons [10] des clans Gorbatchev – Eltsine).

Si la grande majorité de l'opinion publique soutient le pouvoir actuel, cela provient du fait que l'arrivée de Poutine a coïncidé avec une reprise économique, après une dépression très

profonde et prolongée. Sous Poutine également, la Russie a réaffirmé son indépendance sur la scène internationale ou en renversant la dérive de l'État vers la balkanisation. Ecoutons Alain Juillet [6], ex-patron de la DGST : *« Pour la plupart des Russes, c'est Poutine qui leur a ramené un niveau de vie acceptable, et depuis peu le niveau de vie s'est encore amélioré. L'image de Poutine en Russie, c'est une image très très particulière, on a une vision qui n'est pas la vision réelle des Russes en général. Et ça explique pourquoi les élections ne se passent jamais comme nous on le pense, car Poutine est soutenu par sa population*. »

Suite à une de ses incarcération, Amnesty International avait déclaré Navalny « prisonnier d'opinion ». Cependant dans un communiqué en 2020, Amnesty International déclare avoir *« pris la décision interne de ne plus traiter Alexeï Navalny de prisonnier d'opinion pour des propos qu'il a tenus dans le passé* ». Dans une vidéo de 2007 [13], Navalny habillé en dentiste, déclarait à propos des immigrants : *« je recommande une désinfection complète. Tout ce qui se trouve sur notre chemin doit être éliminé par la déportation ».* Navalny concluait son monologue par *« Nous avons le droit d'être des Russes [ethniques] en Russie. Et nous défendrons ce droit* ». Il a aussi présenté les tchétchènes, les daghestanais et les musulmans en général comme des cafards. À la même époque que cette vidéo, et durant plusieurs années, il participait à la « Marche Russe », une manifestation annuelle à Moscou qui attire les ultranationalistes, dont certains adoptent des symboles ressemblant à la croix gammée. Navalny a souvent dit qu'il considérait la Marche russe comme une forme d'expression politique valable, par laquelle lui et ses partisans se battent pour une nouvelle Russie.

Navalny était un ultra-libéral, allié des oligarques et de certaines classes bourgeoises russes, ce n'était pas du tout le « gentil » que la propagande occidentale nous vendait. Il en

aurait été autrement que nos médias n'en auraient jamais parlé. Alors, Poutine a-t-il fait assassiner Navalny ? Tout est possible, mais quand on a plus de 70% des russes qui sont pour vous, il est nul besoin de faire assassiner des opposants « médiatiques » qui émargent, la plupart, sur les livres de paye des services secrets occidentaux, via des associations « bidons ». Par contre, on peut aussi penser que sa mort est une aubaine pour alimenter une nouvelle campagne visant à vilipender Vladimir Poutine sur la scène internationale, surtout à quelques semaines des élections présidentielles en Russie.

Au risque d'être traité de complotiste, il est étrange que dans tous les cas d'empoisonnement d'un dissident russe, il y a des traces qui remontent jusqu'à la Grande-Bretagne. Regardez Berezovsky, Litvinenko, Skripals, … Navalny. Il ne reste plus maintenant à l'Occident qu'à trouver le nouvel opposant numéro « 1 ». Je suis sûr qu'ils ont déjà les noms des futurs candidats, (Ekaterina Duntsova, Boris Bondarev, Boris Nadejdine … ou sa veuve : Ioulia Navalnaïa). Peut- être que Navalny était grillé et qu'il était temps de le remplacer. Ce qui est pratique avec les morts, c'est qu'ils ne peuvent plus démentir ce qu'on dit sur eux, ni ce qu'on leur a fait dire, et encore moins qui leur a dit de le dire.

Enfin, je rappellerais à nos médias qui versent des larmes de crocodiles en échafaudant des théories du complot, qu'ils n'ont même pas parlé de la mort du journaliste américain, Gonzalo Lira [(7)] qui critiquait Zelensky et qui est mort dans les prisons ukrainiennes il y a quelques semaines, et qu'ils ne sont pas particulièrement émus par les milliers d'enfants qui meurent à Gaza sous les bombardements israéliens, quant à Julian Assange [(8)] … Par contre, si les palestiniens mourraient sous les bombes russes, que Gonzalo Lira était mort dans une prison russe et que Julian Assange était persécuté par les russes, j'imagine, d'ici, le déferlement politique et médiatique… à propos, Jamal Khashoggi [(9)], ça ne vous dit

rien ? Et que penser de la mort dans la prison de La Haye du président de la Serbie, Slobodan Milosevic, en 2006. Celle-ci n'a suscité aucune interrogation, encore moins d'indignation, alors que quelques semaines avant, le président serbe paraissait en pleine forme en attendant son procès. Dix ans après sa mort, Slobodan Milosevic est reconnu innocent (12) par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, dans une indifférence totale.

« Les vrais coupables ne sont pas ceux qui font la guerre mais ceux qui l'ont rendue inévitable » …
C. EVHIDANT

(1) Ouest France, le 17/11/2021 : « Chars russes à Paris, communisme et fuite des notables : l'électrique présidentielle de 1981 ». (2) cf2r.org, Éditorial d'Éric Denécé N°64 / février 2024 : « Les faux postulats de la guerre d'Ukraine ». (3) Le Monde, le 13/02/2023 : « La Russie n'a pas subi l'"effondrement" économique annoncé par Bruno Le Maire, fin février 2022 ». (4) 2ccr.unblog.fr, le 18/02/2024 : « Le mythe des « vagues russes ». (5) Bruno Bertez, le 22/02/2024 : « L'Occident a passé des années à construire des armées et des armes de beau temps, pour les foires-expositions ». (6) 2ccr.unblog.fr, le 29/02/2024 : « Alain Juillet, ex patron des services secrets DGSE sur la Russie ». (7) afrique-asie.fr, le 17/01/2024 : « Le citoyen américain Gonzalo Lira meurt de négligence dans une prison ukrainienne ». (8) Le Grand Soir, le 04/03/2024 : « Une valse hypocrite autour de Julian Assange ». (9) Jamal Khashoggi, qui dénonçait la politique conduite par le prince Mohammed ben Salmane et la guerre du Yémen, est assassiné le 2 octobre 2018 à l'ambassade d'Arabie saoudite à Istanbul, où il est allé effectuer des formalités. Voir, Le parisien, du 18/10/ 2018 : « Mort de Khashoggi : le scénario macabre révélé par les enregistrements ». (10) Lire « Erreur ou trahison, enquête sur la fin de l'URSS » aux éditions Delga. (11) https://cf2r.org, tribune141 de mars 20214 : « Ukraine : les enjeux cachés d'une guerre prévisible, par Yves Bonnet ». (12) Initiative Communiste du 10/08/2016 : « Milosevic innocenté par le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie : une information censurée par les médias ». (13) La dépéche.fr, le 18/20/2024 : « Mort d'Alexeï Navalny : propos racistes sur les migrants, musulmans comparés à des cafards... L'autre facette de l'ennemi du Kremlin ».

Humour et Dérision

Pour finir avec le sourire, mais toujours en rapport avec des problèmes de société, parfois ils sont plus faciles à aborder de cette façon. J'espère que tu apprécieras …

Un monde de machines :

Hier soir en sortant du boulot, j'étais fatigué, mais il fallait que j'aille poster une lettre importante. La poste étant en centre-ville, j'ai laissé ma voiture sur un parking, j'ai payé ma place à un horodateur puis j'ai pris le tram. J'ai acheté un billet au distributeur automatique, et ensuite je l'ai composté moi-même sur une autre machine. Je suis arrivé à la poste et là, j'ai pesé et affranchi mon courrier avant de le poster sans l'aide de personne. J'en ai aussi profité pour retirer de l'argent à un distributeur bancaire. Dans le hall de la poste il y avait un distributeur de boisson automatique, alors je me suis fait un petit café.

Lorsque j'ai récupéré mon véhicule, je suis allé faire le plein en utilisant ma carte bleue et en me servant moi-même, maintenant je fais ça très bien et j'utilise le gant mis à disposition. Comme les pompes à essence sont à proximité d'une grande surface, j'en ai profité pour faire mes courses. Grâce à un jeton j'ai récupéré un chariot que j'ai rempli avec différents produits et ensuite je suis allé à une caisse automatique où j'ai moi-même scanné mes articles que j'ai ensuite payés tout seul comme un grand. Comme il était tard j'ai diné à la cafétéria qui jouxte le magasin, c'est un self, c'est-à-dire que l'on se sert tout seul, ensuite l'on passe à la caisse et à la fin du repas, l'on débarrasse et l'on ramène son plateau à la plonge, c'est super pratique !

Pour rentrer chez moi, j'ai pris l'autoroute. Au péage, j'ai jeté quelques pièces dans une corbeille et la barrière s'est soulevée toute seule. Il faisait encore bon, je me sentais bien, j'ai appuyé un peu fort sur le champignon, et je me suis fait flasher par un radar automatique. Merde ! Demain, le PV sera également envoyé automatiquement…. Marre de la bagnole, la prochaine fois que je « monte » à Paris, j'irai en avion, c'est pratique on fait soi-même son billet sur internet, et ensuite sur place on peut procéder à l'auto-enregistrement de ses bagages. Et le plus surprenant c'est que les navettes qui relient l'aéroport sont entièrement automatisées, il n'y a même pas de conducteur !

Une des plus grandes avancées a été la suppression des services publics, faut dire qu'ils n'en restaient pas grand-chose à ce qu'il parait. Maintenant il y a des bornes un peu partout pour poser des questions et imprimer directement les documents demandés, faut dire que l'on a plus grand chose à demander. Il reste des anciens qui se cachent dans des parkings désaffectés et qui nous disent qu'avant on pouvait envoyer ses enfants à l'école gratuitement et que même les hôpitaux étaient gratuits, les médicaments remboursés, et que lorsque l'on n'avait pas de travail l'on percevait des allocations sans rien faire. Ça nous fait bien rire, personne ne les croit, d'ailleurs ils préfèrent vivre comme des rats plutôt que d'aller dans des établissements "CQI" (7) pour finir paisiblement leur vie tranquillement, et ils essaient de nous persuader de ne pas y aller ... ils ne sont vraiment pas crédibles.

Le lendemain en me rasant je pensais à ma carrière professionnelle, lorsqu'à la radio le flash spécial info a annoncé que le chômage était en hausse et que l'on devrait cotiser plus longtemps pour nos retraites. Et là, je ne sais pas pourquoi mais certains de mes gestes quotidiens se sont imposés à mon esprit. Premièrement j'ai pensé que c'était plus commode de se servir soi-même, puis je me suis dit que

c'était quand même un peu comme si je travaillais gratuitement. Deuxièmement, je me suis posé la question de tous ces chômeurs remplacés par des machines qui obligent les clients à travailler en prenant la place de véritables salariés. Finalement, le problème des retraites a effleuré mon esprit : si tout est automatisé, l'on aura besoin de beaucoup moins de personnes pour fabriquer nos produits, donc plutôt que de prélever des cotisations sur les salariés, il faudrait peut-être les prélever sur les automates ou sur la richesse produite. Surtout qu'au début, c'était surtout pour nous libérer des tâches ingrates et dangereuses, pour pouvoir s'épanouir dans d'autres activités. Mais à un moment on a dû louper un épisode. Bon, enfin, je ne vais pas me mettre martel en tête, je suis encore jeune, j'ai le temps de voir venir… je n'ai que 35 ans !

Voilà, j'ai bientôt 53 ans, je ne travaille pas, je touche le minimum « assistanat » et je suis obligé de faire 20 heures par semaine de travail de solidarité : je nettoie les différents automates et distributeurs de mon quartier. Il y a énormément de travail car en 15 ans les machines ont envahi tous les secteurs de notre vie. Dans six mois si je ne trouve pas un travail stable, on me retirera ma carte de santé, de logement et de ravitaillement, et l'on m'emmènera dans un établissement « CQI [1] », je ne sais pas si c'est bien, j'en connais qui y sont allés, mais je ne les ai jamais revus. Là-bas aussi, il parait que tout est automatisé….

(1) Lire phonétiquement « C'est Cuit » : fini, terminus, voyage sans retour …

Pour ma sécurité je suis interconnecté :

C'est super, ma nouvelle montre « SSV » (Surveille et Sécurise ma Vie), est vraiment super et dotée de toutes les dernières technologies. Régulièrement des mini-lasers

analysent ma rétine (c'est inoffensif pour les yeux) pour être sûrs que je suis bien le propriétaire, et me permettent d'accéder à toutes mes données en toute sécurité. Avec elle, je contrôle tout, de la télécommande de mon téléviseur, à la mise en route de mon ordi ou le démarrage de ma voiture, en passant par l'ouverture de la serrure électronique de mon appartement ou de mon bureau. Lorsque je fais mes courses, plus de passage en caisse, une borne automatique se relie via ma SSV à ma banque et le règlement est effectué dans l'instant.

Sur moi je n'ai plus aucun papier et plus d'argent. Finies les différentes cartes d'identité, de sécu, carte grise et bleue ou permis de conduire : tout est dans ma montre, ma vie est dans ma montre… génial ! Je perçois même à travers ma peau une mini impulsion électrique pour m'avertir de tout message important. Le seul petit inconvénient est que maintenant que cette « Montre » est obligatoire pour notre sécurité, il faut la changer ou la remettre entièrement à jour tous les ans, et que cela coûte relativement cher… mais c'est pour notre bien ! Depuis que des bornes de reconnaissance ont été installées un peu partout, celui qui sort sans sa montre est automatiquement suspect et est interpellé dans les 30 secondes. »

Alors, elle n'est pas belle la vie qui t'attend ? Ça fait rêver ? Non ? Pour le moment ce n'est encore que de la science-fiction, mais pour combien de temps ? Avec ta fameuse SSV, si tu es en retard pour payer ton loyer, la serrure de ton appartement sera automatiquement verrouillée, idem pour ta voiture en cas de problème de crédit et ton compte en banque sera bloqué… et de fils en aiguille la porte de ton bureau te sera interdite et tu te retrouveras SDF ou plutôt « SCF » : Sans Connexion Fiable … et dans ce cas-là, on peut imaginer plein de choses ! Si tu as exprimé des opinions « subversives », que tu as rencontré des gens ou lu des « tracts » peu

recommandables … alors là tu es dans la M… parce que tout est sous contrôle !

Alors, pourquoi une montre plutôt qu'une puce insérée directement sous la peau ? Eh bien, parce qu'une puce on l'oublie, tandis qu'une montre est le symbole de ton asservissement, tous les matins tu es obligé de te passer toi-même les chaines de ta soumission au système. C'est beaucoup plus … comment dire … sournois ? Et puis avec ta montre tu peux filmer, prendre des photos, dialoguer … mais ça marche dans les deux sens, on peut filmer ce que tu vois, te prendre en photos et écouter tes conversations, car pour « Ta Sécurité » tu es sous surveillance 24H/24 !

Mais au fait, n'est-ce pas toi qui as demandé plus de sécurité, qui as accepté d'être fiché via tes différentes cartes de paiement, toi qui as approuvé l'installation de la vidéosurveillance dans tous les espaces privés et publics, qui as voulu une balise GPS dans ta voiture, qui as fourni dès l'école primaire un portable à ton enfant pour te rassurer, enfin, n'est-ce pas toi qui t'es moqué de ceux qui essayaient de te mettre en garde contre les dérives qu'un tel système ne manquerait pas de générer ? Benjamin Franklin disait : *« celui qui préfère la sécurité à la liberté aura tôt fait de perdre les deux »* … peut-être est-on arrivé au point de non-retour ?

La télé et les médias t'ont expliqué que le monde était dangereux à vivre, tu as été bombardé d'images et de faits divers plus violents les uns que les autres, sans jamais pouvoir, ou vouloir, les vérifier. Et la fameuse insécurité avec le non moins fameux « avec ce qui se passe en ce moment » t'ont persuadé que tu étais en danger et qu'il fallait de bonnes âmes pour te protéger … et le marché de la sécurité, de la vidéosurveillance et des milices privées a explosé ! Le tout le plus souvent financé par tes impôts, cela va de soi !

Voilà, et dans ce futur merveilleux tu te retrouves donc « SCF ». Que va-t-on faire de toi ? Et bien je pense que tous ceux qui sont « Sans Connexion Fiable » pourraient être déclarés dangereux, terroristes ou toute autre appellation qui justifierait leur « éloignement ». On peut imaginer ces tristes individus déportés dans d'immenses camps. Comme ils n'ont plus leur SSV, on se contentera de leur graver un numéro avec une encre indélébile et géolocalisable sur les avants bras … ce qu'il advient d'eux est une autre histoire ! Evidemment, toutes les nouvelles découvertes commercialisées sont faites pour notre bien-être, donc tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes : *« Heureux les simples d'esprits car le royaume des cieux leur appartient !* »

Les footballeurs vous remercient [1] **:**

Cela ne s'adresse pas exclusivement aux footballeurs…

Les footballeurs vous remercient pour votre formidable aptitude à les soutenir quotidiennement, et à encourager fanatiquement des joueurs qui l'année prochaine joueront chez l'adversaire parce qu'ils seront mieux payés. Ils vous remercient également de les comprendre lorsqu'ils demandent une revalorisation salariale et apprécient votre soutien lorsqu'ils simulent une faute ou s'en prennent aux arbitres… Mais vous-même, parfois vous devriez aussi vous posez des questions sur certains résultats de matchs ou décisions arbitrales… Evidemment, le plus important c'est que votre équipe gagne !

Les footballeurs se moquent des droits de l'homme et des autres en général, non seulement ils ne boycotteront pas un match en Israël, mais ont joué sans problème la coupe du monde au Qatar dont les stades furent construits par des demi-esclaves et où les morts ne comptent pas. Ils savent

pertinemment que vous-même, vous ne vous posez aucune question sur la provenance de l'argent qui circule dans ce sport, et l'éthique [2] qui le régit, le plus important, c'est que votre équipe fasse partie des meilleures !

Les footballeurs se régalent à l'idée que vous appréciez la pub qu'ils font pour des marques célèbres. Ils se réjouissent que vous acceptiez de payer très cher les produits de ces marques afin qu'ils encaissent des royalties. Ils trouvent amusant que vous ayez la gentillesse de bien vouloir porter des maillots à leur nom en circulant en ville, afin que tout votre petit monde les voie, les envie, et ainsi les achètent à leur tour. Merci de favoriser ce commerce, et pensez à acheter également les produits dont nous faisons la pub et qui nous permettent de finir les fins de mois difficiles !!!

Les footballeurs du monde entier, avec leur cohorte de plus belles filles du monde, leurs supers voitures de luxe et leurs appartements démesurés qui font la une des magazines que vous achetez, vous remercient de les comprendre et de compatir lorsqu'ils font un mauvais match : normal dites-vous, ils étaient fatigués, ils ont fait deux matchs en quatre jours ! Risible, alors que vous, vous allez bossez tous les jours, fatigués ou pas, malades ou pas, essayez de dire à votre patron que c'est parce que vous avez travaillé quatre jours de suite que vous êtes moins performant !

Continuez donc bien sagement à vous en prendre aux fonctionnaires feignants, et aux grévistes preneurs d'otage, nous, notre seule revendication c'est de pouvoir continuer à gagner des millions, et merci de vous offusquer lorsqu'un projet de loi prévoit de nous taxer un peu trop, car ce que nous ne payerons pas au final c'est dans vos poches que l'Etat ira le chercher. Merci de nous soutenir pour préserver nos privilèges, beaucoup d'entre nous gagnent en un mois ce que vous ne gagnerez pas en une vie ! Pour une soirée avec

une « hôtesse » nous dépensons ce que vous avez du mal à gagner en deux ou trois mois !

Merci encore, de venir nous soutenir plutôt que de lutter pour garder vos derniers droits sociaux, car plus vous serez dans la « Mouise » et plus vous aurez besoin de nous pour échapper à votre quotidien, des pains et des jeux disait César, pour vous ce ne sera bientôt plus que les jeux sans le pain. Et avez-vous remarquez que souvent maintenant « vos tricolores » ne jouent plus que de bleu vêtu, bleu, symbole de la droite européenne, le rouge a disparu, il ne faudrait quand même pas vous donnez des idées subversives !

Merci surtout de croire que l'on génère des profits pour vos gueules. Non, les profits, on les génère pour les milliardaires et les multinationales qui nous emploient ; nos maillots, nos ballons et tout notre attirail sont fabriqués dans des pays où les gens sont payés des clopinettes et où les droits sociaux n'existent même pas en rêve. Mais le plus important c'est le chiffre en bas du chèque que l'on nous remet tous les mois : le but ultime c'est de faire partie des footballeurs les plus payés et pourquoi pas … le plus payé !

Vous comprenez les sommes astronomiques dépensées par les clubs pour nos transferts, vous ne vous dites même pas que cet argent pourrait être mieux utilisé et pourrait créer des emplois avec des salaires décents … mais vous ne vous posez pas ce genre de questions : chômeurs, précaires, smicards, vous payez votre place pour venir nous encourager, parce que nous le valons bien !

(1) D'après le courrier d'un collectif sur Zinsfo974, le 17/10/2010 : « les milliardaires vous remercient ». (2) Histoire et Société, le 16/01/2024 : « Beckenbauer : les souvenirs sud-africains de la corruption allemande ». France Info, le 24/20/2022 : « 1993, VA-OM : l'affaire de triche la plus retentissante du foot français racontée par l'arbitre de la rencontre Jean-Marie Véniel »

A propos du piston :

Un soir comme tant d'autres Alfred regarde tranquillement la télévision. Au bout d'un moment il se décide à l'allumer, c'est vrai que la télé a cette particularité que c'est souvent plus chiant à regarder allumée qu'éteinte, mais Alfred ne peut pas se passer de regarder sur son magnifique écran la grande messe du 20H. Il a déjà essayé de se désintoxiquer, mais cela n'a pas été franchement concluant et très vite il est retombé dans la machine à laver les cerveaux.

« La messe » se passe avec les rituels quotidiens, faits divers et délinquance, entrecoupés d'informations parfois plus importantes mais qui ne sont pas développées afin de ne pas encombrer le cerveau des fidèles, sans oublier bien sûr quelques images sur l'immigration ou l'irresponsabilité des syndicats dans un pays où les caisses sont vides. Quand vient la minute people, le présentateur annonce la nomination du prochain ministre du travail en remplacement du précédent, qui s'est tué à la tache lors d'un safari au Kenya. Le nouveau ministre du travail s'appelle : Jean-Jacques Pathie. « Ça alors » se dit Alfred, « Jean Jacques, le fils de la crémière avec lequel il a fait une bonne partie de sa courte scolarité et de nombreuses conneries … »

Après de nombreuses péripéties et de longs mois d'attente, Alfred obtient un rendez-vous avec son vieux copain Jean-Jacques. Après les poignées de main et une timide accolade suivie de quelques souvenirs, Jean-Jacques qui ne doute pas qu'Alfred est venu lui demander un « service », lui demande :

— Alors Alfred, que puis-je pour toi ?
— Et bien voilà, sans vouloir profiter, j'ai mon fils qui est au chômage et bien qu'il ne sache pas faire grand-chose j'aimerais qu'il trouve du travail.

— Ah, ça peut s'arranger, s'il aime voyager je peux lui trouver une place dans une de nos ambassades à 10000 euros mensuels, plus de petits avantages.
— Et bien, c'est à dire que…
— Ah, je vois tu n'as pas envie que ton fils parte trop loin ? Alors pas de problème, un poste d'assistant chez un membre du gouvernement à la commission européenne à 7 ou 8000 euros, ça te va ?
— Et bien, c'est que je pensais…
— Tu préfères qu'il reste en France ? Je te comprends. Conseillé d'un énarque ou d'un secrétaire d'état à 6000 euros, ça te va ? Je sais, ce n'est pas le « Pérou », mais il y a pas mal de temps libre. Ou alors en parlant de temps libre, je le nomme dans une commission pour
« L'étude du chômage sur les jeunes dyslexiques dans les campagnes » par exemple, là je crois que c'est à 5000 euros et tu te réunis 2 à 3 fois par an.
— Ce n'est pas la question, …
— Ah, tu préfères qu'il soit en province et qu'il reste près de chez lui. Alors là il faut que je trouve une sorte de mission ou un détachement spécial, c'est un peu plus compliqué. Et je te préviens ça ne va pas dépasser les 3000 euros !
— Non, ce n'est pas le problème. Ce que je veux c'est qu'il travaille normalement, un job tout simple, mais dans la fonction publique de préférence.
Jean-Jacques reste un moment interloqué par la demande d'Alfred, puis il lui dit :
—Fonctionnaire de base ! Alors là, ça ne va pas être possible. Il va être obligé de passer un concours, il va être en concurrence avec 2000 candidats, et son salaire risque d'être aux alentours du SMIC. Désolé, mais là je ne peux rien faire… là il n'y a aucune solution, aucun passe-droit, aucun privilège, tout le monde a le droit de concourir. Moi je peux seulement influer sur les postes un peu « haut de gamme » qui ne demandent pas de qualités particulières, mais sur les postes utiles au service public je n'ai aucune prise, et il faut un

minimum de compétences. C'est pour cela que l'on veut les privatiser ou les externaliser, c'est trop de complications … et pas assez de … souplesse, tu comprends ? Et les pressions du Medef pour récupérer cette part du gâteau, pardon, du marché, sont quotidiennes, et leurs « arguments », plutôt convaincants.

Jean-Jacques ponctue sa dernière phrase d'un coup d'œil, et dépité, Alfred opte pour le poste à 5000 euros, mais il regarde dorénavant différemment les fameux fonctionnaires de base, que son beau-frère n'arrête pas de critiquer parce qu'il a loupé tous les concours auxquels il s'est présenté, et il repense à cette citation de Clémenceau : *« Les fonctionnaires c'est comme les livres dans une bibliothèque, ce sont ceux qui sont rangés le plus haut qui servent le moins* » …

Stop à l'insécurité :

Face à l'ampleur du phénomène, il faut réagir. A l'abri de la vidéo surveillance, des bandes violentes agissent en toute impunité. Aucun département de France n'est épargné car ces bandes sont très mobiles. Personne n'est à l'abri de leurs méfaits. Chacun peut être confronté à leur violence. Que fait la justice ? Les chefs de ces organisations sont pourtant connus. A l'abri derrière les somptueuses façades de leur conseil d'administration, ils décident tranquillement de votre avenir et de celui de vos enfants : délocalisation, licenciement, précarisation sont leurs armes favorites. Tranquillement ils dérobent les richesses que vous produisez, et détruisent les systèmes de sécurité et de solidarité mis en place par nos anciens.

Nous devons respecter le droit des victimes, redonner leur dignité à ces femmes et à ces hommes traités comme de la marchandise au seul nom du profit à tout prix. Pour cela il faut

renforcer le contrôle de ces bandes organisées, en créant des groupes spécialisés qui siégeront aux conseils d'administration de ces organisations. La vidéo surveillance des bureaux de ces chefs de bande doit-être envisagée. Appartenir à une bande qui organise un chantage économique doit être considéré comme un crime et passible de 5 années de prison. Un fichier doit être créé pour décourager les récidivistes et durcir les sanctions à leur égard. Les biens malhonnêtement acquis doivent être restitués à ceux qui les ont véritablement produits. L'organisation de ces bandes qui délocalisent et vivent de subventions de l'Etat doit être considérée comme une association de malfaiteurs.

L'appât du gain les conduit maintenant à s'attaquer aux biens publics. Après avoir fait main basse sur les secteurs de l'énergie, ils rêvent de s'emparer des marchés de l'éducation et de la santé qui représentent plusieurs centaines de milliards d'euros. Tout est en place pour un des plus grands holdups de l'histoire. Ils ne prennent aucun risque, les pouvoirs publics sont complices et les citoyens ont démissionnés !

Le phénomène des bandes a explosé ces dernières années et devant la passivité des pouvoirs publics nous devons réagir. Oui, il existe des patrons voyous et des actionnaires délinquants agissant en véritables parasites envers la société … Devons-nous nous taire et fermer les yeux ? Devons-nous accepter toujours plus de précarité, devons-nous accepter de nous faire « voler » nos dimanches, nos jours fériés, notre retraite ?

Le gouvernement protège tout ce qui touche à la délinquance financière. Pourtant c'est cette délinquance-là qui nous plonge dans l'insécurité, ce ne sont pas les chômeurs qu'il faut « flicker » ! En nous maintenant dans la peur ils nous gardent en leur pouvoir. La mise en scène au journal de 20H d'un banal

fait divers sert à cacher la véritable violence de notre système économique !

Avant chaque élection on nous explique qu'il faut assurer la sécurité des français, mais jamais un mot sur les vrais responsables. La délinquance augmente avec la pauvreté, et la pauvreté n'est pas une fatalité : c'est le résultat d'une politique. Lorsque l'on permet à une minorité de s'emparer des biens communs, lorsque l'on permet à certains d'avoir des revenus 100, 200 ou 1000 fois supérieurs au reste de la population : on ne combat pas l'insécurité, on la crée. Mais pour détourner l'attention, on nous parle immigration, insécurité ou …. de la dette et des chômeurs qui ne voudraient pas travailler !

Je suis une miss :

Il me semble loin, le temps de mes premiers pas sur scène et de mes premières chansons d'amour pour la fête de fin d'année de l'école. A la fête du village, j'avais chanté « je suis une catin » de Mylène Farmer, ma maman m'avait fait répéter, elle m'avait prêté ses chaussures à talons et avait retaillé une de mes robes pour qu'elle colle au personnage. Mon papa trouvait que j'étais trop maquillée, mais c'était super et personne ne voulait croire que je n'avais que 6 ans.

Ensuite j'ai commencé les défilés de mini-miss : mini-miss quartier, mini-miss foire, mini-miss camping, enfin tout ce qui est mini, il faut prendre son temps, ne pas griller les étapes, mais il faut persévérer. Mes parents ont également passé énormément de temps pour m'accompagner à des castings ou à des séances photos pour des magazines de vente par correspondance. C'est à cette époque que j'ai commencé à moins m'intéresser à mes devoirs d'école, oui, c'est ça, ça correspond à mes premiers régimes…

Ma maman est un véritable coach. Elle m'aide à devenir une reine de beauté. Elle m'a dit que j'avais de la chance et qu'elle aurait bien aimé être à ma place. Elle m'a dit que grâce à ma beauté, je réussirai dans la vie, pas comme notre voisine Corinne, qui est moche et grosse et qui n'a aucun avenir !
Pour le maquillage, je fais venir des produits des États Unis, sauf pour les yeux où une nouvelle marque suisse qui voudrait faire de moi son égérie m'envoie son dernier produit contenant une molécule top secret à un prix super promo. Il a aussi fallu acheter des fausses dents pour avoir un véritable sourire de star.

C'est vrai que parfois j'ai encore envie de jouer à la poupée avec mes copines, mais je n'ai pas le temps, apprendre à marcher, apprendre à bouger ou s'entrainer à répondre aux questions du jury demande du temps. Je suis consciente des efforts de mes parents, mais parfois quand je suis triste ou que j'ai mal, j'aimerais avoir un câlin, sans que maman me dise « si tu fais bien tes exercices » !

Pendant des vacances à l'étranger, on m'a fait deux injections de Botox et l'on m'a refait le nez ; pour la poitrine je vais attendre un peu, pour le moment je prends des soutien-gorges super rembourrés et ça fait très très joli. D'ailleurs, lorsque je suis sur scène ce n'est pas que le regard des garçons que je vois briller, mais aussi celui de leurs pères ! Je vais peut-être être prise pour une publicité ; au début papa trouvait que les poses étaient trop suggestives, mais il s'est rendu compte qu'il n'y avait pas d'autre solution. Je me souviens que c'est aussi la première fois que j'ai entendu parler d'hyper sexualisation.

Ma carrière est sur le point de décoller, j'ai été je crois au-delà de l'espérance de mes parents, qui ont tout donné pour moi, je sais qu'ils ont même hypothéqué leur maison, mais je crois que la gloire est au rendez-vous. C'est vrai qu'il ne faut pas s'endormir sur ses lauriers mais continuer à bosser, parce que

même si je suis douée, il ne faut pas que j'oublie que j'ai bientôt …11 ans !

Ma carrière est finie, de galères en galères, de déceptions en déceptions je suis une femme finie, j'ai 15 ans et plus aucun avenir, je ne suis plus la lolita des cours de récré et je ne deviendrai jamais top model. Mais si je suis une femme finie, je m'aperçois que je n'ai jamais été une enfant, et je crois que je vais reprendre ma vie en main. Pas là où je l'avais laissée, car ce qui est perdu est perdu. Je n'ai pas eu d'enfance, ma mère m'a prise pour une poupée, et de ma carrière éphémère je ne connais plus personne. Hier soir, j'ai rencontré Corinne, et elle m'a dit que si je voulais elle viendrait me donner des cours de rattrapage pour me remettre à niveau, car j'ai vraiment de grosses lacunes. C'est une chic fille et j'espère que l'on va bien s'entendre… il faut aussi que j'arrête de boire de l'alcool en cachette.

Police, personne ne bouge :

J'ai un super boulot, je passe mes journées à draguer les filles. Je déambule dans la voiture de service, le bras à la portière, ray-ban et chemise entrouverte. Ce que j'adore, c'est doubler les voitures qui respectent les limitations de vitesse. Tu les toises du regard, tu te sens supérieur, c'est toi le boss, t'es un winner ! C'est comme quand un feu rouge est trop long, un coup de sirène et tu le grilles, et les autres restent comme des cons à attendre le feu vert. Et oui, ce que j'aime, c'est l'ordre et la discipline … surtout pour les autres.

Les anciens nous racontent qu'en 2009, à Strasbourg, pour le sommet de l'Otan, ils se faisaient chier. Ils étaient postés sur un monticule de terre surplombant les manifestants qui défilaient au-dessous. A un moment, un collègue a ramassé une pierre et l'a jetée sur les manifestants, ça a été le signal,

ils les ont canardés comme des malades. Il y en a même un qui avec un seul caillou a eu deux « pétasses » en pleine tête. C'est devenu une légende au sein de la compagnie. Mais ça c'était avant, maintenant on a des grenades, des LBD que l'on peut utiliser un peu comme bon nous semble, suffit de dire que l'on était menacé, avant dans les manifs on ne servait à rien, maintenant on s'amuse comme des petits fous !

D'ailleurs maintenant, je kiffe les manifs, on se déguise en manifestants, et on casse des vitrines. On tire même des bouteilles, en plastique, sur nos collègues qui sont en uniforme et qui n'attendent que ça pour charger sur tous ces dégénérés qui mettent la République en danger. Parfois, c'est compliqué parce que ce sont des mecs de groupes d'extrême droite qui viennent foutre le bordel, et eux on n'a pas le droit de les cogner, il faut les laisser se tirer. Heureusement il y a des codes pour les reconnaître. De toute façon quoi qu'il se passe on est intouchable, toujours couvert par la hiérarchie … au plus haut niveau.

Mais comme de partout, il y a des brebis galeuses, certains qui prétendent qu'ils sont rentrés dans la police pour protéger la population, pas pour lui cogner dessus. Ah, les tocards, ils croient que c'est la population qui les paye, ou quoi ? Non, c'est le gouvernement qui nous paye, et ce sont les riches qui dirigent le gouvernement, donc notre intérêt ce n'est pas de protéger la population … y'en a qui n'ont rien compris, ils resteront au bas de l'échelle toute leur vie.

La nuit quand on fait des contrôles, on connait les endroits où des occasionnelles font des passes pour boucler les fins de mois. Elles n'ont pas de souteneurs, alors on se fait un petit extra. De toute façon elles ne vont pas porter plainte ! Parfois en plus de baiser à l'œil, on leur soutire un peu de pognon, le super pied ! Le soir on aime bien contrôler des jeunes qui rentrent seuls, le jeu c'est de les secouer et de leur faire peur

jusqu'à ce qu'ils pètent un plomb. Alors là c'est gagné, hop, une garde à vue ! C'est facile de remplir ses objectifs ! Les contrôles de nuit, c'est vraiment super, je me souviens d'un soir où nous avons arrêté trois jeunes en possession d'herbe et de résine de cannabis. Notre devoir est de prévenir la consommation de stupéfiants afin que les jeunes ne tombent pas dans la consommation excessive de drogue ... fût-elle douce. Nous leur avons confisqué toute l'herbe et les barrettes de shit. Nous les avons sermonnés, menacés et « légèrement » bousculés, ensuite, nous les avons laissés partir ... et oui, parfois nous avons du cœur, car nous avons un rôle d'éducateur que nous prenons très au sérieux ! Ensuite, grâce à ces « jeunes délinquants », qu'est-ce qu'on s'est mis dans le véhicule de service ... je suis sûr que le lendemain, l'équipe de jour a vu des papillons roses juste en ouvrant les portières !

Quand il y a des embouteillages, on met le gyrophare, deux collègues descendent de la voiture, font garer la populace et en avant. Nous on passe, les autres se démerdent. Dans les quartiers, ils ne nous aiment pas, nous non plus ; au début on attendait qu'ils sortent de leur territoire, mais maintenant on va les chercher, et alors là on rigole : contrôles, mises à terre, clefs de bras, placage ventral, insultes, c'est nous les plus forts ! Après, il suffit de dire que des jeunes ont lâchement agressé des forces de l'ordre et le tour est joué : le 20H en fait sa une ! Et en plus ça a été des supers entrainements pour améliorer et tester des méthodes que l'on peut utiliser maintenant contre les gilets jaunes ou les manifestants … on ne rechigne pas à la tâche, nous !

La journée, quand on croise une autre patrouille, on s'arrête pour discuter, parfois en plein rond-point. On se gare à l'arrache, et personne n'ose rien dire. Les gens ralentissent, ils ont peur. Personne ne l'ouvre, j'aime ça. Et si quelqu'un fait le malin, on le contrôle et on le verbalise. On a vraiment une

impression de puissance, de pouvoir … ça donne des frissons, c'est indescriptible.

Tout a basculé, lorsque j'ai eu besoin d'argent pour payer mes dettes de jeux, et oui je dépense plus que je ne gagne. J'ai décidé de me faire une banque, je ne suis pas plus con qu'un autre. Le jour « J », j'enfile ma cagoule, j'entre dans la banque, je sors mon flingue, je montre mon insigne et je crie *« police, personne ne bouge* ». Putain de merde, et en plus c'est la voiture de service que j'ai garée devant la banque. J'ai dû trop fumer hier soir, pourtant je le sais : la fumette après la coke et le whisky, c'est pas bon !

Méfiez-vous des syndicats (1) **:**

Pour le moment ce n'est que de l'humour…

S'il est une réflexion qui n'entre pas dans mon schéma intellectuel, c'est bien la retraite. Il reste, c'est sur, quelques énergumènes qui clandestinement essaient de propager cette chimère, mais je sais bien que leur combat ne mène à rien. De toute façon moi je n'ai besoin de personne, l'éducation que mon père m'a donnée fait que je me concentre sur les besoins essentiels de comment remplir ma gamelle et de faire attention de ne pas mécontenter ceux qui me donnent du boulot pour me permettre de la remplir. Si je bosse bien et que mon patron est de bonne humeur, alors peut-être qu'il m'augmentera, et si je bosse mal mon salaire baissera. Donc restons concentré sur nos taches et ne nous mêlons pas d'autres choses. C'est une règle basique et elle me convient très bien. Suivant ces principes de bon sens, je m'emploie chaque jour à faire du mieux que je peux pour faire avancer la machine, en espérant pouvoir conserver mon travail.

Parfois j'arrive à me dégager quelques heures de loisir dans la semaine. Je parle de semaine, mais en fait depuis que le dimanche est désormais un jour « travaillé » comme un autre, la semaine est devenue virtuelle. Maintenant le rythme de vie est plus logique : 12 heures de travail, 6 heures de repos, 12 heures de travail, et ainsi de suite. Avant il y avait parait-il des « ruptures » appelées congés ou jours fériés, mais c'était extrêmement compliqué à gérer et cela désorganisait la production… je ne sais pas si c'est vrai, tellement cela parait aberrant ! En attendant il faut que je me concentre sur mon travail, sinon ils mettront une machine à ma place et je me retrouverais à la rue. Mais si je suis sérieux, à la fin de l'année je n'aurais peut-être pas à négocier une baisse trop importante de mon salaire.

Hier à la fin de notre période de travail, on nous a tous réunis dans un immense hangar pour nous mettre en garde contre des gens qui essaient de promouvoir des idées subversives. On nous a rappelé qu'au XX siècle, des terroristes appelés vulgairement « syndicats » sabordaient l'économie et la production par des grèves et des revendications en prenant en otage aussi bien les dirigeants des entreprises que parfois l'ensemble de la population.

Ces gens-là voulaient inverser l'ordre naturel des choses. Ils ont mis l'ensemble de la société en danger en combattant pour de meilleurs salaires, une bonne retraite, des jours de repos payés [(2)], un système de santé pour tous … enfin toutes des absurdités que les salariés étaient forcés d'accepter, qu'ils soient d'accord ou pas. Et ceux qui estimaient mériter plus que les autres se trouvaient automatiquement lésés. Donc cela créait énormément de jalousie et d'amertume ! Heureusement, il y avait aussi des salariés courageux qui s'opposaient à ces terroristes et collaboraient avec le patronat, c'est grâce à ces gens-là que nous avons maintenant un travail correspondant aux besoins qui ont été délimités pour

nous. Il ne faut pas oublier que nous allons tous dans la même direction, nous devons être unis derrière notre entreprise, notre pays, derrière des gens auxquels nous avons délégué toute notre confiance. Si nous n'avançons pas tous au même rythme c'est que nous n'avons pas tous les mêmes qualités ni les mêmes mérites. C'est tellement évident que je ne sais pas pourquoi on nous le rappelle à chaque fois, peut-être que certains sont un peu lents à la compréhension !

Après ces brefs rappels historiques (3), l'on nous a demandé de faire preuve de responsabilité et de dénoncer toute personne qui paraitrait suspecte. On nous a rappelé que soutenir ou seulement adresser la parole à un « terrosyndicaliste » peut directement nous conduire dans un camp de rééducation. Déjà autour de moi, des agents de sécurité regroupaient d'éventuels suspects, et en croisant le regard de l'un d'eux je me suis fait la remarque qu'effectivement il était différent.

Alors j'ai essayé mentalement de passer en revue toutes les personnes que je côtoie au boulot ou dans la rue pour voir si je ne reconnaissais pas cette expression dans les yeux de certains. J'en étais à réfléchir sur le fait que je croise peut-être tous les jours ces ennemis du système, lorsque deux agents de sécurité me firent brutalement sortir du rang et me poussèrent en direction du groupe de suspects, qui était maintenant assez important. J'essayais de crier, mais seul le regard froid de mes gardiens me répondit …

(1) Les syndicats ont aussi leur part de responsabilité depuis qu'ils sont devenus des « partenaires sociaux » et qu'ils acceptent les mascarades de négociations orchestrées par le Medef et les politiques à sa botte. Non, prendre part à des négociations dans un bureau ministériel ne peut pas être qualifié de lutte. Les luttes c'est dans la rue que ça se passe ou par l'occupation de nos lieux de travail. Malheureusement, il y a une baisse de conscience politique même dans le milieu syndical. J'ai pu le constater en discutant avec des salariés lors de manifestations. L'un deux qui trouvait sans

doute que « je politisais » trop le débat m'a dit : « *moi je ne fais pas de politique* ». J'ai halluciné, qu'est-ce qu'il faisait dans la rue, une promenade touristique ? (2) Syndical, « Les congés payés : histoire d'une lutte sociale », publié le 15 juillet 2020. (3) histoire des syndicat et l'implication de la CIA

« *On peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui* » …
Pierre DESPROGES

A la prochaine…

Voilà, j'espère que tu as passé un bon moment et que j'ai pu t'apporter un point de vue différent de ce que l'on nous assène quotidiennement, même si je ne t'ai pas convaincu sur tout. Maintenant la balle est dans ton camp. Que vas-tu faire de tout ça ? Le ranger dans une étagère et l'oublier, ou le faire vivre ?

Le système politique dépend du système économique, et c'est la Grande Bourgeoisie qui gère ce système économique. Cette bourgeoisie a parfaitement conscience qu'elle vie du travail des salariés qu'elle exploite, et qu'elle dirige la société alors qu'elle est extrêmement minoritaire. Elle est consciente et a bien compris la réalité de la lutte des classes, malheureusement ce sont les salariés qu'il faut convaincre que la lutte des classes existe… à toi d'y apporter ta contribution.

Dans un troisième livre, je te parlerais : écologie, Europe, santé, pognon, USA … en espérant que ces même USA ne nous aient pas déclenché la troisième guerre mondiale d'ici-là …

Alors à bientôt …

Toujours une pensée à Agnès qui me corrige et m'oblige à reformuler pour plus de clarté.

Livres à télécharger gratuitement sur :

http://2ccr.unblog.fr/livres/

ou

https://2ccr.wordpress.com/lectures/

Vous pouvez, si vous le désirez, faire imprimer chaque livre de la série des « Miscellanées Politiques » à moins de 10 euros + les frais de port chez « Colibri édition livres » à Toulouse. Les PDF que je vous propose sont au format A5 correspondant aux exigences d'impression.

Sinon, vous pouvez toujours les télécharger tel quel, et les lire sur votre tablette ou votre ordinateur.

Vous pouvez aussi y penser pour un cadeau à Noel ou pour un anniversaire.

L'important, c'est que les idées circulent…

« Une idée devient une force quand elle s'empare des masses » … **Karl MARX**